

La Conception des Droits de l'État

EN MATIÈRE SUCCESSORALE

dans les projets du Code civil Suisse

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 16 Juin 1914, à 4 heures 1/2

PAR

René CASSIN

DOCTEUR EN DROIT (SCIENCES JURIDIQUES)

LICENCIÉ ÈS LETTRES

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT D'AIX (1905-1908)

ET DU CONCOURS GÉNÉRAL ENTRE LES FACULTÉS DE DROIT (1^{er} PRIX 1908)

Président : M. MASSIGLI, professeur.

Suffragants { *MM. CAPITANT, professeur.*
HITIER, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

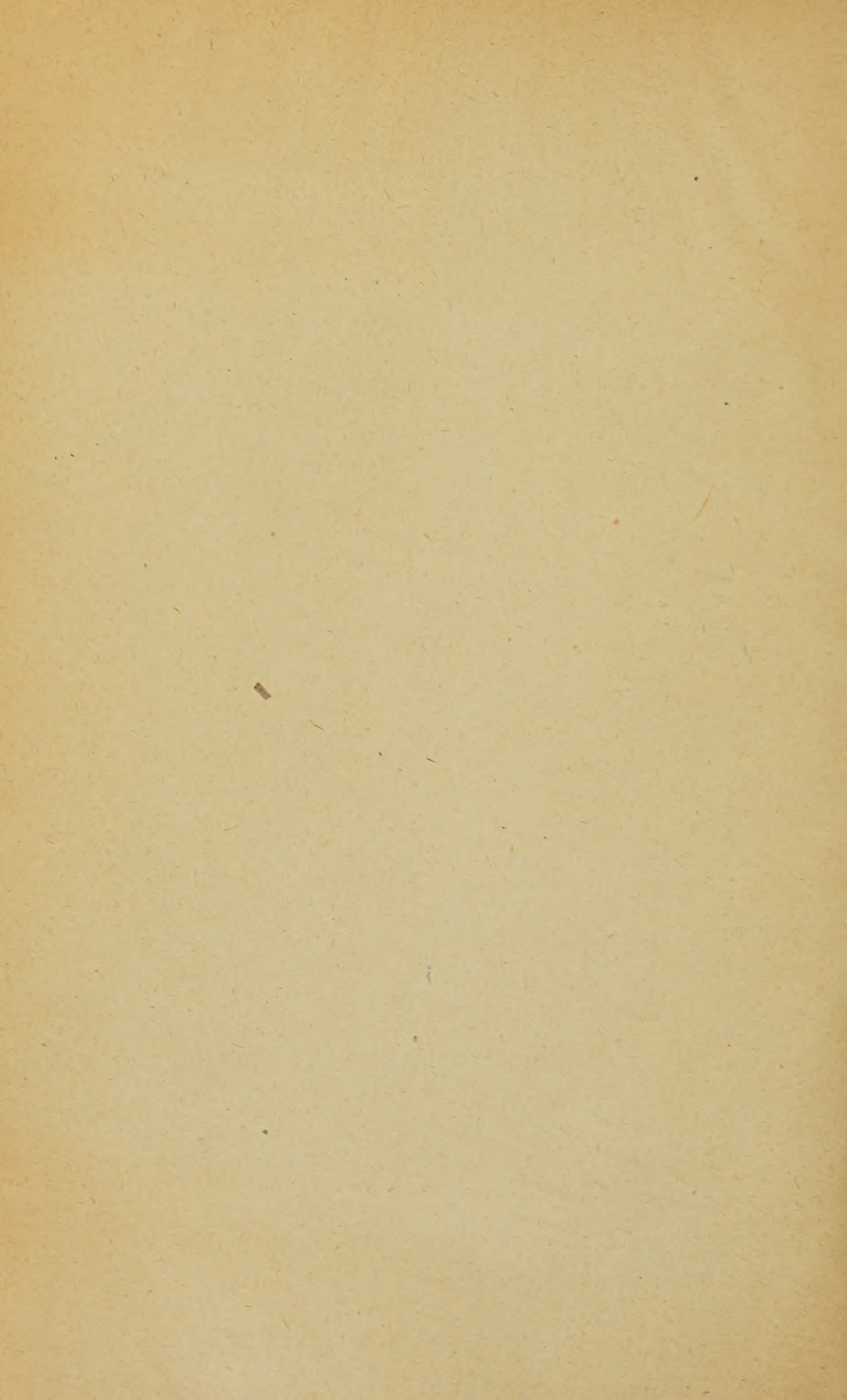
RECUEIL SIREY

Anne M^{son} LAROSE & FORGEL

LÉON TENIN, Directeur

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arr^t

1914



THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

La Conception des Droits de l'État

EN MATIÈRE SUCCESSORALE

dans les projets du Code civil Suisse

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 16 Juin 1914, à 4 heures 1/2

PAR

René CASSIN

DOCTEUR EN DROIT (SCIENCES JURIDIQUES)

LICENCIÉ ÈS LETTRES

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT D'AIX (1905-1908)

ET DU CONCOURS GÉNÉRAL ENTRE LES FACULTÉS DE DROIT (1^{er} PRIX 1908)



Président : M. MASSIGLI, professeur.

*Suffragants { MM. CAPITANT, professeur.
HITIER, professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

ANNE MSON LAROSE & FORCEL

LÉON TENIN, Directeur

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arr^t

1914



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA CONCEPTION DES DROITS DE L'ÉTAT

EN MATIÈRE SUCCESSORALE

dans les projets du Code civil Suisse

INTRODUCTION

Le problème de savoir quels droits il convient d'attribuer à l'État sur le patrimoine des particuliers qui viennent à décéder, a été, comme le problème du fondement du droit successoral auquel il se rattache, l'objet de très nombreuses dissertations de la part des philosophes, des économistes et des juristes. L'étude que nous nous proposons de faire ne saurait donc prétendre au mérite de la nouveauté.

Et toutefois, comme un récent projet de taxe successorale sur le capital vient d'attirer de nouveau l'attention sur lui en France, il nous a paru qu'il pourrait être utile de rapporter au public français et de décrire avec quelques détails l'originale tentative qui vient d'être faite en Suisse au cours de la préparation du nouveau Code civil fédéral, en vue de donner au problème dont nous parlons une solution à la fois moderne et juridique.

Précisons tout de suite la nature et le sens de cette tentative.

L'éminent jurisconsulte chargé de la rédaction du premier avant-projet des successions, M. Huber, professeur à Berne, ayant remarqué, d'une part, qu'un droit de l'État à la succession de personnes décédées peut se manifester sous trois formes : droit sur les biens sans maître, droit de successibilité et impôt, dont seule la seconde n'a point sa source dans le droit public, et ayant considéré, d'autre part, le droit successoral comme la contre-partie naturelle du devoir d'assistance, — a été conduit par cette conception à reconnaître à l'État un véritable droit privé de successibilité.

Et il l'a fait non seulement dans les cas où l'État recueille la succession à défaut de parents successibles, mais encore dans ceux où la loi des autres pays n'accorde généralement à l'État que le droit de percevoir une taxe fiscale sur les parts recueillies par les héritiers du défunt. En compensation des charges nouvelles assumées chaque jour au profit des particuliers, la collectivité a donc reçu de lui un droit héréditaire, même en présence de parents jugés suffisamment proches du défunt pour lui succéder.

Enfin M. Huber a proposé de protéger ce droit héréditaire en limitant assez sérieusement la liberté de tester au préjudice de l'État et en favorisant, au contraire, par des moyens variés la multiplication des libéralités des particuliers à son profit.

Dès 1895, date de son apparition, le projet de M. Huber se heurta à de vives résistances. Son innovation la plus caractéristique, la transformation de la taxe successorale en un droit de successibilité renforcé par un droit de réserve, attaquée dans les commissions officielles, fut sérieusement atténuée par l'avant-projet de 1900 et rayée du projet définitif soumis le 28 mai 1904 à l'Assemblée fédérale. Celle-ci se montra favorable à une limitation étroite du cercle des parents successibles, elle admit que l'État recueillerait désormais les hérédités vacantes, non plus à titre de souve-

rain en vertu de ses pouvoirs de police, mais à titre d'héritier en vertu d'un droit privé. Elle se refusa cependant à modifier les textes qui lui étaient soumis par le Conseil fédéral, en sorte que le Code civil du 10 décembre 1907 ne porte plus que de faibles traces de la tentative accomplie en 1895.

Nous avons cru devoir nous borner à un exposé purement objectif des faits. Il nous a semblé intéressant de sonder les origines du projet de 1895, de relever toutes les traces du principe sur lequel il repose, de rechercher ensuite quelles objections lui furent adressées, pourquoi il fut modifié et finit par échouer. Un historique sincère peut au moins rendre à ceux que préoccupe actuellement notre question, le service de leur faire connaître des travaux étrangers rédigés le plus souvent en langue allemande. Au surplus, l'histoire d'un projet ne tient pas toute dans la compilation des documents officiels publiés ou inédits qui le concernent. Il n'est jamais indifférent d'étudier comment réagit le milieu social lorsqu'on tente de faire pénétrer dans la loi positive des idées trop différentes de celles généralement reçues.

Le plan de notre étude est tout naturellement tracé.

Nous examinerons dans une première partie les différentes solutions données au problème qui nous intéresse par les législations du XIX^e siècle. Pour cela, nous relèverons tout d'abord les idées essentielles sanctionnées dans le droit positif des grands pays européens, et ensuite les traits principaux des législations cantonales suisses antérieures au Code civil.

Notre seconde partie contiendra l'exposé du projet de 1895. Nous étudierons en premier lieu ses antécédents immédiats et en second lieu ses idées directrices. Après avoir ainsi montré quels liens étroits rattachent les dispositions du projet qui concernent l'État à sa conception du droit successoral, nous pourrons déterminer la quantité et la nature

des droits reconnus par lui à l'État et examiner le sort des biens recueillis par les diverses personnes collectives désignées sous la qualification commune d'« État » en envisageant successivement l'éventualité d'une succession légitime *ab intestat*, puis celle d'une succession testamentaire.

Dans une troisième partie enfin, nous montrerons comment le projet a échoué. Et pour cela nous n'aurons qu'à examiner successivement les trois étapes par lesquelles ont passé les travaux préparatoires du Code civil suisse, depuis le dépôt du projet de 1895 jusqu'à la promulgation du texte définitif, le 10 décembre 1907. Un dernier chapitre, consacré à l'étude des règles actuellement en vigueur dans les cantons suisses, nous permettra de mesurer d'un coup d'œil le chemin parcouru depuis le jour où M. Huber formula ses propositions.

Si, malgré son insuffisance, le présent travail pouvait constituer une contribution utile à l'étude d'un problème toujours actuel, nous ne saurions oublier les maîtres à qui nous en serions redevable : M. Saleilles, le regretté professeur dont nous avons suivi l'enseignement magistral à la Faculté de Paris, jusqu'au jour où sa voix s'est éteinte ; M. Huber, l'éminent auteur du projet de 1895, le créateur du droit civil suisse moderne, qui, avec une simplicité dont nous avons été vivement touché, a bien voulu nous communiquer, avec ses impressions personnelles, une série de documents imprimés ou inédits lui appartenant en propre ; et enfin M. Massigli, qui, en nous assistant de ses savants conseils, nous a donné un nouveau et précieux témoignage de sa bienveillance.

PREMIÈRE PARTIE

Le milieu juridique.

Les motifs dont le législateur a à s'inspirer lorsqu'il veut régler la transmission du patrimoine des particuliers défunts peuvent être appréciés à quatre points de vue différents : 1° le point de vue juridique, qui lui-même se divise en deux suivant qu'on fonde sur la solidarité familiale une vocation globale de la famille à recueillir le patrimoine du défunt, ou qu'on fait du droit de transmettre ses biens un attribut nécessaire essentiel du droit de propriété individuelle ; 2° le point de vue politique, qui inspire des dispositions favorables à la concentration des biens en des mains peu nombreuses dans un État aristocratique ou au contraire favorables à leur division dans un régime démocratiques ; 3° le point de vue économique, qui concerne spécialement l'intérêt de la bonne exploitation de la terre, la conservation et le rendement des biens ; 4° enfin le point de vue social, qui commande de régler la succession de la façon la plus conforme aux nécessités de la vie en société, au bien-être général (1).

(1) Saleilles, Cours de doctorat professé à la Faculté de Paris (1908-1909).

Il n'est certes pas indifférent, pour la détermination des droits éventuels de l'État, de savoir si c'est un point de vue ou l'autre qu'on veut faire dominer dans la loi positive. Et, par exemple, il est certain qu'une législation qui considérerait le droit de transmettre ses biens à cause de mort comme un des attributs essentiels du droit de propriété individuelle, que cette législation devrait donner le premier rang à la succession testamentaire et ne régler la dévolution des biens du défunt qu'en s'inspirant des préférences qu'il n'eût pas manqué de manifester s'il avait testé (1).

Or une telle conception, qui repose sur la liberté d'aliénation et la volonté présumée du défunt, tend visiblement à exclure l'État du nombre des héritiers. L'individu ne laisse pas volontiers ses biens à l'État : on ne saurait présumer chez lui le désir de voir son patrimoine passer à celui-ci.

Si donc la collectivité recueille quelquefois la succession, ce ne peut être qu'en l'absence de toutes personnes choisies ou susceptibles d'être choisies par le *de cujus*, en vertu des droits de souveraineté qui appartiennent à l'État, seul qualifié pour recueillir les biens vacants. Pareillement, dans les cas où des particuliers auront été appelés à la succession, l'État ne pourra distinguer, suivant que les successeurs auront été appelés par un testament effectif ou présumé et qu'ils auront été proches du défunt ou parents éloignés. En aucun cas il ne pourra percevoir, à l'occasion de cette transmission de bien, une taxe supérieure à celle qu'il percevoit ordinairement sur les mutations de biens entre vifs (2).

Si un principe analogue peut être énoncé lorsque la transmission successorale est organisée en considération des

(1) Telle a été la conception préconisée au xvii^e siècle par Grotius, *de jure pacis et bellicis*, liv. I, ch. I, § 10, n° 1 (traduction de Barbeyrac).

(2) V. en ce sens W. Fildermann, *La nature juridique de la transmission par décès et la succession des parents légitimes*, th. Paris, 1909, p. 109.

droits de la famille ou de la communauté de sang, on aperçoit, au contraire, qu'une conception du droit successoral basée sur les nécessités de la vie en société tiendra compte de préférence des devoirs de l'individu envers la collectivité. Par suite, l'État sera nanti de droits d'autant plus importants que les devoirs du *de cujus* envers ses parents ou d'autres collectivités seront moins impérieux, et il recueillera tout ou partie de la succession à titre d'héritier.

Partant de cette idée essentielle que les droits de l'État varient en fonction du fondement reconnu au droit successoral dans un pays donné, il semble que rien ne serait plus facile que de déterminer d'une manière satisfaisante le montant de ce qui peut lui revenir et la nature de ses droits lors de chaque transmission à cause de mort. Mais ce ne serait là qu'une apparence, parce qu'en réalité aucune législation dans aucune civilisation ne peut s'inspirer de considérations exclusivement juridiques, exclusivement politiques, économiques ou sociales. Tous les intérêts se mêlent étroitement et se combinent de telle sorte que la situation de l'État n'est jamais simple et qu'elle constitue, pour ainsi dire, la résultante de tendances multiples le plus souvent divergentes.

C'est ainsi tout d'abord, pour reprendre un exemple déjà cité, que la considération de l'intérêt politique, économique et de l'utilité sociale vient nécessairement tempérer les résultats obtenus par ceux qui fondent le droit successoral sur le caractère absolu de la propriété individuelle. Pas une société ne pourrait vivre si on laissait aux particuliers le droit de fixer arbitrairement et pour l'éternité la dévolution, l'affectation et le mode d'exploitation des biens possédés par eux de leur vivant. Aussi a-t-il fallu fixer des bornes à leur liberté, soit en prohibant certaines substitutions, soit en organisant un certain droit de réserve au profit des proches. On tient compte également des intérêts de la collectivité en obligeant les bénéficiaires de la succession à verser à

l'État une somme d'argent qui varie suivant l'importance de leur émolument et la qualité du titre auquel ils ont recueilli.

Réciproquement, il ne suffit pas de poser en principe qu'on fondera le droit successoral sur l'utilité sociale, car tout le monde n'est pas d'accord pour savoir par quel procédé celle-ci est le mieux servie. Pour les uns, la société a tout à gagner à laisser les individus tirer parti des biens laissés par les décédés, parce que seuls ils sont à même d'obtenir le maximum de rendement dont ils sont susceptibles. D'autres, au contraire, font passer les questions de rendement après le principe de l'égalité et se refusent à enlever à la société des biens que personne n'a titre suffisant pour recueillir. D'autres enfin cherchent à concilier ces tendances opposées en conservant à l'État sa vocation, mais ils ne l'autorisent à réclamer que la valeur en argent des biens auxquels il a droit.

Il résulte surabondamment de cette observation que le problème spécial aux droits de l'État comporte une très grande variété de solutions, soit qu'il s'agisse de déterminer le montant des avantages qui doivent lui être faits lors de chaque décès, soit qu'il faille déterminer la forme juridique que revêtiront les prétentions de l'État et doser ainsi celles-ci en tenant compte des combinaisons d'intérêts ou de conceptions qui sont à leur base.

Pour bien saisir les principes qui ont présidé à l'élaboration du droit suisse moderne, il importe donc de découvrir au préalable, en décomposant le mécanisme de quelques-unes des législations modernes les plus importantes, les intérêts pratiques qui peuvent militer en faveur de telle ou telle solution, de tel ou tel dosage. Il faudra ensuite déterminer les règles en vigueur en Suisse au moment où ont été commencés les travaux préparatoires du nouveau Code. C'est à l'étude de ce qu'on peut appeler le « milieu juridique » que nous consacrerons les deux chapitres qui suivent.

CHAPITRE PREMIER

Les droits de l'État d'après les principales législations modernes.

Il ne saurait être question de faire ici un exposé intégral de toutes les législations européennes. Il nous suffira d'étudier les grandes lignes des législations française et allemande. Et ce choix paraîtra d'autant plus justifié que le Code civil français de 1804 a été en vigueur jusqu'en 1912 dans une partie notable de la Suisse et que le Code civil allemand était en voie d'achèvement au moment précis où M. Huber préparait le projet suisse. Il importe donc, pour la connaissance même de ce projet, d'établir les idées qui dominent dans les législations positives française et allemande.

Section I. — Droit français.

Des trois formes sous lesquelles peut se manifester un droit de l'État sur les successions, la législation positive française n'en sanctionne que deux : le droit sur les biens sans maître et l'impôt. Et elle les organise séparément. Le premier, bien qu'il repose sur la souveraineté de l'État, est traité dans le Code civil; l'autre est organisé dans des lois

fiscales et voté chaque année avec le budget. Une étude séparée s'impose donc : nous commencerons par celle du droit de déshérence.

I. *Droit de déshérence.* — Aux termes de l'article 767, C. civ., les biens de la succession de celui « qui ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels appartiennent en pleine propriété au conjoint non divorcé qui lui survit ou contre lequel n'existe pas de jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée ». Et l'article 768 (C. civ. décide « qu'à défaut de conjoint survivant, la succession est acquise à l'État ».

Il résulte du rapprochement de ces deux textes qu'en France la succession n'est déléguée à l'État qu'en l'absence de tout héritier ou successeur irrégulier : l'État ne vient qu'après tout le monde. Mais quelle est la valeur pratique de cette règle ? Aucune disposition ne peut-elle en modifier les effets ? De quelle nature est le droit qui appartient à l'État ? C'est ce qu'il importe de rechercher avec quelques détails.

A. — Il est clair tout d'abord que la portée pratique du droit reconnu à l'État par l'article 768 sera d'autant plus grande que le cercle des parents successibles sera plus restreint. Or on constate sans peine que les conceptions traditionnelles du droit français sont sur ce point peu favorables à l'État.

Déjà, sous l'ancien droit, nos coutumes imprégnées du principe de la conservation des biens dans les familles, ne reconnaissaient un droit de déshérence à l'État qu'à défaut de parents connus, si éloignés fussent-ils ; on se contentait même, par faveur pour le droit familial, de la quasi-possession de l'état de parent (1).

A l'époque révolutionnaire, Durand de Maillane fit une

(1) V. p. ex. *Coutume de Paris*, article 330 ; *C. Bourbonnais*, article 328. Loysel disait : *Fiscus post omnes, etiam in centesimo gradu*.

tentative originale pour limiter la successibilité au septième degré et faire accorder à l'État un droit de successibilité en concours avec les autres héritiers basé sur son droit de copropriété (1). Et de fait cette idée cadrerait parfaitement avec le principe admis par les révolutionnaires d'après lequel l'organisation du droit successoral est l'œuvre de la loi et doit être faite en considération de l'intérêt général (2).

La Convention ne fixa pas cependant de degré successible limite : plutôt que d'attribuer les biens au fisc elle préféra les attribuer aux parents même les plus éloignés, et cela pour deux raisons. La première, qui a été publiquement exprimée, est tirée de l'intérêt social économique : les collectivités administrèrent mal les biens qui leur sont dévolus. La seconde, d'ordre traditionnel, n'a pas été formulée expressément, mais elle eut certainement un grand poids : c'est l'idée que la famille, les parents sont parmi les individus, ceux qui sont appelés le plus naturellement à la succession. (L. 17 nivôse an II.)

Ce n'est pas en 1804, à une époque où l'on cherchait à faire œuvre de transaction entre l'ancien droit et le droit révolutionnaire, qu'on pouvait s'inspirer de sentiments plus généreux pour l'État. Aussi la limitation de la successibilité des parents au douzième degré en ligne collatérale ne fut-elle pas dans le Code civil le signe de la reconnaissance d'un droit véritable de l'État à recueillir les biens des individus, en l'absence des proches. Cette limitation n'a eu de l'aveu de ses auteurs qu'un motif d'ordre pratique : la difficulté de prouver la parenté au delà d'un certain degré, les risques de procès, d'embarras et de partages sans nombre

(1) Vallier, *Fondement du droit successoral*, §§ 309 et suiv.; Aron, *Étude sur les lois successorales de la Révolution*, *Nouvelle Revue Historique*, 1901, pp. 444 et s., 585 et s.; 1903, p. 673 et s.

(2) V. en ce sens Saint Just (*Institutions républicaines de Saint-Just*, Buchez et Roux, t. XXXV, p. 304).

intervenues au sujet d'une même succession (1). Pour les auteurs du Code civil comme pour leurs devanciers, « l'intérêt public est dans la bonne organisation de chaque famille, car il en résulte la bonne organisation de l'État ».

Il est vrai que le principe de la parenté n'a pas, même dans le Code civil, un caractère absolu. Il y a des personnes qui ne font pas partie de la lignée légitime, ou même qui sont étrangères à la lignée, et qui possèdent cependant un droit de successibilité assez important : tels l'enfant naturel (art. 756 et s.), l'enfant adoptif (art. 350) et le conjoint survivant (art. 767). Il est certain, par conséquent, que l'idée d'affection présumée est venue dans une certaine mesure tempérer ce que le principe de la communauté de sang a de rigoureux.

Mais cette idée d'affection présumée qui vient jouer elle-même le rôle de contrepoids n'a par elle-même rien de favorable à l'État. Et si en 1891 et en 1896, nos législateurs ont développé et affermi les droits du conjoint survivant et du conjoint naturel, au nom de cette idée et au nom des devoirs qui incombent à chaque individu envers les membres du cercle familial étroit qui l'entourent, cette double modification de notre droit positif n'a été suivie d'aucune modification corrélative au profit de l'État. Les parents légitimes ont vu leur place diminuée au profit de membres de la famille au sens social et actuel du mot, mais non point au profit de la collectivité.

De tout ceci il résulte que, soit en partant de l'idée de parenté, soit en y associant l'idée de l'affection présumée, soit enfin en se plaçant sur le terrain de l'utilité sociale, politique ou économique, les auteurs du Code civil ont considéré les individus proches du défunt comme les plus aptes à recueillir ses biens et n'ont déferé la succession à la

(1) Siméon, dans *Fenet*, t. XII, p. 229.

collectivité que dans les cas où il était impossible de la déférer à des particuliers ayant un titre quelconque à un tel bénéfice.

B. — On peut retrouver dans les dispositions du Code civil qui déterminent la quotité disponible et la réserve la même indifférence pour tout ce qui touche l'État.

Déjà le droit révolutionnaire qui avait virtuellement supprimé la liberté de tester, avait manifesté cette indifférence en négligeant précisément de limiter la quotité disponible en l'absence de tous collatéraux, en présence de l'État.

Quant au Code, il ne pouvait se montrer plus soucieux des intérêts de ce successeur irrégulier, alors qu'il restreignait rigoureusement le nombre des parents légitimes réservataires (art. 913 et s.). Soit qu'on explique l'attribution d'une réserve aux descendants et aux ascendants par la survivance affaiblie de l'antique copropriété de famille, soit qu'on songe plutôt à l'idée des devoirs de l'individu envers ses proches parents, il n'y a là rien qui de près ou de loin milite en faveur de la limitation du droit de disposer au préjudice du conjoint ou de l'État. C'est assez que la jurisprudence ait pu, à la faveur d'une ambiguïté de textes, reconnaître un droit de réserve aux enfants naturels dès avant 1896 (1).

Enfin, en décidant « qu'à défaut d'ascendants et de descendants, les libéralités par acte entre vifs ou testamentaires pourront épuiser la quotité disponible », l'article 916 a bien laissé aux individus la possibilité de disposer de leurs biens au profit de l'État. Mais la pratique de tout un siècle a montré que ce n'est pas au profit de l'État, mais plutôt contre lui, que les individus usent de leur liberté de tester. L'aversion pour l'idée de voir leurs biens tomber dans la caisse du fisc est telle que les particuliers usent très fréquemment du testament en vue d'exclure l'État, lorsqu'ils

(1) Cass., 28 juin 1809, D. 12,326; 12 juin 1866, D. 66, 1,319.

savent n'avoir point de parents (1). Il faut reconnaître que l'absence de dispositions, fixant une affectation spéciale et d'utilité générale aux biens recueillis par l'État en vertu de l'article 768, est pour quelque chose dans la méfiance des testateurs.

Quoi qu'il en soit, un point est certain : c'est que la liberté de tester vient diminuer encore les faibles chances que la collectivité a en France de recueillir des successions.

C. — Si maintenant on se demande de quelle nature est le droit conféré à l'État par l'article 768, on se heurte à une sérieuse difficulté dont notre plan même préjuge la solution. Il s'agit en effet de savoir si l'État recueille les successions qui lui sont déférées à titre d'héritier, ou si ce n'est pas plutôt à titre de souverain qu'il succède aux universalités de biens vacants.

Il est un premier système qui a été formulé au cours du xix^e siècle dans un intérêt fiscal et repris par quelques socialistes : c'est celui d'après lequel l'État, créateur de la propriété individuelle, aurait un droit éminent de propriété sur tous les biens individuels compris dans son territoire. La déshérence ne serait qu'une manifestation de ce droit général. Mais ce système qui, au nom des idées de Rousseau, tendrait à ressusciter sous une autre forme « la directe universelle » de nos anciens rois, n'a jamais été sanctionné même sous la Révolution. De nos jours, il n'a aucune base et la Cour de cassation en a fait bonne justice en 1857 (2).

Beaucoup plus solide au premier abord est l'idée soutenue par quelques auteurs importants (3) et accueillie ré-

(1) Planiol, *Dr. civ.*, t. III, n. 1818.

(2) Cass., 23 juin 1857, S. 57, 1,399, le rapport très documenté du conseiller Laborie et les arrêts cités en note.

(3) Greiff, *Droits de l'État en matière de succession*, th. Paris, 1888 ; Deloume, *L'État considéré comme successeur aux biens*, th. Toulouse, 1898 :

ceiment par un arrêt de la Cour de Paris (1), d'après laquelle l'État serait en France, sous le régime du Code même, un véritable héritier.

Mais sans entrer dans les détails d'une controverse qui n'est pas l'objet direct de notre étude, on peut dire que cette thèse de l'État héritier manque absolument de base dans notre droit positif. D'une part, les travaux préparatoires du Code sont formels, ils montrent que les motifs invoqués pour attribuer à l'État les successions en déshérence ont été les mêmes que ceux donnés à l'appui des articles 539 et 743, qui attribuent les biens vacants et sans maître à l'État. Dans les deux cas on a songé à « prévenir les désordres qu'entraîneraient les prétentions de ceux qui s'efforceraient d'être les premiers occupants ». On a donc visé un but de police, de paix sociale (2).

Et d'autre part, si l'État avait réellement dans notre Code un droit de successibilité, on devrait apercevoir le fondement sur lequel celui-ci serait basé. On comprendrait que l'État fût héritier, si on était parti de l'idée que l'individu a envers l'État des devoirs qu'il faut sanctionner, ou qu'il a pour l'État une certaine affection, ou que l'État est le représentant de la race, lorsque le défunt ne laisse pas de lignée. Mais nous avons vu que rien dans leurs déclarations ne laisse supposer que les rédacteurs du Code aient songé à sanctionner de semblables conceptions. Ils n'ont attribué la succession à l'État qu'après avoir épuisé la liste entière des successibles possibles et comme en désespoir de cause. Il est donc bien certain que dans l'état actuel de notre droit, l'État successeur irrégulier comme le conjoint, ne recueille pas à titre d'héritier comme

Dubourg, *L'État héritier*, th. Paris, 1907, et surtout Ambroise Colin, note, D. 1902, 2,177.

(1) Paris, 13 déc. 1901, D. 1902, 2,177.

(2) Siméon, dans *Fenet*, t. XII, p. 233.

lui, mais à titre de souverain, en vertu de ses pouvoirs de police qui sont les mêmes en présence d'une universalité ou de biens isolés à l'abandon (1).

La question que nous venons de résoudre n'a pas un intérêt purement doctrinal et la réponse qu'on lui donne influe sur la solution de diverses autres questions connexes. Il importe donc, pour n'y pas revenir à tous moments, de signaler les intérêts pratiques de la distinction établie précédemment.

On pourrait se demander tout d'abord si la thèse de la déshérence n'implique pas pour l'État l'exonération de toutes les dettes du défunt, au lieu que la thèse du droit de successibilité explique très bien pourquoi l'État ne recueille l'actif de la succession que déduction faite du passif. Mais en réalité il n'y a aucun doute, en aucun pays, que dans les deux hypothèses la situation de l'État ne soit la même. Si expresse que soit la formule légale qui ait attribué les successions vacantes à l'État à titre de souverain, elle est toujours complétée par l'ordre de déduire le passif de l'actif. On conçoit parfaitement en effet que l'État recueille sur le même fondement des biens vacants isolés ou des universalités, et que l'organisation de l'acquisition diffère dans les deux cas.

L'intérêt qu'il y a à opter pour l'une ou l'autre thèse se manifeste au contraire très bien lorsque le *de cuius* s'est assuré sur la vie « au profit de ses héritiers » et qu'il meurt, ne laissant ni parents légitimes ou naturels successibles, ni conjoint. Si l'on admet que l'État est un *héritier*, on doit en effet, en l'absence d'intention contraire clairement exprimée, décider que la compagnie d'assurances est tenue de verser

(1) Laurent, t. IX, p. 1888; Demolombe, t. XIV, n° 177 et s.; Huc, t. V, § 139; Planiol, t. III, n° 1922; Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. I, n. 658; Vallier, §§ 743 et s.

l'indemnité d'assurance à l'État. La thèse de la déshérence, au contraire, implique la libération de la compagnie à moins d'une intention contraire manifestée par l'assuré (1).

La question de la nature du droit de l'État présente également un intérêt — plus théorique que pratique, il est vrai — en matière d'exhérédation. Si le testateur célibataire a eu soin de n'exclure dans son testament que ses héritiers du sang, il est certain que l'État sera appelé à recueillir les biens dont aucun légataire n'aura été gratifié, par l'un ou l'autre titre indifféremment. Mais si le testateur a déclaré exclure « tous ses héritiers » ou « tous ses héritiers et l'État », l'attribution à l'État de la qualité d'héritier conduit logiquement à déclarer la clause d'exclusion nulle *en toutes ses parties* comme aboutissant à un résultat impossible à atteindre. Au contraire, quelle que soit la formule de cette clause, la vocation de l'État à recueillir les biens sans maître est indestructible, et la clause sera déclarée nulle à son égard, mais elle produira effet à l'égard des héritiers du sang (2).

La question d'exhérédation pourrait se présenter encore si, l'État étant déclaré héritier réservataire, notre droit connaissait des cas d'exhérédation ou d'indignité susceptibles de concerner l'État; on pourrait se demander alors ce qu'il adviendrait de la succession en ce cas. Au contraire, dans notre droit positif, l'éventualité de l'indignité de l'État ou celle de la privation de sa réserve ne saurait se concevoir.

Nous verrons également que dans les pays où les substitutions sont permises et où aucun texte ne vient limiter avec précision la dévolution des droits d'auteur et des brevets « à ses héritiers », l'État peut être grevé de substitu-

(1) Vallier, § 781.

(2) Colin, note précitée.

tion, il peut succéder aux droits d'auteur et aux brevets du *de cuius* lorsqu'il est déclaré héritier. Or cela n'est pas possible, si l'on admet que l'Etat recueille uniquement en vertu de ses pouvoirs de police (1).

Enfin la question de la nature du droit de l'Etat présente un intérêt très pratique en droit international privé.

La jurisprudence et l'administration françaises considèrent que l'Etat acquiert les successions en déshérence en vertu de son droit de souveraineté. Partant, elles décident fort logiquement que l'Etat étranger auquel appartient l'auteur de la succession en déshérence ne peut revendiquer en France les biens abandonnés par un de ses nationaux, car il ne saurait faire acte de souveraineté en dehors de son territoire. Réciproquement l'Etat français ne réclame jamais les biens laissés à l'étranger par un Français mort sans héritiers.

Admet-on au contraire l'idée que l'Etat est un héritier au même titre qu'un parent, on devra, au lieu d'appliquer la *lex rei sitæ*, appliquer la loi personnelle du défunt, en tant du moins qu'une telle application n'impliquerait rien de contraire à l'ordre public du pays où sont situés les biens (2).

Cet intérêt n'a pas échappé aux auteurs du Code allemand, pas plus d'ailleurs qu'à ceux du Code civil suisse.

II. *Impôt successoral*. — Si l'Etat n'a présentement en France aucun droit de successibilité même en l'absence d'héritiers du sang ou d'un conjoint; si d'autre part, il ne peut recueillir en vertu de sa souveraineté que les successions auxquelles aucun héritier légitime n'est appelé.

(1) V. cep. Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. I, n. 662 (pour les brevets). En vertu de la loi du 14 juillet 1866, les droits d'auteur s'éteignent s'il n'y a pas d'héritiers.

(2) Weiss, *Tr. de droit international privé*, t. IV, pp. 561 et s., et les autorités citées par lui: Vallier, §§ 787 et s.

L'État a contre les successibles de tous ordres, comme contre les légataires de tous ordres, un droit de créance ayant précisément sa source dans la dévolution qui leur est faite. Ce droit de créance perçu sur la part échue à chacun, c'est l'impôt des successions.

Cet impôt a changé profondément de caractère depuis le jour où la loi du 22 frimaire an VII en a établi le principe, car il était alors, et il est resté un certain temps après la promulgation du Code civil, un impôt de mutation doué de quelques particularités de détail, mais enfin un impôt de mutation ordinaire frappant comme les autres une manifestation de la richesse privée sans qu'il fût tenu compte des charges grevant les biens et n'absorbant jamais plus qu'une année des revenus procurés au successeur par sa nouvelle acquisition.

On peut cependant remarquer que, dès cette époque, les héritiers en ligne directe sont traités beaucoup plus favorablement que les collatéraux ou les légataires non parents. Ils ne payent qu'un pour cent de la valeur des immeubles recueillis par eux, 0,25 % de celle des meubles, alors que les autres successeurs sont frappés cinq fois plus lourdement et payent 5 % et 4,25 %.

Or, si l'on envisage les impôts successoraux actuellement perçus, on constate bien qu'ils ont toujours conservé le caractère de droit de créance dirigé contre les héritiers et non contre la succession ; on remarque qu'ils sont perçus sur l'actif net des parts échues à chaque héritier (l. 21 févr. 1901) ; mais les lois des 28 avril 1816, 21 avril 1832, 28 mai 1850 et 25 février 1901 ont placé peu à peu sur le même pied les meubles et les immeubles et gradué savamment le taux de la taxe en tenant compte de la proximité ou de l'éloignement de l'héritier par rapport au défunt (1). Enfin

(1) D'après l'art. 2 du 25 février 1901 modifié par l'art. 40 de la loi du

et surtout les lois des 25 février 1901 et 8 avril 1910 ont donné à l'impôt des successions un caractère *progressif*, si bien qu'entre un enfant héritier d'une petite fortune, et un parent éloigné au delà du sixième degré, héritier d'une grosse fortune de plus de cinquante millions, les droits s'élèvent de 1 à 29 % du montant de la succession.

Cet accroissement considérable des droits de l'État ne répond plus du tout, on le comprend, à la conception initiale de l'impôt de mutation. Et il n'est guère non plus en harmonie avec l'indifférence extrême que témoigne le Code pour tout ce qui touche les droits de l'État en matière successorale. Mais si en fait il s'explique amplement par l'accroissement incessant des charges de l'État et par la facilité avec laquelle les héritiers payent la taxe au moment où ils entrent en possession de biens acquis gratuitement, on n'en a pas moins cherché à lui donner une base solide.

Et c'est pourquoi on a vu, à l'occasion de l'impôt successoral, des sociologues et des économistes, voire des philosophes se préoccuper de questions auxquelles les juristes eux-mêmes restaient indifférents. On a vu, en particulier, renaître l'idée d'un droit éminent de l'État sur les propriétés individuelles, énoncée par les fonctionnaires du fisc pour appuyer leur demande de privilège (1). D'autres ont consi-

8 avril 1910, il y a huit catégories de successibles payant des taxes d'un taux différent : 1^o Les parents en ligne directe du premier degré ; 2^o ceux du second degré ; 3^o les autres descendants ; 4^o l'époux survivant ; 5^o les frères et sœurs ; 6^o les oncles, tantes, neveux et nièces ; 7^o les grands-oncles, grand'tantes, petits-neveux, petites-nièces et cousins germains ; 8^o les parents au delà du sixième degré et personnes non parentes ; 9^o on peut classer dans une dernière catégorie les départements, communes qui ont reçu des dons et legs affectés par la volonté expresse du donateur à des œuvres d'assistance, et les établissements publics ou œuvres d'assistance, d'instruction et d'éducation populaires gratuites reconnues d'utilité publique (L. 25 février 1901, art. 19).

(1). V. le rapport précité du conseiller Laborie, S. 57, 1, 399.

déré l'impôt comme la juste rémunération perçue par l'État en échange de l'autorisation donnée aux individus de succéder à d'autres individus. D'autres encore, reprenant sans le savoir une idée déjà aperçue par Durand-Maillane, ont vu dans cet impôt le prix de la part de copropriété appartenant à l'État sur les biens du *de cujus* et cédée par lui en nature aux parents. On est loin du service rendu par l'État à l'héritier, en lui assurant la mise en possession paisible de l'hérédité. Ce dont il s'agit ici, c'est des services rendus par la société à celui qui a amassé des biens, au *de cujus* (1).

Tout récemment enfin on s'est proposé d'établir une taxe successorale frappant non plus les héritiers mais la succession, et indépendante de la qualité des héritiers, laquelle taxe représenterait un impôt annuel différé qui, pour moins gêner les individus, serait censé perçu d'un seul coup à leur mort (2).

Comme on le voit, si la stabilité des lois de droit privé et en particulier du statut des successions fait que l'État garde depuis plus d'un siècle la situation absolument insignifiante qui lui a été faite par le Code et recueille toujours les successions en déshérence à titre de souverain, les prétentions de l'État contre les héritiers ont, sans dépouiller leur forme d'impôt, pris une extension considérable et un caractère absolument nouveau.

Section II. — Droit allemand.

Si l'on envisage de haut la situation faite à l'État en Allemagne, on observe la même dualité de réglementation qu'en France et l'on constate d'autre part que les droits reconnus

(1) V. les auteurs cités *infra*, pp. 49 et 52, n. 1.

(2) V. sur ce point *infra*, p. 52.

à l'État par le Code civil de 1896 sont comparativement moins forts que ceux résultant des lois fiscales, exactement comme en France. Il ne faudrait pas croire pourtant que l'organisation technique soit la même dans les deux pays ; un examen tant soit peu sérieux des dispositions du Code, puis des lois fiscales permet de discerner au contraire des divergences assez importantes.

I. *Code civil*. — Il faut envisager successivement les règles qui concernent l'existence, la nature du droit de l'État, et la qualité de son titulaire.

A. — En vertu de l'article 1936 B. G. B., « s'il n'existe au moment de l'ouverture de la succession ni parent, ni conjoint du défunt, le fisc de l'État confédéré auquel le défunt appartenait devient héritier légal ». Or, comme il résulte des articles 1924 et suivants, notamment de l'article 1929, que le droit de successibilité appartient à tous les parents, si éloignés qu'ils soient, il suit de là que l'État a encore moins de chances en Allemagne qu'en France de recueillir une succession en vertu de la loi.

Comment une législation essentiellement moderne a-t-elle pu consacrer un pareil résultat ?

Il faut savoir tout d'abord que la répartition de la succession entre les héritiers ne se fait pas véritablement en Allemagne par individus, mais par familles. Les divers parents du défunt ne succèdent point par degrés comme en France, mais ils sont classés par parentèles ou lignées généalogiques.

Chaque parentèle est un groupe de personnes reliées entre elles par leur descendance d'un auteur commun, origine de la souche (*Stammvater*). La première parentèle est formée par les descendants du *de cujus*, la seconde par ses parents et leurs descendants, et ainsi de suite. Les membres de chaque parentèle excluent ceux de la parentèle suivante :

la succession est attribuée à la première parentèle et à son défaut à la seconde, etc.

A l'intérieur de chaque parentèle un système de représentation ou plutôt de succession par souches est organisé de telle sorte que l'ascendant exclut ses descendants, et que les descendants ne viennent à la succession que comme représentants du chef de leur lignée. En sorte qu'à proprement parler ce n'est pas l'individu qui recueille, mais sa lignée. Le droit de famille reçoit dans ce système, l'organisation la plus forte, la plus proche qu'on puisse concevoir dans notre régime de propriété individuelle, de la copropriété de famille; on se soucie si peu de l'affection présumée du défunt qu'on fait passer les arrière-petits-neveux, membres de la seconde parentèle, avant le grand-père qui n'est que la tête de la troisième parentèle.

Il est vrai que le système de la succession par souches n'est pas appliqué avec une rigueur absolue jusqu'à l'infini. L'article 1928 B. G. B. décide que si les bisaïeux têtes de la quatrième parentèle n'existent plus au moment de la dévolution de la succession, celui-là de leurs descendants succède qui se trouve au plus proche degré de parenté avec le défunt. Et la même règle est reproduite pour les parentèles suivantes par l'article 1929. Mais l'abandon du système linéal pur pour le système linéal graduel, ne répond nullement ici à un affaiblissement du droit de famille. Il a été rendu nécessaire par une considération économique impérieuse, par la crainte de voir réduire en poussière les successions réparties entre les très nombreux membres d'une quatrième ou d'une cinquième parentèle.

C'est également par une considération économique que les rédacteurs du Code allemand ont été conduits à attribuer au conjoint survivant placé en présence d'enfants, une quote-part en pleine propriété au lieu d'un usufruit (§ 1931).

Si enfin l'enfant naturel succède à sa mère, c'est parce que

l'enfant naturel occupe, par rapport à celle-ci et à la famille de celle-ci, la place d'un enfant légitime.

Ceci posé, on aurait pu concevoir que sans renoncer à faire prédominer le droit familial, les auteurs du nouveau Code allemand aient songé à tenir compte des transformations économiques et sociales survenues au cours du dernier siècle pour arrêter le droit de successibilité au point où cesse le sentiment de la parenté, où s'arrête la famille telle qu'elle se comporte de nos jours. Et c'est bien en effet le but que se sont proposé les membres de la seconde commission préparatoire, en déniaut le droit de successibilité à tous les parents placés au delà de la quatrième parentèle.

Mais ce système qui rompait avec la tradition des États particuliers les plus importants de l'Empire (Bavière, Prusse, Saxe, etc...) n'a été agréé ni par les membres de la commission de préparation du premier projet, ni par la commission du Reichstag, et finalement il a été rejeté du texte définitif.

A l'appui de ce rejet, trois motifs ont été invoqués dont deux seulement présentent un sérieux intérêt en ce qui nous concerne. Le premier motif repose sur l'idée que loin de se conformer aux mœurs, trop favorables au relâchement du lien familial, le législateur doit essayer de réagir et de renforcer ce lien par la reconnaissance du droit de successibilité illimité des parents.

Quant au second motif, il ne repose pas seulement comme le premier sur un sentiment de prédilection pour l'ancien groupe familial, il est le signe le plus caractéristique de l'hostilité du Reichstag contre l'État, la collectivité. On a craint en limitant si peu que ce soit le cercle des parents successibles de faire une concession fatale au principe même de l'hérédité si vivement attaqué par les socialistes.

Et c'est cette corrélation marquée dans les esprits entre l'extension des droits de l'État et le développement du mou-

vement social-démocratique, qui a été la raison déterminante du maintien des règles traditionnelles (1).

B. — A la différence de ce qui se passe en France, le droit qui appartient à l'État de recueillir les successions en l'absence de tous parents ou d'un conjoint est un véritable droit de successibilité. L'article 1936 est formel sur ce point. Il déclare que le fisc est « héritier légal ».

Cette organisation du droit de l'État n'a pas été établie sans discussions, un grand parti de la doctrine soutenant que la dévolution de la succession en déshérence à l'État ne pouvait être qu'une application pure et simple de la règle d'occupation des biens vacants. Mais la thèse de l'État héritier a fini par triompher parce qu'elle avait pu réunir les suffrages des romanistes les plus éminents du XIX^e siècle, Savigny, Vangerow et Windscheid notamment, parce qu'ensuite elle répondait à certaines traditions des pays allemands (Bavière, Prusse, Saxe) (2), parce qu'enfin cette thèse peut très bien cadrer avec le système le plus favorable aux vieilles conceptions familiales, l'État venant représenter les droits de la race dans les rares cas où on ne peut plus retrouver trace de la lignée même du défunt (3).

Au reste, l'idée qu'aucune succession ne doit rester sans maître ne pouvait être complètement exclue par l'admission d'un droit de successibilité. L'État n'est pas un héritier légitime ordinaire, il ne peut refuser les successions qui lui

(1) V. sur tous ces points Drouard, *Le droit de succession de l'État dans les législations allemande, suisse et hongroise*, th. Paris, 1911, pp. 42 et s.

(2) Codex civilis Maximilianeus (*Landrecht* Bavaïois) 1756, 3^e p., ch. XII, § 5; *Allgemeines Landrecht* prussien, 1794, 2^e partie, tit. XVI, art. 4, 16, 17, 19 et surtout 25; C. Saxon, 1863, § 2620.

(3) Bien qu'il soit héritier, l'État ne peut succéder aux droits d'auteur (Martin, *Das Erbrecht des Fiskus und das Urheberrecht*, *Iherings Jahrbücher*, t. 54, pp. 331 et s.) Il ne peut non plus venir comme arrière-héritier dans une substitution (art. 2104, B. G. B.).

sont déferées, si insolvablees soient-elles (art. 1942). Corrélativement il n'est jamais tenu des dettes héréditaires *ultra vires* et n'est astreint à aucun délai préfixe pour faire inventaire (art. 2011). Enfin il ne peut faire acte d'héritier légitime qu'après que le tribunal de la succession a déclaré, sur une sommation publique restée infructueuse pendant un certain délai, qu'il n'y a pas d'autre héritier (art. 1964 et s.)(1).

C. — Le droit allemand diffère enfin du droit français sur un troisième point, celui qui concerne la qualité de l'attributaire de la succession. En France, l'État s'identifie avec la nation tout entière. En Allemagne, il fallait tenir compte de la forme fédérale de l'Empire. C'est le fisc de l'État confédéré qui devient normalement héritier légal, en l'absence de parents. Le fisc de l'Empire ne recueille que lorsque le défunt, étant Allemand, n'appartient à aucun État confédéré (art. 1936, al. 1 et 2).

Enfin la loi d'introduction du Code civil allemand a pris en considération et réservé, dans ses articles 138 et 139, les dispositions des lois des États confédérés concernant l'attribution du droit successoral, soit au fisc, soit à des corps publics, communes, cours de justice ou autres, soit enfin à des fondations, à des établissements d'assistance. La souplesse des règles suivie en Allemagne s'oppose ici nettement à la rigidité des nôtres.

II. *Lois fiscales.* — Tandis qu'en France l'État est seul à recueillir les impôts de succession comme les successions en déshérence, en Allemagne c'est le fisc des États particuliers qui a longtemps joué le principal et même l'unique rôle en matière d'impôt sur les successions.

(1) V. sur ces points Strohal, *Das deutsche Erbrecht auf Grundlage des B. G. B.*, t. 1, p. 56.

Le fisc de l'Empire, au contraire, ne perçoit de taxes fédérales que depuis le jour où ses besoins, particulièrement ses besoins militaires, ont rendu nécessaire la découverte de nouvelles ressources; et encore abandonne-t-il sur ces taxes un tiers aux États confédérés.

Bien que la loi du 3 juin 1906 ait organisé un impôt rapidement progressif et capable de s'élever jusqu'à 25 % entre non-parents et parents éloignés, le rapport de cet impôt est à cause des dégrèvements à la base ou des réductions de taxe offertes aux agriculteurs et propriétaires de forêts, sensiblement inférieur au rapport de l'impôt français correspondant : 100 millions de marks environ, au lieu de 225 millions de francs (1).

Il n'en reste pas moins qu'à raison de l'existence des taxes perçues par chacun des États confédérés, la situation des héritiers est sensiblement la même qu'en France. On ne peut plus parler d'un simple impôt de mutation : tout le monde reconnaît qu'il s'agit d'un prélèvement agréé par l'État sur le capital des successions au moment du décès des particuliers. Seulement les uns considèrent que ce prélèvement doit être conservé sous la forme actuelle, les autres soutiennent qu'il faut changer sa forme et convertir ce prélèvement en un prélèvement successoral (2).

(1) V. sur les impôts de succession en Allemagne Schanz, *Finanz Archiv*, t. XVII, XVIII et s.; Ybarnegaray, *Étude critique de l'impôt sur les successions*, th. 1910, pp. 127 et s.

(2) V. sur ces points, *infra*, pp. 56 et s.

CHAPITRE II

Les droits de l'État dans les législations cantonales suisses antérieures au Code civil.

Aux termes de l'article 3 de la Constitution fédérale suisse du 17 juin 1874, « les Cantons sont souverains en tant que leur souveraineté n'est pas limitée par la Constitution et par une délégation au pouvoir fédéral ». En l'absence de limitation expressément stipulée dans cette Constitution, les cantons ont donc maintenu leurs lois successorales et fiscales en vigueur en 1874 et conservé le droit de légiférer en toute liberté sur les droits susceptibles d'appartenir à l'État lors de l'ouverture de chaque succession.

Mais si, comme nous allons le voir, ils ont très largement usé de leur liberté jusqu'à la fin du xix^e siècle, les cantons suisses se sont généralement abstenus, à l'exemple des grands États européens, de grouper dans une loi unique toutes les dispositions se rapportant au même ordre d'idées. C'est dans leurs Codes civils respectifs ou dans des lois spéciales réglant la dévolution des successions, donc dans des lois de droit privé, qu'a été déterminée en chaque canton la situation de l'État à l'égard des hérédités non recueillies par des particuliers. Au contraire, c'est presque toujours dans des lois fiscales, donc des lois de droit public, que les cantons ont fixé les droits de l'État en présence de successeurs

légitimes ou testamentaires appelés à recueillir toute l'hérédité en vertu des lois de dévolution.

Notre examen devra donc porter successivement sur deux catégories de dispositions : les lois successorales, d'une part, et les dispositions fiscales, d'autre part.

Section I. — Lois successorales (1).

On a depuis longtemps remarqué l'extrême diversité des régimes successoraux organisés dans les différents cantons. On n'en compte pas moins de vingt-cinq, même en négligeant les coutumes ou statuts locaux qui viennent compliquer encore le régime de certains cantons comme ceux de Schwyz, de Vaud et de Lucerne. Les divergences existant entre les divers droits cantonaux sont d'ailleurs telles qu'il est rarement possible de grouper plus de trois ou quatre législations présentant une certaine concordance sur un point donné, et que les groupements tentés doivent être formés de nouveau pour chaque point.

Il ne nous appartient pas de rechercher ici l'origine de ces divergences. Ce qui est sûr, c'est qu'on les retrouve dans les dispositions concernant notre matière, aussi bien lorsqu'on se demande dans quels cas la collectivité est appelée à recueillir une succession et de quelle nature est alors le droit qui lui appartient, que lorsqu'on veut déterminer la personne publique attributaire du patrimoine ainsi recueilli

(1) Sur les points traités dans cette section, voyez notamment Lardy, *Législations civiles des cantons suisses*, 1877; Huber, *System und Geschichte des Schweizerischen Privatrechts*, t. II, 1888. — V. également dans Rossel et Mentha, *Manuel de droit civil suisse*, t. I, pp. 10 et s., un exposé satisfaisant des sources législatives. Il y a lieu en effet de remarquer que le tome II de l'ouvrage de M. Huber paru en 1888 est antérieur aux lois successorales récentes de Soleure (1891) et Bâle-campagne (1891). Cf. cependant sur ces lois Huber, *op. cit.*, t. IV, pp. 238 et s.

et l'affectation qui est donnée à ce patrimoine ou aux fonds provenant de sa liquidation.

I. — Si l'on envisage tout d'abord *les cas où l'État est appelé à recueillir le patrimoine d'un défunt*, on peut faire deux constatations générales. La première, c'est que dans tous les cantons, il ne vient qu'après les parents légitimes du défunt, ses descendants, ascendants ou collatéraux de rang successible, et même après les parents naturels et le conjoint survivant là où ces derniers sont rangés parmi les héritiers légaux. En sorte que dans les cantons qui ne limitent point le cercle des parents successibles, la portée du droit reconnu à l'État est des plus faible. La seconde constatation, c'est que même en l'absence de textes formels l'État est toujours en droit de revendiquer à titre de souverain la propriété des biens vacants par suite du défaut d'héritiers capables de les recueillir.

Mais ces deux règles générales une fois posées, on aperçoit facilement la variété des réglementations établies dans chaque canton.

Il existe tout un groupe important de législations qui se rattachent au Code civil français et adoptent par conséquent le système des classes ou ordres d'héritiers. Or on sait qu'en vertu de l'article 755 de ce Code, les collatéraux ne cessent de succéder qu'au delà du douzième degré calculé suivant le mode romain, et que la succession n'est acquise à l'État que lorsqu'il n'y a plus ni parents légitimes de la ligne paternelle ou maternelle au degré successible, ni parents naturels, ni conjoint survivant au défunt (art. 768). Mais si les Codes de Fribourg, de Thurgovie et de Neuchâtel ont édicté identiquement les mêmes règles, les cantons de Vaud, de Saint-Gall et du Tessin réduisent déjà la série des successibles aux collatéraux du dixième degré; Genève (1) et le Valais

(1) Loi du 5 septembre 1874 modifiant l'article 755 (C. civil français).

adoptent le huitième degré comme limite. Enfin la loi des successions de Bâle-ville arrête la successibilité des collatéraux au cinquième degré (1884) (1).

L'uniformité n'existe guère non plus dans les cantons où a prévalu le système autrichien des *parentèles*, qui a fini par triompher aussi en Allemagne. Tandis que le Code de Soleure, révisé en 1891, ne comprend pas parmi les héritiers légitimes les arrière-grands-parents et leurs descendants et ferme le cercle des successibles avec les membres de la parentèle des grands-parents du défunt, la troisième parentèle, Zürich (Code révisé de 1887) et Bâle-campagne (C. 1891) y comprennent encore les arrière-grands-parents, à l'exclusion de leurs propres descendants; Zug et Glaris accordent la qualité d'héritiers légitimes à tous les membres de la parentèle des bisaïeux.

Il y a d'autres cantons, tel celui de Schwyz, qui, donnant la succession aux seuls parents du côté du père du défunt, les *Vatermagen*, étendent le droit successoral jusqu'au grand-père du grand-père paternel et à sa descendance, c'est-à-dire jusqu'à la cinquième parentèle. D'autres encore, comme celui d'Uri, permettent aux parentèles de la ligne maternelle de venir à la succession lorsqu'il n'y a plus aucun membre de la cinquième parentèle paternelle.

Enfin il existe un certain nombre de législations cantonales qui ne fixent aucune limite à la successibilité des parents légitimes du défunt, soit qu'avec le canton des Grisons elles appliquent jusqu'au bout le système des parentèles, soit enfin qu'à partir d'une certaine parentèle, la quatrième ordinairement, elles accordent le droit de succéder aux parents les plus proches du défunt en degré, en suivant le système romain (Lucerne, Argovie, Appenzell, Rhod Int.).

(1) Huber, *op. cit.*, t. II., pp. 77 et s.

En somme il n'existe pas quatre cantons pour lesquels on puisse dire que la collectivité recueille l'hérédité, faute de parents successibles, dans des conditions identiques. Tout ce que l'on peut retenir de l'examen auquel il vient d'être procédé, c'est une tendance de plus en plus nette, à mesure que l'on se rapproche de 1895, à réduire le nombre des parents successibles et à rendre ainsi plus nombreuses les successions vacantes.

II. — Une très grande incertitude régnait dans beaucoup de cantons avant 1895 sur le point de savoir si la dévolution des successions vacantes à l'État y était uniquement considérée *comme un attribut de sa souveraineté, ou bien comme un droit successoral véritable* (1).

Cette question, dont nous avons aperçu déjà l'intérêt théorique et pratique, comportait certainement la même réponse qu'en France pour les cantons soumis à l'influence de notre Code civil (2). Dans les cantons de Vaud, de Neuchâtel et du Valais, l'État était donc un « successeur régulier », mais sans devenir pour cela un véritable héritier. Il recueillait uniquement à titre de souverain les biens vacants et sans maître.

Les législations de certains cantons allemands, Berne, Zürich par exemple, désignaient également le droit de l'État, non comme droit héréditaire d'ordre privé, mais comme droit de police. Mais il faut convenir que le terme « *erblos* » dont se servaient la plupart des législations cantonales pour qualifier le patrimoine recueilli par la collectivité a un sens équivoque. Il est difficile bien souvent de savoir si on veut entendre par là que le patrimoine est vacant faute d'héritiers véritables, ou simplement que les particuliers succes-

(1) Huber, *loc. cit.*, t. II, p. 154, texte et note 1.

(2) *Supra*, pp. 16 et s.

sibles faisant défaut pour recueillir à titre héréditaire, l'État vient alors au même titre.

Quel que soit d'ailleurs le parti qu'on adopte à ce sujet, il est certain que l'État n'était nulle part responsable des dettes de la succession au delà de son émolument (1). D'autre part il n'y avait dans les législations en vigueur en 1895 aucune « réserve du fisc » analogue à celle que l'on rencontrait sous l'ancien droit (2), lui permettant de méconnaître pour tout ou partie les libéralités faites au profit des parents non successibles ou d'étrangers par le *de cujus* privé des parents successibles ou d'époux. À l'encontre de la collectivité, la liberté testamentaire si étroitement limitée dans maint canton suisse, en présence de descendants ou même d'ascendants éloignés et de collatéraux, n'était limitée par aucune disposition de principe (3).

III. — Si l'on cherche maintenant à déterminer *quelle personne publique était déclarée attributaire de l'hérédité en l'absence de successibles, et quelle affectation était donnée aux biens recueillis*, on retrouve ici l'extrême divergence des réglementations cantonales déjà signalée, divergence encore aggravée à l'intérieur de certains cantons, puisque souvent on établissait une distinction suivant que le défunt était citoyen du canton ou étranger, qu'il était enfant légitime ou illégitime, donc dépourvu d'une nombreuse parenté, ou enfin que durant sa vie il avait été ou non assisté par un établissement de charité ou un hôpital.

1^o Il est à remarquer que la plupart des législations qui attribuent la succession à l'État, c'est-à-dire au canton,

(1) Hubert, *op. cit.*, t. II, pp. 12 et s. ; 434 et s. ; 501 et s.

(2) Huber, *op. cit.*, t. IV, p. 241 et 625.

(3) V. cep. l'article 60 de la loi des successions de Saint-Gall qui est plutôt une disposition de droit fiscal que de droit successoral.

s'abstiennent de fixer la destination des fonds ainsi recueillis, en sorte que ceux-ci viennent alimenter la caisse générale du canton.

Cette situation se produit dans les cantons français : Neuchâtel, Vaud, Valais, évidemment soumis à l'influence du Code civil, et aussi dans des cantons allemands assez nombreux : Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Berne, Schwyz, Obwalden, Appenzell Rhod. ext. On la retrouve encore dans tous les cantons où manque une disposition expresse conférant un droit de déshérence à l'État, dans les cantons de Soleure, des Grisons, lorsqu'ils recueillent la succession en déshérence de résidents non citoyens du canton; et enfin dans les cantons de Zürich, de Zug, d'Argovie où l'État ne recueille que la moitié de la succession, l'autre moitié étant attribuée à une autre collectivité, la commune d'origine ou du domicile du défunt (1).

On ne compte guère que Genève, Lucerne et Schaffouse qui aient donné une affectation particulière aux successions recueillies par l'État, en décidant que leur profit irait à l'hôpital cantonal (2) à la caisse des écoles de la commune du domicile, ou à un fonds cantonal spécial pour les pauvres (3).

2° Une tendance inverse se manifeste nettement dans les législations qui défèrent tout ou partie de la succession soit à la commune d'origine du défunt, soit à la commune où il a résidé en dernier lieu, soit d'une manière générale à la commune qui, en cas de besoin, aurait été obligée de l'assister.

La plupart du temps c'est la commune d'origine, celle dont le défunt était bourgeois, qui recueille à charge pour elle de verser le profit de la succession à sa caisse des

(1) Huber, *op. cit.*, t. II, pp. 154 et s.

(2) Genève, loi du 22 janv. 1870.

(3) Schaffouse : L. 8 mars 1884, art. 6.

pauvres (Fribourg) (C. civ., art. 747), à des fondations pieuses (Grisons) ou bien de le répartir entre ces caisses et fondations et les établissements d'instruction (Glaris). A Fribourg (C. civ., art. 748) et à Saint-Gall, la succession de l'enfant illégitime est à défaut de successibles déférée à la commune à laquelle il ressortissait au profit de son établissement de charité. A Thurgovie, la commune du domicile doit abandonner la moitié de ce qu'elle touche à la caisse des pauvres. A Zug, à Lucerne et à Schaffouse, où elle ne recueille que la moitié de la succession, elle doit verser intégralement ce qui lui revient à la caisse des pauvres.

Il n'y a guère qu'à Appenzell Rh. Ext. et à Soleure qu'elle peut librement disposer de toute la succession et à Argovie qu'elle recueille sans condition la moitié qui lui est déférée.

La commune du domicile du défunt est aussi assujettie aux mêmes charges, dans les rares cas où elle recueille tout ou partie de l'hérédité (Unterwald, Lucerne, Fribourg) (art. 749). Seule la législation du Tessin défère purement et simplement l'hérédité à la commune qui aurait été éventuellement obligée de fournir des aliments au *de cujus* (1).

Section 2. — Les lois fiscales.

Au moment où ont été commencés les travaux préparatoires du Code civil, les prétentions fiscales de l'État n'étaient rattachées au droit successoral que dans de rares cantons. C'est à peine si l'on peut citer à côté de l'exemple fourni par l'article 60 de la loi des successions de Saint-Gall (2)

(1) C. civ. refondu, 1882, art. 407.

(2) D'après ce texte, toute personne qui dispose de ses biens par testament de manière à modifier l'ordre successoral légal est tenue de

le cas des cantons d'Uri et de Bâle-campagne qui ont dans une même loi, fixé à la fois les règles de dévolutions des successions et déterminé le montant des perceptions auxquelles donnerait lieu éventuellement au profit de l'État toute transmission à cause de mort (1).

Au reste à Uri, comme à Bâle-campagne, comme dans tous les autres cantons, la règle est qu'en présence de successeurs, parents ou conjoints, héritiers *ab intestat* ou testamentaire, l'État ne saurait avoir de prétention tirée du droit successoral à la propriété d'une partie de l'hérédité. S'il recueille une portion plus ou moins forte de l'actif héréditaire, ce n'est point en nature, mais en valeur et par voie d'impôt, c'est-à-dire par un moyen de droit public dont les difficultés d'application ressortent au droit administratif (2). Or la souveraineté fiscale des cantons ayant été réservée par la Constitution de 1874, il n'y a guère que 5 cantons sur 22 qui en 1890 n'avaient pas encore établi un impôt sur les successions (Appenzell Rh. Ext. et Rh. Int., Obenwalden, Schwyz et Valais). Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si l'on retrouve en matière fiscale la même variété de réglementation que nous avons déjà aperçue en matière de déshérence.

Il est possible cependant de découvrir des tendances analogues et certains caractères communs dans toute ces législations fiscales.

I. — La plus universelle et la plus nette de ces tendances est certainement l'*accroissement* de l'impôt successoral dû aux

donner 2 % au moins du montant de ses legs à la caisse des pauvres, soit de sa commune d'origine s'il est citoyen du canton, soit de la commune de son domicile au cas contraire.

(1) Huber, *Schiv. Privatrecht*, t. IV, p. 240, n. 12. Le canton de Bâle-campagne a d'ailleurs persévéré dans sa méthode depuis la promulgation du Code civil. Cf. sur sa loi du 30 mai 1911 *infra*, III^e partie, chap. final.

(2) M. Huber semble bien avoir soutenu le contraire, v. *infra*, p. 76, mais M. Vogt a réfuté cette opinion.

besoins chaque jour plus pressants des finances cantonales. Cet accroissement a même été si considérable en ces cinquante dernières années que le tableau des impôts successoraux suisses dressé en 1890 par G. Schanz devait déjà subir des retouches sensibles en 1895 (1) et qu'en 1905 un ancien directeur des finances du canton de Bâle-Ville pouvait déclarer au Conseil National que le rôle des directeurs des finances cantonales était terminé sur ce point (2).

D'ailleurs l'accroissement de l'impôt successoral n'a pas été lui-même réalisé sans qu'on prit certaines particularités en considération.

Les cantons n'ont point manqué tout d'abord de graduer leur impôt en tenant compte de la proximité des liens qui unissaient le défunt à ses héritiers. En 1895, il n'y avait guère que 4 cantons qui eussent établi un impôt sur les successions déférées aux descendants (Nidwald, Bâle-ville, Genève, Glaris); et encore la taxe était-elle ici assez faible, de 2 % au maximum. Le nombre des cantons qui frappaient les père et mère était déjà plus élevé (les cantons déjà cités et en outre Soleure, Berne, Vaud, Lausanne), bien que l'impôt fût encore faible. Quant à l'époux survivant et aux grands-parents, ils devaient payer dans une douzaine de cantons au moins une taxe dont le taux maximum s'élevait déjà à 3 % pour le premier (Tessin) et à 8 % pour les seconds (Zürich). Mais c'est à partir des frère et sœur que s'accuse l'accroissement d'une taxe qui est perçue partout et qui s'élève graduellement pour les neveux, les oncles, les cousins et les non-parents jusqu'à 10, 15 et même 20 %.

Il faut observer ensuite que des législations assez nom-

(1) G. Schanz, *Die Stenern der Schweiz*, Stuttgart, 1890. — V. not. Bâle-campagne, Soleure, Glaris (L. 7 mai 1891).

(2) Discours du Conseiller P. Speiser, séance du 12 déc. 1905, *Bull. stén.*, p. 1332.

breuses ont cherché à favoriser les libéralités modiques faites aux établissements de bienfaisance ou à des employés et serviteurs à gages, en les exonérant partiellement ou totalement de la taxe normalement perçue sur les legs aux personnes non parentes (1).

II. — Mais on n'aurait qu'une idée imparfaite du système fiscal des cantons, si l'on ne mettait en lumière le caractère *progressif* de l'impôt successoral, tel qu'il a été organisé par une dizaine d'états confédérés.

Déjà dans les cantons restés fidèles au principe de la proportionnalité de l'impôt, la loi fixait le plus souvent un minimum de 2 à 10,000 francs au-dessous duquel, suivant la qualité de l'héritier, aucune taxe n'était perçue sur sa part successorale : on s'efforçait ainsi d'alléger les charges des héritiers qui ne recueillent que de faibles sommes (2). Mais un certain nombre de cantons particulièrement obérés ou particulièrement avancés n'ont pas hésité à consacrer le système de l'impôt progressif, qui consiste à frapper d'autant plus lourdement une succession que son montant est plus élevé (3).

C'est ainsi tout d'abord qu'à Glaris, le taux de l'impôt s'élève de 0,1 % par 10,000 francs suivant une progression arithmétique régulière, jusqu'au moment où il est de 1 % supérieur au taux initial, 2 au lieu de 1 %, 11 au lieu de 10 %. C'est ainsi encore qu'à Berne et Zurich le taux de l'impôt est accru de la moitié pour les successions supérieures à 50,000 francs : au lieu de 2 % entre frères et sœurs, il s'élève à 3 % dans l'un et l'autre canton. Les

(1) V. sur les détails la nomenclature fournie par Ybarnegaray, *op. cit.*, pp. 137 et s.

(2) V. not. les lois de Genève (1870) et de Bâle-ville (l. 14 oct. 1897, art. 23 et suiv.) : *Bull. stat. et lég. comparée*, t. LIX, pp. 339 et s.

(3) *Bull. stat. et lég. comp.*, t. XXIV, pp. 195 et s.

légataires non-parents arrivent à payer 15 % de leur émolument (1).

A Schaffouse, la progression est sinon plus rapide, du moins plus étendue. Le taux de l'impôt s'accroît d'un dixième par tranche de 10,000 francs, en sorte que le taux maximum en vigueur pour les successions de plus de 90,000 francs est double du taux minimum (L. 8 mars 1884, art. 3). Un légataire non-parent paye 10 % au taux minimum, 20 % au taux maximum. Dans les cantons de Soleure et de Thurgovie, la proportion est identique, mais est atteinte dès que la succession s'élève à 20 ou à 25,000 francs.

A Bâle-campagne (l. 1891), le taux maximum est égal à deux fois et demie le taux minimum. Il s'élève à 5 % pour les frères, à 10 % pour les oncles, à 15 % pour les cousins, à 25 % pour les parents plus éloignés qui sont assimilés aux non-parents, au lieu de 2, 4, 6 et 10 %.

La progression organisée à Saint-Gall est encore plus rapide. Au delà d'un minimum exempt de 2 à 10,000 francs, l'impôt s'élève du simple au triple à raison d'un dixième par tranches de 1,000 francs; en sorte que les grands-parents payent jusqu'à 9 % et les non-parents 30 %.

Enfin le canton d'Uri a organisé pour les successions *ab intestat* un régime fiscal incomparablement plus rigoureux que pour les successions testamentaires, puisque l'impôt perçu pourrait théoriquement monter à 75 %, si les particuliers n'avaient la précaution de rédiger un testament.

III. — Il ne faut pas s'étonner d'ailleurs si le système progressif n'a pas encore été accepté dans tous les cantons.

(1) Ce régime a d'ailleurs été aggravé à Berne depuis 1895. V. *infra*, III^e partie, chap. II, *in fine*.

(2) V. encore la loi de Zug citée au *Bull. stat.* précité.

C'est que même dans les États où l'impôt successoral est proportionnel, il faut tenir compte de l'existence de *décimes additionnels* assez importants (Genève) et surtout de *taxes communales* proportionnelles à l'importance de l'impôt cantonal. Or ces taxes communales, loin d'être négligeables, sont quelquefois supérieures à l'impôt cantonal lui-même. Dans le canton de Vaud, par exemple, il y avait en 1896 des communes qui percevaient jusqu'à 3 francs par franc d'impôt successoral. Si la plupart d'entre elles ne recueillaient que 1 franc à 1 fr. 50, il n'en reste pas moins qu'un petit-neveu du défunt perdait en moyenne 16 % de son émolument, 6 % allant au canton, 10 % à la commune(1).

IV. — Un dernier trait caractérise enfin le système suivi par les cantons en matière d'impôt successoral, c'est que, sauf de rares exceptions (Saint-Gall, Schaffouse), les sommes perçues à ce titre par les cantons, loin d'être affectées à la marche d'institutions de bienfaisance, d'éducation ou d'hygiène, comme l'étaient souvent les sommes provenant de patrimoines en déshérence, venaient alimenter *la caisse générale du canton*.

En Suisse comme en bien d'autres États, le produit de l'impôt sur les successions servait à satisfaire les besoins des services généraux des cantons. C'est à l'extension de ces services, et non point au développement des institutions répondant à un but social, qu'était dû l'accroissement universel du taux de la taxe successorale.

(1) V. sur ces différents points le discours prononcé par M. Roguin devant la Société des juristes suisses, le 15 septembre 1896 : *Verhandlungen des Schweiz. Juristen Vereins*, 1896, 2^e cahier, pp. 185 et s.

DEUXIÈME PARTIE

Le projet de 1895.

L'avant-projet des successions achevé par M. Huber le 4 septembre 1894, et imprimé en mai et juin 1895, après une série de conférences entre son auteur d'une part, M. O. Honegger, vice-président du tribunal cantonal de Zurich, et M. Virgile Rossel, professeur à Berne, d'autre part, — a sans doute été le point de départ des discussions qui se sont poursuivies pendant plus de dix années pour l'unification de cette partie du droit civil des cantons suisses. Et il a été le premier des projets qui se sont succédé jusqu'au jour où le texte du nouveau Code a été définitivement arrêté, le 10 décembre 1907. Mais on ne saurait voir en lui un monument isolé, une œuvre doctrinale rédigée en forme d'articles par un théoricien soucieux, avant tout, de faire passer ses vues personnelles dans une loi positive éventuelle.

Il ne faut pas oublier en effet que ce projet, commencé officiellement en 1893 sur l'invitation du département fédéral de justice et de police, a en réalité été conçu et élaboré avec des éléments réunis de longue main. Comme les deux

autres avant-projets partiels de 1893 et 1897 relatifs aux effets du mariage et au gage immobilier, il forme le couronnement des patientes études historiques et comparatives publiées par M. Huber, de 1885 à 1895, sur le droit privé de la Suisse (1), études auxquelles se sont ajoutés les résultats d'une première consultation nationale organisée le 17 novembre 1893 par le Département fédéral auprès des autorités cantonales, des cours de justice et des facultés de droit (2).

Il ne faut pas oublier, d'autre part, que ce projet, préparé en vue de réaliser l'unification du droit suisse dans une matière où les divergences entre les législations cantonales étaient particulièrement accusées, à raison de l'inégale rapidité de l'évolution historique du droit dans chaque région suisse, ne pouvait être une sorte de mosaïque, un ramassis de textes empruntés aux droits les plus disparates, mais devait former un tout homogène, gouverné par des principes convergents et imprégné d'un esprit nettement réformateur.

Dans la pensée de l'auteur du projet en effet, le droit successoral n'a pas pour unique mission d'assurer la paix entre les générations successives. Un tel but, s'il était

(1) Huber, *System und Geschichte des Schweizerischen Privatrechtes*, 4 volumes, Bâle, 1886-1893.

C'est le second volume paru en 1888 qui est consacré aux successions. L'ouvrage précité a, d'ailleurs, été commencé sur les invitations de M. Ruchonnet, alors directeur du Département fédéral de justice et de police, qui songeait dès l'achèvement du Code fédéral des obligations à préparer l'unification du droit civil. Rossel et Mentha, *Manuel de dr. civ. suisse*, t. I.

(2) V. la liste des mémoires et observations formulés dans les différents cantons en réponse au questionnaire du 17 novembre 1893, relativement aux successions : *Deuxième avant-projet : Les successions*, 1895, p. 98, et *Avant-projet du département fédéral de justice et police*, 1900, pp. 304 et s.

exclusif, serait vraiment facile à atteindre, car il suffirait de maintenir purement et simplement le régime légué par la tradition, le plus fortement ancré dans les mœurs, le mieux connu des individus. On n'aurait pas, par suite, à se préoccuper de savoir si les conditions sociales qui ont permis à ce régime de naître se sont perpétués ou ont disparu. On pourrait sacrifier sans ménagements le progrès économique, l'équité et le sens moral en s'appuyant sur le *mos majorum*.

Si donc le droit des successions a certainement pour but le maintien de la paix entre les générations, il doit aussi être organisé de manière à empêcher les déperditions de richesses, à assurer la conservation au delà de la mort des valeurs créées ou exploitées par celui qui les posséda. Il doit enfin réaliser la répartition des biens laissés par le défunt, la plus conforme aux intérêts généraux et durables de la société.

Celle-ci est au plus haut point intéressée à ce que l'organisation des successions ne protège pas les intérêts particuliers de certains partis ou de certaines classes seulement et ne soit pas une reproduction aveugle des dispositions traditionnelles, mais qu'elle surexcite au contraire l'initiative et l'énergie individuelles et qu'elle les concilie avec le bien présent et à venir de tous, qu'elle tienne compte en un mot des besoins du temps. « Si ces vues sont exactes, concluait M. Huber (1), il faut poser comme un postulat que dans la législation suisse future, une réforme du droit successoral devra être liée intimement à son unification. L'intérêt général commande et les cantons sont en droit d'attendre que les législations particularistes

(1) *Erläuterungen zu dem Teilentwurf über das Erbrecht*, pp. 101 et s., et not. 102 *in fine*; *Betrachtungen über die Vereinheitlichung des Schweizerischen Erbrechts*, Bâle, août 1895, pp. 1 et s., 41 et s.

ne fassent pas purement et simplement place à un droit successoral unitaire, traditionnel comme elles, mais que ce droit unitaire soit pour eux le point de départ d'une amélioration et qu'il soit en harmonie avec les aspirations morales et les besoins du temps présent. Seul un droit successoral *moderne* est digne des efforts que l'on fait pour obtenir une législation nouvelle. »

Il résulte de ces diverses considérations qu'on commettrait une singulière erreur si l'on croyait donner une idée des innovations proposées dans l'avant-projet de 1895 à l'égard des droits de la collectivité en matière successorale, en se bornant à étudier strictement les dispositions dans lesquelles elles ont été formulées et condensées.

Il importe au contraire au premier chef de rechercher les antécédents du projet, de décrire brièvement les manifestations par lesquelles s'est affirmée, tant en Suisse qu'à l'étranger, la force des idées et des tendances dont s'est inspiré le rédacteur de l'avant-projet de 1895.

Il importe en second lieu de connaître les grandes lignes de ce projet, afin de saisir clairement les liens qui rattachent les dispositions concernant les droits successoraux de l'Etat aux conceptions essentielles, fondamentales du projet et aux autres innovations proposées par M. Huber.

C'est cette double tâche préliminaire que nous allons nous efforcer de réaliser dans les deux chapitres qui suivent. Les deux autres seront consacrés à l'étude des textes.

CHAPITRE PREMIER

Les antécédents du projet de 1895.

Nous avons vu précédemment l'attitude prise par les principales législations modernes, puis par les législations cantonales suisses sur la question qui nous occupe. Mais ce coup d'œil forcément trop rapide ne nous a pas permis de discerner avec certitude les antécédents immédiats du projet de 1895, les causes profondes qui ont animé ses auteurs d'un esprit nettement novateur.

Or, à ce point de vue, il y a lieu de faire la part et des *tendances communes* à tous les peuples de l'Europe parvenus à un degré de civilisation sensiblement égal et celle des *idées particulières* aux pays helvétiques.

I. — La part des influences étrangères est considérable. La Suisse, prolongement partiel et point de rencontre de quatre grands États, participe au mouvement social et intellectuel de ces quatre nations, en particulier de la France et de l'Allemagne.

Or la fin du xix^e siècle a été marquée en France par de vives attaques contre le Code civil dont les conceptions ne répondent plus, au dire de beaucoup, aux nécessités de la vie moderne. En Allemagne, l'occasion était bonne pour agiter toutes les graves questions du droit

privé et tout en l'unifiant de le mettre en harmonie avec un milieu social nouveau. Enfin, en Italie, en Espagne, en Belgique, en Autriche-Hongrie, les questions relatives au fondement du droit successoral, à la limitation du cercle des successibles notamment, avaient été abordées assez récemment, lors de la promulgation des Codes du 25 juin 1865 et du 25 juillet 1889, ou commençaient à l'être en vue de la préparation des nouveaux Codes. Partout la tendance progressive à la centralisation, en augmentant par des lois sociales le nombre des causes d'intervention de l'État et le poids des charges assumées par lui, incitait à lui attribuer, en échange de ses services, des droits plus étendus sur le patrimoine des individus.

Étudions donc les manifestations les plus importantes des idées qui rayonnant en Suisse ont contribué à l'élaboration du projet de 1895.

A. — En France tout d'abord, les sociologues et les juristes se trouvent en présence d'un système successoral qui, pour ne pas avoir été conçu selon des vues théoriques définies, n'en est pas moins solidement établi. Cet ensemble de lois successorales repose encore, dans l'opinion de la majorité, sur la notion traditionnelle de la famille qui a survécu à l'ancien droit, d'une part — et sur l'affection présumée du défunt d'autre part (1).

Or il est certain que les transformations profondes — dont les causes sont bien connues — qui se sont réalisées au XIX^e siècle dans les conditions de la vie, ont rétréci le cercle de la famille, jadis si étendu, en le réduisant au seul ménage des parents et de leurs descendants au premier et au second degré. Et d'autre part ce groupe étroit, loin

(1) V. not. en ce sens ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. I, n^o 303 ; Planiol, t. III, n^o 1700. — Conf. A. Colin, *Le droit des successions dans le Code civil*, Livre du Centenaire, 1904, t. I, pp. 295 et s.

d'échapper aux influences extérieures et de former un îlot inviolable, a lui-même à subir l'intervention d'organes collectifs, surtout de l'État, qui se préoccupe de surveiller l'accomplissement des devoirs réciproques des membres du même groupe et se substitue même à eux au cas d'inobservation volontaire ou accidentelle de ces devoirs.

Le mouvement qui a abouti à l'extension des droits successoraux de certains membres du groupe familial restreint du conjoint suivant et de l'enfant naturel simple (l. des 9 mars 1891 et 25 mars 1896) a donc eu pour contre-partie — ou pour complément, selon le point de vue auquel on se place — une série de propositions destinées à restreindre le nombre des parents successibles et à augmenter les droits de l'État en matière successorale.

Tout d'abord la grande majorité des jurisconsultes et des économistes a reconnu que la limite de la successibilité en ligne collatérale fixée au douzième degré par les auteurs du Code civil, sous l'unique prétexte qu'au delà de ce degré les recherches généalogiques deviennent trop difficiles, ne répond plus à la conception actuelle de la famille ; et elle s'est prononcée pour un abaissement sérieux de cette limite, en faisant ressortir que la possibilité de tester en faveur d'un collatéral éloigné suffirait largement pour que le sentiment de la parenté obtienne satisfaction (1).

(1) V. not. en ce sens, Laurent, t. VIII, p. 563 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, t. I, n° 376 ; Greiff, *op. cit.*, pp. 164 et s. ; Bigallet, *L'hérédité collatérale*, th. Lyon, 1898 ; Romiguié, *De l'hérédité collatérale*, th. Paris, 1903 ; Vallier, *op. cit.*, §§ 724-742 ; Renouvier, *Morale*, t. II, p. 83 ; Courcelle-Seneuil, *Tr. théorique et pratique d'éc. politique*, t. II, pp. 34 et s. ; Cauwès, *Cours d'éc. politique*, t. III, n° 995 et s. ; Gide, *Cours d'économie politique*, 3^e éd., p. 552 ; Colson, *Cours d'éc. polit.*, t. II, p. 182 ; Turgeon, *Le socialisme et le droit d'hérédité*, Trav. jurid. et écon. de l'Université de Rennes, t. I, fasc. 2, p. 209. V. cep. Planiol, t. III, n° 1818. Rodière proposait d'étendre le droit de successibilité à certains alliés. (*Rec. acad. lég. Toulouse*, 1856, p. 143.)

C'est précisément au cours de la période qui a précédé la préparation du projet suisse de 1895, de 1884 à 1895, qu'ont été déposées le plus grand nombre de propositions parlementaires tendant à ramener au huitième, au sixième, et même au quatrième degré la limite de la successibilité (1); c'est en 1891, par exemple, que Barodet a formulé sa proposition si souvent citée au cours des travaux préparatoires du Code civil suisse, qui tend à la suppression de l'hérédité collatérale (2).

Il est vrai qu'aucune de ces propositions ni de celles qui se sont succédé depuis (3) n'ont encore abouti en 1914.

(1) V. not. les propositions Rameau (*J. off.*, 31 mars 1884, et *J. off.*, Doc. parlam., Chambre, mars 1887, p. 529, rapport sur cette proposition); Giard, Maret, Laguerre, etc. (Chambre, séance du 26 juin 1884, annexes, n. 2909, p. 1064, — 4^e degré); Couturier (rapport Rameau, Chambre, 28 oct. 1884, année 1885, annexes, n. 3160, p. 1873, — 6^e degré); Sabatier, Maurice Faure (Chambre, 30 nov. 1885, mai 1886, annexes, n. 146, p. 437, — 5^e degré); Sabatier (Chambre, 27 avr. 1888, rapp. Javal, annexes, n. 2669, p. 649, — 6^e degré); Saint-Ferréol (Chambre, 24 mai 1888, annexes, n. 2709, p. 683, — 4^e degré); Delaunay (Chambre, 19 janv. 1891, annexes, n. 1128, p. 273); Maujan (Chambre, 1891, n. 1416, — 4^e degré); Morellet, Hugot, Merlin (Sénat, session 1891, n. 48, p. 22, prise en considération le 8 juin 1891, rapport sommaire, 19 juin 1891, — 6^e degré).

(2) Proposition Barodet et Mathé, déposée le 19 janvier 1891 « ayant pour but de réaliser progressivement la diffusion et la transformation de la propriété, l'amortissement de la dette publique, la diminution des impôts et l'extinction du paupérisme », (Ch., Doc. parl., 1891, annexes, n. 1131, p. 275, rapport sommaire du 12 mars 1891. Discours Raiberti, même date).

(3) V. not. les amendements Darlan (Chambre, séance du 19 nov. 1895, annexes, n. 70, p. 2417, — 6^e degré); Albert Poulain (Chambre, séance du 15 nov. 1900, p. 2072, — 6^e degré); les propositions Maujan, 1903 (Chambre, S. O., 1903, p. 634 et s.); Klotz, 5 mars 1903 (Chambre, 1903, p. 1045); Maujan, 2 juillet 1906 (Chambre, S. O., 1906, annexes, n. 161, p. 729); Maurice Colin, 3 juillet 1906 (Chambre, annexes, n. 190, p. 145), portant suppression de l'hérédité collatérale au delà du 4^e degré, et la proposition Allemane (Ch. des dép., séance du 18 juin 1901, *J. off.*, du 19 juin, p. 1469), tendant à la suppression de toute hérédité collatérale.

Mais c'est qu'elles mettaient trop directement en jeu le problème successoral et que les avantages que l'État pouvaient en retirer supposaient l'exclusion complète de certaines catégories de parents successibles, sans cependant être bien conséquents ni certains (1).

Au contraire l'impôt successoral qu'il était facile de présenter comme une simple mesure fiscale, ne soulevait aucune question de principe et n'atteignait chaque héritier que d'une manière modérée au moment particulièrement favorable. L'impôt successoral a donc subi à plusieurs reprises, au cours du XIX^e siècle, des accroissements considérables, mesurés en considération des besoins de l'État et notamment de l'extension des charges d'éducation, d'assistance et de prévoyance assumées par lui (2). En sorte que l'impôt qui au début du XIX^e siècle était égal pour tous les héritiers et était encore à ce moment un droit de mutation, a perdu ce caractère avec le temps et s'est transformé en un véritable prélèvement de capital à la fois graduel et progressif, calculé en tenant compte de la qualité de la proximité de l'héritier et de l'importance de sa part (3).

On ne saurait nier que le développement du socialisme ait été pour beaucoup dans les propositions ou les réalisations dont il vient d'être parlé. Détruire d'un seul coup

(1) A cause de la liberté de tester qu'aucune de ces propositions ne supprimait ou ne restreignait pour protéger l'État, v. *infra*, p. 53.

(2) V. les lois citées *supra*, p. 19 et s. Cf. not. sur ces points l'Exposé des motifs du projet de M. Poincaré sur la création d'un impôt progressif sur les successions (Chambre, annexes, 1894-1895, p. 1247), et le rapport Cordelet au Sénat (annexes, 1896, n. 170-171, pp. 233).

(3) Vallier, *op. cit.*, § 821. Contre l'élévation croissante du droit de succession, v. Bodin, *La Réforme des droits de succession et la notion de l'impôt progressif*, *Rev. d'Ec. politique*, 1894, p. 964 et s.; P. Leroy-Beaulieu, *La Révolution fiscale*, *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} déc. 1904; Ybarnegaray, *op. cit.* Cf. Wahl, *Tr. de dr. fiscal*, t. I, pp. 31 et s.; Suret, *Théorie de l'impôt progressif*, th. Paris, 1909.

l'hérédité au nom des théories saint-simoniennes (1) ou des principes purement socialistes (2) est apparu sans doute comme une tâche impossible. Aussi les collectivistes eux-mêmes ont-ils été conduits à reconnaître l'existence du droit successoral dans la mesure où dans leur système, subsiste la propriété individuelle (3). Certains s'en tiennent même à des prélèvements progressifs qui permettraient de faire revenir en trois générations à la société, les biens amassés par un individu (4).

Mais si un mouvement d'opinion semblable à celui que nous venons de décrire s'est dessiné chez des écrivains, des juristes et des économistes qui n'avaient nullement des idées socialistes, il faut en chercher la cause principale dans les attaques dirigées contre le principe même de l'hérédité qui ont obligé les partisans du droit successoral à se préoccuper sérieusement de son fondement et à rejeter eux-mêmes ses applications les moins justifiables.

Or, il est incontestable que l'idée d'après laquelle « les biens d'un individu doivent être répartis à sa mort conformément à ses devoirs », et qui a paru à beaucoup offrir la meilleure justification de la réserve d'abord (5), du droit de suc-

(1) Georges Weill, *Saint-Simon et son œuvre*, 1894, pp. 180, 229; Charlèty, *Essai sur l'histoire du saint-simonisme*, 1896, pp. 67, 127 et 190-192.

(2) V. le discours de M. J. Guesde à la Chambre des députés dans la discussion de l'impôt sur les successions (séance du 22 nov. 1895, *J. off.* du 23, p. 2467).

(3) Schäffle, *La Quintessence du Socialisme*, trad. Benoit Malon, Bruxelles, 1895, pp. 114 et s.; Vandervelde, *Le Collectivisme*, pp. 9, 10; Deslinières, *Projet de code socialiste*, 2 vol., 1908 : cet auteur admet les enfants à succéder entièrement aux parents; le conjoint survivant prend la moitié en leur présence, sinon la totalité, et l'État ne vient qu'après eux.

(4) Eugenio Rignano, *Un Socialisme en harmonie avec la doctrine économique libérale*, Paris, 1904, pp. 29 et s.

(5) Batbie, *Rev. Critique*, t. XXVIII, p. 140; Planiol, t. III, n° 1700.

cessibilité de certains parents proches non réservataires ensuite (1), que cette idée conduit à limiter assez sérieusement le cercle des successibles et à multiplier les successions susceptibles d'être recueillies intégralement par l'État. On ne peut guère parler d'un devoir d'assistance qui se perpétuerait, d'une obligation alimentaire qui survivrait au titulaire du patrimoine envers ses collatéraux éloignés, alors d'une part que le *de cujus* n'avait de son vivant aucune obligation même morale envers de tels parents, alors d'autre part que ceux-ci ne peuvent prétendre trouver dans leur droit de succession la contre-partie d'une obligation qui n'a jamais pesé sur eux.

Pour ceux au contraire qui estiment que tout homme naît débiteur de la société, que sa dette envers elle s'accroît au cours de sa vie à mesure qu'il s'instruit, s'enrichit et exerce son activité sous sa bienveillante protection, qu'elle s'accroît enfin lorsque l'individu reçoit de la société des secours que ses proches lui ont refusés ou ont été impuissants à lui procurer (2), — pour ceux-là rien n'est plus juste qu'à sa mort l'individu acquitte sa dette envers la société en lui laissant recueillir sa succession immédiatement après ses propres parents, et la recueillir à titre d'héritière. Si, en effet, comme nous l'avons vu (3), la thèse de l'État héritier n'est guère soutenable en tant qu'interprétation du droit positif français, un certain nombre de théoriciens, en particulier ceux qui se sont ralliés à la restriction de l'hérédité collatérale, ont accueilli chaleureusement cette opinion en tant que système législatif.

La même tendance s'est manifestée à l'égard des droits

(1) Toullier, t. IV, pp. 134-135; Laurent, t. VIII, p. 605; Vallier, *op. cit.*, §§ 878 et s., 898.

(2) V. not. Bourgeois, *Solidarité*, 3e éd., 1907, pp. 80 et s., 100 et s., 121 et s.

(3) V. les arrêts et les auteurs cités *supra*, pp. 14 et s.

de l'État en concours avec des héritiers légitimes, droits qui sous le nom d'impôt des successions constituent en fait un prélèvement fiscal opéré sur les capitaux au moment du décès de leurs possesseurs. On a donc proposé de transformer ouvertement cet impôt en une part successorale, de faire de l'État non plus un créancier ordinaire, mais un cohéritier dont le titre reposerait sur l'assistance donnée par lui à tout individu vivant (1); et on a fait valoir à l'appui de cette idée qu'une situation juridiquement établie dans une loi de droit privé offrirait plus de garanties aux particuliers contre les empiètements du fisc qu'une loi d'impôt essentiellement annuelle et variable. La proposition faite en 1909, puis renouvelée en 1913, d'un impôt global qui serait prélevé sur la masse totale de l'hérédité, dû par la succession elle-même et non individuellement par les personnes qui la recueillent, montre que l'idée dont nous parlons n'a point cessé de progresser en France et constitue un acheminement assez direct vers l'attribution à l'État de la qualité d'héritier (2).

L'idée qu'une réserve doit être assurée à ce dernier a été également effleurée en France dès avant 1895, et cela était fatal : dès lors qu'on fait reposer les droits de la société à la

(1) Il est vrai qu'on se divise sur le point de savoir si l'État sera considéré comme *copropriétaire* apte à recueillir en nature une partie de la succession ou sera seulement admis à s'en faire payer la valeur par ses cohéritiers. V. dans le premier sens : Perthuis, *Rev. socialiste*, t. V., p. 87; Darlu, *Rev. de métaphysique et de morale*, 1895, p. 119. — *Contra*, Vallier, *op. cit.*, § 889 et suiv., et page 638, note 3.

(2) Projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1910 déposé par M. Caillaux (*J. off.*, doc. parl. Chambre, S. O., 1909, séance du 18 juin 1909, annexes, n° 2570, p. 570 et suiv.; *Rev. Trim. Dr. Civ.*, 1909, pp. 952 et s., et 1910, pp. 672 et s.); Projet de loi déposé par M. Ch. Dumont le 6 nov. 1913 (*J. off.*, Chambre, 10^e législature, annexes, n° 3169). Avis favorable de la commission du budget (24 nov. 1913, n° 3245). 1^{er} rapport en sens contraire de la commission de législation fiscale (24 nov. 1913, n° 3244); 2^e rapport (8 déc. 1913, n° 3272).

succession des particuliers sur les devoirs que ceux-ci ont envers leur protectrice, on ne saurait permettre à l'individu de se soustraire arbitrairement par un testament aux obligations qui lui incombent (1). Il y a lieu d'observer toutefois que cette idée heurte assez profondément les mœurs françaises, qui sont favorables à la liberté de tester dès qu'il n'y a plus en jeu de descendants ou d'ascendants très rapprochés; en sorte qu'on ne la trouve formulée dans aucune des propositions parlementaires restrictives de l'hérédité collatérale dont nous venons de parler.

Inversement le titre de successibilité de la collectivité se trouvant dans l'assistance qu'elle fournit aux citoyens depuis leur naissance jusqu'à leur mort, il était logique que les partisans de l'extension des droits de l'État prétendent affecter en nature ou en valeur à des œuvres d'utilité sociale, les profits retirés de l'acquisition totale des successions non recueillies par des parents successibles ou un conjoint survivant et partielle des autres. Aussi certaines parmi les propositions parlementaires antérieures à 1895, dont il a été question plus haut, contiennent-elles une disposition spéciale d'affectation (2). Mais les idées n'ont pas changé depuis,

(1) V. en ce sens Beaussire, *Principes du droit*, 1888, p. 267. Au reste, on peut dire que l'impôt successoral qui est perçu sur toute succession constitue déjà une réserve d'un genre particulier, puisqu'elle grossit suivant la qualité du bénéficiaire de la libéralité (parent proche ou éloigné, établissement d'assistance ou d'éducation, personne non parente).

(2) V. déjà en 1856 les propositions de Rodière (*Rec. Ad. Législ. Toulouse*, 1856, pp. 129 et suiv.) et en outre les propositions parlementaires : Giard (1884, mutualité nationale), Couturier (1884, dotation aux enfants assistés), Sabatier (1888, œuvres de science et d'assistance), Barodet (1891, ouvriers en ce qui concerne les maisons et les usines; indigents pour les valeurs mobilières). — V. après 1895 : Bigallet, *op. cit.*, pp. 69 et s.; Herckenrath, *La question sociale et l'hérédité*, *Rev. d'économ. polit.*, 1904, pp. 799-831 (système d'extension héréditaire qui permettrait à tous de partir du même point de départ : sorte de dotation de la jeunesse).

et si l'élévation des droits de succession réalisée dans la loi du 8 avril 1910 n'a pas donné lieu à la création d'un fonds spécial destiné à en recueillir le profit, du moins a-t-elle eu pour objet de créer des ressources à l'État pour subvenir au coût de la loi organisant les retraites ouvrières, votée deux jours avant (1).

Ainsi, la restriction légale du cercle des successibles, la reconnaissance d'une dette de l'individu envers la société et d'un droit indestructible de l'État à prélever une portion de la succession à titre d'impôt, ou mieux à titre d'héritier copartageant indépendamment des cas où il hérite de la succession, l'affectation des sommes ainsi recueillies à des œuvres d'utilité sociale, telles sont les idées maîtresses qui se dégagent des discussions élevées en France au cours du XIX^e siècle.

B. — L'Allemagne, qui a vu éclore le système de Hegel et de Stahl hostile à la succession *ab intestat* pour les parents autres que les enfants (2) et le socialisme scientifique de Karl Marx et de Lassalle (3) nettement hostile au principe même de l'hérédité, n'a pas, nous l'avons vu, sanctionné dans son Code civil l'une quelconque de ces tendances (4). La limitation de la faculté de succéder aux parentèles les plus proches (les quatre premières), qui avait été adoptée par la deuxième commission, échoua, nous le savons, devant l'opposition de la commission du Reichstag. En sorte que sur ce point le B. G. B. ne marque aucun progrès

(1) Dans la séance de la Chambre du 18 juin 1901 (*J. off.*, 19, p. 1464), M. Allemane avait déjà proposé de supprimer toute hérédité collatérale en vue d'alimenter les retraites ouvrières projetées : il escomptait pour l'État un profit de 900 millions !

(2) Hegel, *Naturrecht und Staatswissenschaft im Grundriss*, 1821, § 178 ; Stahl, *Philosophie des Rechts*, 3^e éd., II. 1, abt. pp. 499 et s.

(3) Lassalle, *System der erworbenen Rechte*.

(4) V. *supra*.

sur le Code civil français cependant plus ancien d'un siècle et promulgué en un temps où le cercle de la famille était bien plus large que de nos jours.

Sur un autre point toutefois et qui a sa valeur, on peut noter un changement de conception : l'État est, en effet, considéré dans le nouveau Code comme un véritable héritier du *de cujus* lorsqu'il recueille la succession à défaut de parents (§ 1936).

Au fond d'ailleurs, les décisions du Code civil importent peu pour le point de vue qui nous occupe, car le Reichstag allemand ne fut saisi du projet définitif que le 17 janvier 1896, et l'on peut considérer comme contemporains le deuxième projet définitif du Code allemand et l'avant-projet suisse de 1895 relatif aux successions. Or nous venons de voir que précisément les membres de la deuxième commission rejetèrent à l'unanimité moins une voix le texte élaboré par la première commission, qui admettait à l'infini la succession des parentèles, et que les débats de la deuxième commission marquèrent la victoire des réformateurs.

Mais en dehors même du cercle de ceux qui participèrent à la confection du deuxième projet, les jurisconsultes les plus écoutés de l'Allemagne, s'inspirant des transformations réalisées dans la famille d'abord, dans les échanges de services entre l'État et l'individu ensuite, préconisèrent dans leurs ouvrages si lus en Suisse, des réformes analogues à celles que l'on réclame aussi en France. C'est ainsi que Baron, en 1877 (1), Bähr, dans son contre-projet des successions remontant à 1892 (2), et Bernhöft, en 1894 (3), pré-

(1) Baron, *Angriffe auf das Erbrecht* (1877). V. encore son article *Archiv f. civil. Praxis*, t. LXXV, pp. 177 et s.

(2) O. Bähr, *Gegenentwurf zum Entwurf eines b. Gesetzbuches* (1892), § 1577, et encore *Archiv für bürgerl. Recht*, t. III (1890), pp. 141 et s. Comp. Umpfenbach, *Des Volkes Erbe*, 1874.

(3) E. Bernhöft, *Zur Reform des Erbrechts*, Rostock, 1894, pp. 68 et

conisent de limiter le droit successoral, le premier à la quatrième et les deux autres à la troisième parentèle, attendu « qu'au delà on ne se connaît guère comme parents, mais seulement comme hommes... et que le sens de la famille, là où il se manifeste et naît subitement à l'occasion du décès d'un cousin riche, n'est pas suffisant pour fonder un droit de succession ».

Si les juristes étaient d'accord pour attribuer le patrimoine du défunt en l'absence de parents membres des premières parentèles ou du conjoint survivant à une personne publique, ils se divisaient cependant quand il s'agissait de savoir à qui profiterait cette attribution. Bernhöft, en se basant sur les préférences des particuliers, accordait le droit de succession à la commune qui est plus proche du défunt et que l'on a moins tendance à écarter par testament que l'État (1); Bähr préconisait le partage par moitié entre la commune et l'État (2).

Pour ceux qui préféraient l'État, il y avait encore à se demander si ce serait le fisc de l'État particulier du *de cuius* ou le fisc de l'Empire qui recueillerait la succession. Le Code civil s'est prononcé en faveur de la première alternative, mais l'article 138 de la loi d'introduction a réservé aux États particuliers la faculté d'appeler à la succession, au lieu du fisc, les communes et les personnes morales du droit public.

L'impôt successoral a été, en Allemagne comme en France, l'objet de vives discussions. Von Scheel et Wagner déclaraient hardiment que même en présence de proches parents, l'État devrait être déclaré non plus créancier d'un impôt, mais héritier d'une quote-part de la succession plus

s. — V. dans le même sens depuis la mise en vigueur du Code : Bamberger, *Erbrechtsreform* (1908); Pappenheim, *Deutsche Juristenzeitung*, 1908, pp. 509 et s.

(1) Bernhöft, pp. 74 et s.

(2) Bähr, *Gegenentwurf*, § 1584.

importante à mesure que les parents avec lesquels il serait en conflit seraient d'une parentèle plus éloignée du défunt (1). Bernhöft, au contraire, tout en déclarant légitime le prélèvement effectué par l'État en échange de ses services sur les successions, en tant que celles-ci ne répondent pas à la satisfaction d'un besoin alimentaire, n'est pas favorable à l'idée qui ferait de l'État un héritier dans la mesure où il touche l'impôt. Et il s'appuie pour la repousser sur l'idée même de progressivité qui permet à l'État non héritier de réclamer l'impôt à chaque héritier personnellement et de mesurer ainsi ses prétentions sur la qualité de chaque héritier, enfant ou cousin, héritier légitime ou institué (2).

Comme en France, les idées évoluaient donc en faveur de la limitation du cercle de famille restreint par la dispersion des parents, en faveur aussi du droit de successibilité accordé à l'État ou aux communes en échange des devoirs nouveaux assumés par ces organisations au profit des individus, soit seules, soit en concours avec des parents successibles. Et ici encore nous ne tenons compte que des opinions acceptées par des jurisconsultes et des économistes de l'opinion moyenne, car les systèmes socialistes allaient beaucoup plus loin naturellement et poursuivaient le retour des biens à la collectivité dès l'extinction de la génération actuelle (3).

C. — L'influence exercée en Suisse par l'Allemagne et la France est certainement la plus importante. Mais il faut,

(1) Von Scheel, *Erbschaftsteuern und Erbrechtsreform*, Iena, 1877 ; Wagner, *Finanzwissenschaft*, t. 2, p. 476.

(2) Bernhöft, pp. 80 et s.

(3) Anton Menger, *Das bürgerliches Recht und die besitzlosen Volksklassen ; eine Kritik des Entwurfs eines B. G. B. für Deutsches Reich*. Tübingen, 1890, n. 36 et s., p. 216. V. encore du même auteur : *L'État socialiste*, trad. Ed. Milhaud, 1904, pp. 171-175 ; Bernstein, Préface de l'édition allemande du livre de M. Eugenio Rignano précité : *Los von der Erbschaft*, Berlin, 1906.

pour être complet, montrer qu'elle était corroborée encore par celle des autres pays.

D'une part, la législation civile italienne de 1865 marque quelque progrès sur le Code civil français en limitant au dixième degré la successibilité collatérale, en accentuant, par la suppression du droit de retour aux ascendants l'abandon de la conception ancienne de la famille (1), et en accordant à l'État un véritable droit de successibilité sur les successions en déshérence (art. 758).

D'autre part, la conception du devoir social a trouvé, en Italie, un écho chez les juristes et les économistes. Tour à tour, Vadala Papale (1881), Spedalieri et Gianturco (1891), d'Aguanno (1893) ont proposé de réformer la législation civile dans un esprit moins individualiste, plus social (2).

Mais c'est surtout Cimbali qui, s'attaquant directement au problème successoral, s'est efforcé, en 1895, de montrer qu'à raison de la contribution apportée par eux à la conservation et à l'accroissement de la propriété individuelle, la famille et l'État ont pendant la vie de l'individu un droit latent de copropriété qui vient à effet à son décès et sont autorisés à se présenter comme des copartageants de ceux que le défunt aura choisis par testament. La part de l'État sera d'autant plus forte que les membres de la famille appelés à la succession seront plus éloignés.

Ce qui est intéressant pour l'étude du projet suisse, c'est que M. Cimbali ne se contente pas d'admettre l'État en concours avec des parents éloignés ou à leur exclusion; dès le quatrième degré, les parents du défunt ne touchent qu'une moitié de la succession; dès le sixième, l'État prend

(1) Huc, *Le Code civil italien et le Code Napoléon*, 2^e édit., p. 188.

(2) Vadala Papale, *Il Codice civile et la scienza*, Naples, 1881; Gianturco, *L'individualismo ed il socialismo nel diritto contrattuale*, Naples, 1891; D'Aguanno, *Riforma integrale della legislazione civile*, dans *Scienza del diritto private*, 1893.

les deux tiers de la succession. Au dixième, il recueille tout. D'ailleurs, afin de légitimer son droit successoral, l'État sera obligé d'affecter les biens recueillis par lui à des œuvres d'assistance, au profit des enfants pauvres (1).

Récemment encore Salvioli exclut de la succession tous les collatéraux qui dépassent le quatrième degré. Déjà, dit-il, la proportion du sang commun n'est que d'un 10^e au quatrième degré, et d'un 64^e au sixième degré, d'un 256^e au huitième degré. Quelle parenté reconnaîtrait-on au dixième degré? Il faut donc, dans une législation nouvelle, réduire les degrés de successibilité et réduire la liberté de tester afin d'éviter l'exclusion de l'État (2).

Un mouvement analogue s'est également dessiné en Autriche, où Zoll, en 1890, s'est vivement élevé contre les scandales auxquels donne lieu l'hérédité collatérale éloignée (3); en Belgique, où Laurent proposait déjà de réduire l'hérédité collatérale au 4^e ou au moins au 6^e degré et d'affecter les sommes recueillies par l'État en vertu de son droit de déshérence à des œuvres d'utilité sociale (art. 795) (4).

Il y a lieu enfin de signaler les tendances fort intéressantes du Code civil espagnol de 1889. Non seulement, en effet, l'État recueille la succession à titre d'héritier, dès qu'il n'y a plus de parents du sixième degré ou d'époux (art. 958),

(1) Cimbali, *La Nuova fase del diritto civile nei suoi rapporti economici et sociale, con proposte di riforma della legislazione civile vigente*, §§ 160 et s.

(2) Salvioli, *I difetti sociali delle leggi vigenti di fronte al proletariato e il diritto nuovo*, Palerme, 1906, p. 60. — V. encore, Francesco Cosenzini, prof. à l'Université nouvelle de Bruxelles, *Il Socialismo giuridico* dans les *Studi storici et giuridici dedicate a Federico Ciccaglione*, 1910, vol. II, pp. 159 et s., et not. pp. 228 et s. pour ce qui concerne le droit de succession.

(3) Zoll, *Römisches und Intestaterbrecht* (1890). V. depuis, Schiffner, *Die Erbrechtsreform in der Novelle zum osterreich. allgem. burgerl. Gesetzbuch* (1908), pp. 20 et s.; pour la Hongrie, v. *infra*, chap. final.

(4) Laurent, *Avant-Projet de Code civil belge*, art. 795.

mais encore la réserve est organisée d'une manière tout à fait particulière. Aux termes de l'article 808 du Code civil, en effet, la quotité disponible est augmentée lorsque le testateur désire disposer non en faveur d'étrangers, mais au profit d'héritiers déjà réservataires, d'enfants par exemple (1). Ce principe d'une quotité disponible variable selon la destination des libéralités sera accepté, nous le verrons, par les auteurs du projet suisse de 1895 et adapté aux catégories de successibles reconnues par eux, notamment à l'État.

Le Code civil espagnol est en outre le premier code des grands pays européens qui prévoit pour les sommes recueillies par l'État dans les successions une affectation spéciale à des œuvres d'assistance et d'éducation (art. 956). Et pourtant dans ce pays comme dans les autres, les jurisconsultes n'ont pas considéré les droits de l'État comme suffisants, ou tout au moins comme suffisamment protégés. L'un des plus éminents d'entre eux, Valverde, n'a pas hésité à préconiser l'établissement d'un droit de réserve au profit de l'État (2).

II. — Si l'influence des mouvements d'opinions qui se prononçaient à l'étranger, a certainement contribué à l'élaboration du projet de 1895, il faut convenir que la Suisse était un pays particulièrement désigné pour servir de champ d'expérience pratique à un système successoral reposant sur des idées nouvelles.

La Suisse est en effet un État de petites dimensions formé lui-même d'États plus petits, les Cantons, dont on peut dire que chaque citoyen connaît les limites. Tandis que

(1) V. sur ce principe très remarquable, de Lacoste, *Essai sur les Mejoras* ou Avantages légitimes dans le droit espagnol ancien et moderne, th. Paris, 1910, et not. pp. 320 et s.

(2) Valverde, *Rev. gen. de Legislacion y Jurisprudencia*, 1904, t. 105, pp. 92 et s. — Rapp. Martin, *Socialismo y derecho hereditario*, th. Valladolid, 1907.

l'État, le fisc apparaissent aux citoyens des grandes nations comme une entité sans siège défini, aux attributions immenses et que, hors les circonstances où il assiste les individus et leur rend des services, ceux-ci considèrent comme un empiétement injustifié toute intervention de l'État dans leurs affaires privées, — le citoyen suisse est au contraire habitué depuis les guerres de l'indépendance, c'est-à-dire depuis des siècles, à participer étroitement à la vie du canton.

Les votes par référendum ne sont pas les seules manifestations de cette participation, car la vie collective est de tous les instants en Suisse qu'il s'agisse des exercices périodiques des milices, des groupements économiques, syndicats de défense ou autres, ou de sociétés d'éducation, d'hygiène, de jeux et de tir. Aussi peut-on dire que l'importance de la vie corporative sous toutes ses formes a donné aux Suisses une mentalité particulière. Le sens du devoir de l'individu envers la société, la commune, le canton n'existe pas seulement chez une élite d'intellectuels ou de fonctionnaires : on le retrouve dans l'esprit de tous. L'idée du devoir social n'est pas une simple formule, mais une réalité (1).

Si l'on s'en tient d'ailleurs au point de vue proprement juridique, on doit observer qu'en vertu d'une tradition fort ancienne, les personnes publiques, et notamment la commune d'origine, de bourgeoisie, intervenaient fréquemment dans la vie privée des citoyens.

C'est ainsi que depuis longtemps la tutelle des orphelins ou des enfants abandonnés n'appartient plus aux membres de la famille, mais est devenue une charge communale.

C'est ainsi encore que la commune de bourgeoisie a depuis

(1) On peut mesurer exactement le degré d'éducation civique auquel sont arrivés les Suisses si l'on songe que de l'aveu des administrations cantonales elles-mêmes, la fraude fiscale est insignifiante dans des cantons riches comme ceux de Bâle et de Genève.

plusieurs siècles un devoir d'assistance *légal*, non pas seulement moral, envers ceux de ses membres que l'âge, la maladie ou d'autres circonstances malheureuses ont jetés dans la misère. Chaque citoyen ressent ainsi très vivement les charges résultant de cette obligation d'assistance, en sorte que dans la plupart des cantons allemands il fut de tradition que nul ne pourrait se marier sans l'assentiment des autorités communales. Celles-ci n'accordaient d'ailleurs leur autorisation que si les futurs époux montraient qu'ils avaient des ressources personnelles ou un métier stable leur permettant de nourrir une famille éventuelle et de ne pas aggraver les charges de la collectivité (1).

Certes l'esprit individualiste de la Révolution française et les transformations économiques survenues au cours du XIX^e siècle, ont profondément modifié la mentalité traditionnelle. La Constitution fédérale, comme les codes cantonaux rédigés pendant cette période sous l'influence du Code civil français, témoignent d'un respect beaucoup plus grand de la liberté individuelle. Et par exemple, l'une a proclamé la liberté complète du mariage, tandis que les autres ne portent pas trace de la « réserve du fisc » que connaissait le droit ancien.

Mais du jour où les excès de l'individualisme ont apparu, du jour où l'on s'est aperçu que la facilité des transports et la concentration des travailleurs dans les grandes villes industrielles, dispersaient les familles, « déracinaient » les individus de leur commune ou de leur canton d'origine et les laissaient sans défense contre les risques de la vie, il fallut aviser à résoudre la question sociale posée brutalement par les faits.

C'est alors que se révéla en Suisse la force latente de tra-

(1) P.-C. de Planta, *Die Reconstruction der Familie und des Erbrechts*, Chur, 1886, pp. 45 et s.; pp. 47 et s.

ditions récemment disparues ou encore vivaces dans certains cantons montagneux.

Tandis que vers le milieu du xix^e siècle un grand nombre de sociologues français et allemands, alarmés par les inconvénients du régime individualiste et capitaliste, se tournaient vers les théories extrêmes et réclamaient la destruction totale de la propriété et l'hérédité, tandis qu'à l'inverse les juristes résistaient énergiquement à toutes tentatives faites pour ébranler l'édifice social et juridique, en Suisse on envisageait la question avec un sens beaucoup plus aigu des réalités, et, dès 1844, Bluntschli, chargé de préparer un Code civil pour le canton de Zürich, tentait hardiment de mettre le droit de ce pays en harmonie avec les besoins d'un état social nouveau.

Tenant pour un phénomène inévitable la diminution du cercle de la famille et celle de son influence sur l'individu, il s'efforça de montrer que les principes qui militent en faveur du droit héréditaire des parents, militent aussi en faveur du droit successoral des collectivités telles que l'État, la commune, puisque c'est dans ce milieu élargi que l'individu exerce maintenant son activité, et que c'est de lui qu'il tire une série d'avantages grandissants. Bluntschli proposa en conséquence d'attribuer à la commune d'origine tenue du devoir d'assistance, non seulement le droit de recueillir l'entière succession à défaut de parents successibles ou de conjoint, mais encore celui de venir en concours avec tous les parents du défunt autres que les descendants, dans une proportion variable : 5 % en présence de successeurs de la parentèle des père et mère, la seconde, 10 % en présence des grands-parents ou de membres de leurs parentèles, 20 % en présence de parents plus éloignés et d'un conjoint survivant, 30 % en présence de parents éloignés ou d'un conjoint survivant (1).

(1) *Entwurf zum zürcherischen privatrechtlichen Gesetzbuch (1844).*

En revanche, il estima que les biens recueillis ne devaient pas servir à alimenter le budget des dépenses courantes, des charges régulières de la collectivité, mais qu'au contraire ils devraient être utilisés dans l'intérêt des particuliers, en partie pour la fondation et l'entretien d'établissements de bienfaisance et d'utilité publique, et en partie pour l'exemption d'impôt de certains citoyens peu fortunés, même non nécessaires.

La proposition de Bluntschli fut repoussée à une grande majorité, sous prétexte qu'il s'agissait de faire un Code civil et que les mesures préconisées par lui touchaient plus au droit public qu'au droit privé. La vérité est que Bluntschli avançait sur son époque, parce qu'il avait discerné dans quel sens se ferait l'évolution. Mais il ne se découragea point, et en 1879 il affirmait encore l'exactitude de son point de vue (1).

D'ailleurs il cessa bientôt d'être seul : en 1874, Münzinger se rallia à son avis dans ses études sur les successions, en ayant soin toutefois pour écarter les méfiances, d'attribuer le profit du droit successoral de l'État à une fondation distincte qui les administrerait indépendamment (2). En 1886 ce fut le tour d'un homme considérable, l'ancien Conseiller aux États Peter-Conradin de Planta, d'apporter son appui à l'idée d'un droit successoral de la collectivité qui permettrait de protéger les déshérités et de diminuer l'inégalité des fortunes au moyen de distributions périodiques

(1) Bluntschli, *Das Erbrecht und die Reform des Erbrechts*, Gesammelte Kleine Schriften (1879). I, pp. 233 et s. Dans cet ouvrage, le maître va même plus loin que dans le projet du Code civil de Zurich. Il propose d'accorder 10 % à la commune quand la part d'héritage dévolue à un enfant est supérieure à 100.000 francs, et une part d'enfant quand l'enfant hériterait de plus de 500.000 francs (p. 257).

(2) Münzinger, *Erbrechtliche Studien*, 1874.

de fonds aux pauvres désignés par le tribunal des tutelles (1).

Bien qu'il ne fût pas l'ami des idées socialistes et en particulier du socialisme d'État (2), M. de Planta considérait en effet qu'il était indispensable de reconstruire la famille et le droit successoral en tenant compte des changements survenus en un siècle dans la vie traditionnelle; et, à la proposition essentielle dont nous venons de parler, il en ajoutait d'autres encore plus novatrices : notamment l'attribution d'une réserve à la société, et la fixation d'une limite au montant des sommes dont les particuliers pourraient hériter (1 million, par exemple) (3).

Plus significative encore, comme indice de l'état des esprits à la veille du projet de 1895, est l'orientation des lois successorales ou fiscales votées après 1880 dans les cantons du nord de la Suisse, Bâle-Ville (1884), Schaffhouse (1884), Zurich (1887), Soleure (1891) et Bâle-Campagne (1891), car ces lois contiennent la consécration pratique la plus éclatante des opinions de Bluntschli repoussées trente ans avant, en ce qui concerne la limitation du cercle de la famille successorale, le droit de participation de la commune ou du canton, l'affectation à des œuvres d'intérêt public des ressources recueillies par ces collectivités, etc.

Il ne peut être question de relater ici et d'apprécier en détail les dispositions particulières de ces lois; nous en avons déjà donné une idée dans l'exposé d'ensemble de l'état des législations cantonales à la veille du Code civil. Un point doit être cependant noté dès maintenant : c'est qu'il n'est pas une seule des innovations contenues dans

(1) P.-C. de Planta, *op. cit.*, pp. 54 et s.

(2) La première partie de son ouvrage est consacrée à la réfutation des « *Verrirrungen des Sozialismus* ».

(3) Pp. 41-42 et 60.

l'avant-projet de 1895, que M. Huber ne pourra justifier et faire passer pour réalisée ou souhaitée, en se référant à une législation cantonale existante ou aux vœux des mémoires rédigés par les cantons et les tribunaux en réponse au questionnaire fédéral du 17 novembre 1893.

Et cette observation montre bien que la Suisse était le pays d'Europe où les tentatives faites en faveur de l'extension du droit successoral de la collectivité avaient le plus de chances d'aboutir.

CHAPITRE II

Les principes directeurs du projet de 1895.

Dès le début de l'exposé des motifs de l'avant-projet de 1895, M. Huber a annoncé que parmi les problèmes pressants touchant le droit successoral, trois surtout l'avaient préoccupé et avaient fourni la matière des principales innovations proposées (1).

Il a placé au premier rang le problème du droit successoral de l'État à la suite des parents et même en concours avec des héritiers légitimes ou institués.

Il a cité ensuite comme une des réformes essentielles du projet « l'accroissement du droit pour l'individu de disposer de son patrimoine même pour le temps postérieur à son décès, du droit de se choisir un héritier, ou parmi les héritiers de favoriser l'un ou l'autre dans une mesure équitable ».

Il a enfin songé à la protection des entreprises commerciales, industrielles et agricoles, dont le maintien intégral, malgré le décès du maître, principalement en ce qui concerne les exploitations agricoles, est indispensable à la prospérité générale.

Mais pour être les plus importantes, ces questions ne sont

(1) *Erläuterungen*, p. 103.

pas les seules qui se posent quand on veut légiférer sur le droit successoral. Il importait de fixer d'une manière claire et harmonieuse l'ordre dans lequel succéderaient les héritiers légaux, et de régler la transmission de l'hérédité du *de cujus* à ses héritiers.

D'autre part, les réformes dont il s'agit n'ont pas été préparées isolément : elles se tiennent et se rattachent à des principes communs et essentiels (1). Les divers textes qui concernent les droits de l'État, par exemple, ne forment pas un bloc qui soit aisément détachable de l'ensemble. Au contraire, leur emplacement matériel est tel que dès le premier coup d'œil on perçoit l'intime connexité existant entre eux et les autres dispositions du projet, et l'unité de conception qui a inspiré les premiers et les seconds. Il sera donc très utile — à l'exemple des rédacteurs eux-mêmes — de faire dans un examen préparatoire la synthèse de leur travail de construction.

L'article 1^{er} du projet des successions, l'article 401^{er} de l'ensemble, permet d'apercevoir dès le début comment est conçu le droit de succession. Il repose avant tout sur la loi, il est *légitime* au sens strict du mot, c'est-à-dire organisé en dehors de tout acte de volonté des individus. Les dispositions de dernière volonté elles-mêmes, qui sont permises, n'échappent pas au domaine de la loi, « elles sont, dit l'article 401, reconnues dans les limites de la loi ».

La prédominance de la succession *ab intestat* sur la succession volontaire ou testamentaire est affirmée ainsi comme le premier principe directeur du projet, et M. Huber, dans l'exposé des motifs allemand qui l'accompagne, est revenu à plusieurs reprises sur cette affirmation que si dans certains cas la succession repose sur les dispositions du défunt,

(1) *Erläuterungen*, p. 138.

c'est à titre d'exception à l'ordre légal (1). Il se rallie, dit-il, à la conception traditionnelle en Suisse, contraire à celle du droit romain qui avait adopté comme base du droit successoral le point de vue de la liberté de tester.

Mais s'il s'y rallie, ce n'est pas uniquement pour cette raison historique, mais parce que l'individu perd ses droits à sa mort, et à supposer qu'on lui accorde sur ses biens un droit dont les effets se prolongeraient après son décès, ce droit impliquerait des devoirs envers la famille et la collectivité. Or la loi doit avant tout organiser la dévolution de la succession d'après ces devoirs, la liberté de tester n'étant consacrée que dans la mesure où elle n'est pas un moyen de les éluder.

Ainsi se trouve éliminée d'un trait la théorie qui fait du droit de tester une conséquence logique, un attribut essentiel du droit de propriété, et qui par suite considère la dévolution aux héritiers légitimes comme résultant d'un testament présumé du défunt.

Nous allons voir, en étudiant successivement l'ossature de la succession *ab intestat* et l'organisation du droit de tester, que le projet ne s'écarte pas moins nettement des législations en vigueur.

I. — En vertu de l'article 401, il y a trois catégories d'héritiers légitimes : les parents, le conjoint survivant et l'État.

A. — Le fait seul que les parents du sang (*Blutsverwandten*) soient placés en première ligne parmi les héritiers légitimes, implique que le projet considère la succession des membres de la famille comme allant de soi d'après une tra-

(1) *Erläuterungen zu dem Teilentwurf des Z. Gesetzbuch über das Erbrecht*, p. 128 in fine, pp. 132, 140, 146; *Betrachtungen*, pp. 70, 77.

dition invétérée et inébranlable : l'absence de tout commentaire des motifs ne peut laisser le moindre doute sur ce point.

Mais il faudrait bien se garder d'en conclure que le projet fait du droit de succession l'apanage des parents du sang, le *pretium sanguinis*, ainsi que cela résulte au fond des codes civils français et allemand.

Certes M. Huber ne méconnaît point la force du système traditionnel basé sur le droit naturel, car le principe sur lequel il repose est réfractaire à toute équivoque, à toute restriction ; ce système admet le droit de succession indéfiniment tant que la parenté du sang peut être prouvée, tandis que toute extension du droit de succession au profit d'autres que les parents « nécessite une délimitation qui ne saurait entièrement échapper à l'arbitraire (1) ». Il estime cependant qu'il n'y a pas là un motif suffisant pour perpétuer une organisation juridique qui ne répond plus à la situation actuelle de la famille, alors qu'on peut au contraire donner une force nouvelle au groupe familial étroit moderne en restreignant le droit de successibilité des parents.

Pour fixer la ligne de démarcation entre les parents qu'on admet à la succession et ceux que l'on exclut, il suffit après tout de « constater que la voix du sang n'a d'écho dans la conscience de l'individu qu'en tant que les liens qu'elle rappelle sont ceux d'une étroite parenté, si bien que le langage n'a de termes que pour ces rapports de parenté rapprochée. Et l'on peut ajouter que l'individu n'a guère une notion *personnelle* de ses rapports de parenté au delà de la deuxième génération (2) ».

(1) *Erläuterungen*, p. 104 *in fine*.

(2) *Erläuterungen*, p. 104 *in fine*. *Exposé des motifs de l'avant-projet de 1900*, p. 14.

Par application de la première idée, le projet a donc, dans son article 406, limité le droit de successibilité des héritiers du sang au groupe des parents qui ont encore un nom spécial et simple, descendants, père, mère, frère, sœur, neveu et nièce, grands-parents, oncles, tantes, cousins et cousines. Il écarte au contraire, en vertu de la seconde idée, les arrière-grands-parents ainsi que leurs descendants, grands-oncles et grand'tantes, qui ont bien un qualificatif spécial, mais qui sont à plus de deux générations du *de cuius*, et naturellement aussi la foule des autres parents privés de nom : seuls les arrière-grands-parents sont reconnus titulaires d'un usufruit personnel et intransmissible sur les biens de la succession.

M. Huber constate d'ailleurs que son critérium a déjà été adopté par certaines législations cantonales. Le Code révisé de Soleure (1891) n'accorde aucun droit aux arrière-grands-parents et à leurs descendants, tandis que le Code de Zurich de 1887 admet encore les premiers et exclut les autres à l'encontre de l'ancien Code de 1855, et qu'à Bâle-Ville les collatéraux au delà du cinquième degré n'héritent plus (1). Enfin un grand nombre de mémoires cantonaux se sont prononcés si fermement pour une étroite limitation du cercle des parents aptes à hériter (2), qu'on peut affirmer en toute certitude que l'idée de la succession illimitée des parents serait en contradiction avec les idées qui ont cours dans la plus grande partie du pays.

Dans le cercle de famille ainsi étroitement délimité, le projet de 1895 reconnaît comme les plus proches héritiers, comme appelés en première ligne, les descendants du dé-

(1) V. *supra*, p. 31. Cf Huber, *Erläuterungen zum ersten Teilentwurf*, 1893, p. 53.

(2) Mémoires d'Appenzell A. Rh., des Grisons, de Thurgovie, Schaffouse, Saint-Gall, Vaud, Neuchâtel (*Contra* pour ce canton le mémoire de la Faculté de Droit).

funt. Les enfants succèdent par tête, mais les descendants de l'enfant prédécédé succèdent à la part qu'il aurait recueillie s'il avait survécu (art. 403).

Le projet adopte également comme le plus naturel, en cas de décès sans descendants, le système de la succession par parentèles accueilli en Autriche, en Allemagne, consacré par maints cantons suisses et même recommandé par des cantons soumis au système romain des classes ou ordres d'héritiers (art. 402) (1).

M. Huber n'a pas à la vérité méconnu les graves objections qu'on peut faire à ce système, et qui ont trait à des exclusions choquantes (exclusions des grands-parents par une petite nièce, du frère par le père), à des inégalités dues au partage par souche, et enfin au risque du morcellement excessif de l'hérédité. Mais une considération d'ordre pratique l'a emporté dans son esprit sur toutes les objections possibles : c'est que, grâce au système des parentèles, tous les biens sont répartis en tous les cas de la même manière que si chacun des membres de la famille venait à succéder, puis à décéder conformément aux règles normales de l'âge : il n'y a pas dans la dévolution de biens de surprises semblables à celles qu'on rencontre lorsqu'on adopte le système romain ou français de la proximité du degré même tempéré par les ordres d'héritiers. En outre, ce système est d'une très grande simplicité et il n'entraîne aucun des inconvénients économiques que l'on redoute ; puisque le nombre des successeurs est étroitement limité et ne peut dépasser celui des descendants des grands-parents (2).

(1) *Erläuterungen*, pp. 129 et s. — *Motifs du Projet de 1900*, pp. 8 et s.

(2) *Id. loc.* — V. encore Huber, *Schweiz. Privatrecht*, t. II, pp. 78 à 99 ; Huber, *Rapport à la Société des Juristes Suisses*, *Verhandlungen des Schweizerischen Juristen Vereins*, 1895, 2^e c., pp. 108 et suiv. ; Fliniaux,

Quoiqu'il en soit sur tous ces points, nous verrons un peu plus tard (1) qu'il n'est nullement indifférent pour apprécier exactement la portée des droits de l'État, de savoir que c'est le système de la succession par souches qui a été proposé en Suisse dès le premier projet et qui a fini par triompher.

B. — La limitation du cercle des parents successibles n'est pas le seul signe du rejet de la conception d'après laquelle le droit successoral serait le « prix du sang » ou l'apanage unique de la famille légitime, soit à titre de cellule sociale, soit à titre de copropriétaire des biens du défunt. Elle n'est même pas le symptôme le plus sérieux de ce rejet.

a) C'est qu'en effet le projet de 1895 réserve dans la succession une place de premier rang à l'enfant adoptif du défunt qui fait bien partie de sa famille légitime, mais qui n'est point uni à lui par les liens du sang (art. 410) (2).

b) Il admet pareillement à la succession sur le même pied que les enfants légitimes, l'enfant naturel qui est bien un parent du sang, mais ne fait point partie de la famille légitime du défunt et devrait, dans un système reposant sur la copropriété familiale ou la notion de la famille cellule sociale, être exclu sévèrement de la succession (3) (art. 408, 409).

Si l'enfant naturel cesse d'être traité comme un enfant légitime quand il est en conflit avec des enfants légitimes et ne touche alors qu'une part de moitié inférieure, ce n'est pas, disent les motifs (4), à raison de l'illégitimité de sa naissance, mais uniquement parce que l'enfant légitime

Le système des parentèles comme mode de la succession « ab intestat »,
th. Paris, 1906.

(1) *Erläuterungen*, pp. 130, 141 et s.

(2) *Erläuterungen*, pp. 130 et s., 141.

(3) *V. infra*, pp. 94 et s.

(4) *Erläuterungen*, p. 131.

au lieu d'être simplement lié à ses auteurs pris individuellement, est lié doublement à chacun d'eux par la promesse de mariage échangée entre ses parents. Un des époux peut réclamer que les enfants communs aient un droit successoral plein, intégral, celui-là même qui est reconnu par la loi, en sorte que ceux-ci ont une situation deux fois plus forte que les enfants naturels et doivent recueillir une part deux fois plus forte qu'eux (art. 409, al. 2).

c) En admettant le conjoint survivant à la succession du prédécédé non seulement après les parents du sang, mais en concours avec les plus proches d'entre-eux, les enfants, et avant les grands-parents, le projet de 1895 a marqué plus fortement encore qu'il repoussait pour fondement du droit successoral, le droit de famille résidu de l'antique copropriété familiale et le principe de la communauté de race, le sang. Il n'a pas d'ailleurs pour cela accepté l'idée, si souvent mise en avant en France, de *l'affection présumée*.

Le conjoint, en effet, n'est pas admis à la succession à cause de l'affection que le défunt peut avoir eue pour lui, mais en vertu de l'union conjugale qui l'a fait entrer dans le cercle familial, siéger dans le ménage aux côtés du défunt, partager avec sa vie matérielle, ses joies et ses chagrins. Cette union conjugale n'est ordinairement pas rompue en Suisse par la mort d'un des conjoints. Elle se perpétue de telle sorte que le survivant reste étroitement uni aux descendants communs et doit avoir un droit parallèle au leur : droit d'usufruit quand il sera en présence de descendants (art. 407), droit de propriété en présence des père et mère, ou de leurs descendants, droit d'exclure complètement des parents plus éloignés (1). Mais cette explication du droit héréditaire du conjoint survivant serait à son tour insuffi-

(1) *Erläuterungen zum ersten Teilentwurf*, 1893, 3^e titre. — *Motifs du Projet de 1900*, t. I., pp. 197 et s.

sante si les développements consacrés par l'Exposé des Motifs au droit de l'État ne venaient l'éclairer et placer en évidence la conception d'ensemble qui domine tout le projet.

C. — C'est avec raison que M. Huber pose comme un point capital, au début de son commentaire du projet, la reconnaissance d'un droit successoral de l'État (1).

a) Tout d'abord il fait ressortir que la limitation du cercle des parents successibles aura pour effet de rendre plus nombreuses les successions vacantes et par suite d'augmenter la portée du droit institué à son profit à défaut d'héritiers légitimes de rang préférable. Mais il ajoute qu'une législation vraiment moderne ne saurait considérer uniquement la dévolution des successions vacantes à l'État comme un attribut de sa souveraineté, et qu'elle doit au contraire en se montrant plus nette que les législations cantonales en vigueur (2), suivre l'inspiration de Savigny et tenir le droit de l'État pour un droit de succession. Et c'est pourquoi dans l'article 401 du projet, il attribue nettement à l'État la qualité d'héritier légitime placé après les parents du sang et le conjoint survivant (3).

A l'appui de sa proposition l'auteur fait valoir des considérations historiques. Dès les temps les plus anciens la communauté eut un droit de succession véritable : au temps des lois barbares, la succession du défunt était dévolue à la tribu (*Sippe*) et plus tard, dans le droit féodal, à la maison du seigneur (*Hofverband*), dès lors qu'il n'existait pas de descendants ou de parents très proches capables de lui succéder. Ce n'est que peu à peu, sous l'influence du droit romain et du droit naturel, que les héritiers du sang étrangers à la maison du défunt obtinrent un droit de successibilité et

(1) *Erläuterungen*, pp. 103 et s. ; *Betrachtungen*, 14-25.

(2) *V. supra*, pp. 32 et s.

(3) *Erläuterungen*, p. 104 en tête.

supplantèrent complètement la communauté au nom de leur race et de leur sang.

Mais aujourd'hui une évolution se produit en sens inverse et l'étendue de la famille diminue tellement sous l'influence de conditions nouvelles d'existence que presque partout, en Suisse comme à l'étranger, on admet la nécessité de limiter le nombre des parents successibles. Une législation moderne ne saurait donc donner à la famille d'aujourd'hui un rôle aussi considérable dans l'organisation du droit que celui qui a appartenu à la tribu ou à la lignée dans le passé. Elle doit au contraire se préoccuper de protéger le cercle familial restreint en le dotant de droits et de devoirs énergiques et en lui réservant le droit successoral à l'exclusion des parents étrangers à ce cercle (1).

b) Ce n'est pas encore dans la transformation du droit de police de l'État en droit héréditaire, que réside l'innovation essentielle du projet. Celle-ci se trouve dans le droit de *successibilité accordé à l'État en concours avec les héritiers du sang*.

Il est vrai que M. Huber ne prétend pas créer quelque chose d'absolument nouveau. Encore que le plus souvent ce concours de l'État et des héritiers soit réalisé par voie de mesure fiscale, il lui semble que dans la nouvelle loi de Bâle-Campagne, l'impôt successoral a déjà revêtu l'aspect, le costume d'un droit héréditaire. En tous cas, M. Huber affirme hautement sa confiance dans l'exactitude de son point de vue.

α) Il remarque en effet que depuis fort longtemps en Suisse un rapport étroit a été établi entre le droit de *successibilité* de l'État et l'obligation d'assistance (*Unterstützungspflicht*) entre parents (2). Le premier complète l'autre

(1) *Betrachtungen*, pp. 15, 16.

(2) *Erläuterungen*, p. 105, 2^e al.

et commence où l'autre finit. Il serait inexact d'ailleurs de dire que l'obligation d'assistance incombe à tous les parents au degré successible. Une pareille charge serait vraiment trop lourde, et certains des mémoires cantonaux comme ceux d'Appenzell Rh. Ext. et Schaffouse s'élèvent contre toute intention semblable. Mais il est certain que cette charge d'assistance aux pauvres qui n'incombe pas aux parents non immédiats grève lourdement le budget de l'État. La libération des uns est obtenue par les sacrifices de l'autre : il est juste qu'elle soit rachetée par un droit reconnu à l'État. Autrement dit, l'individu est soulagé de certaines obligations par l'État; mais il n'est soulagé qu'envers telles personnes déterminées, ses parents non immédiats. Son obligation change de sujet actif et c'est l'État qui, jouant le rôle de distributeur, doit profiter des sommes que de son vivant le *de cuius* aurait employées à secourir des parents. L'obligation envers la société s'est substituée au devoir familial le jour où la société s'est substituée à la famille dans l'accomplissement de certains devoirs. Réciproquement, les parents éloignés devront être libérés de leur obligation d'assistance, par le droit accordé à l'État en concours avec eux.

M. Huber pouvait invoquer encore à l'appui de ses idées le rapport des Grisons, le mémoire de la commission des recours du canton de Thurgovie. Mais il est certain que ceux qui ont collaboré avec lui, dans la rédaction du deuxième avant-projet, partageaient sa manière de voir. Les paroles prononcées par le professeur V. Rossel, de Berne, sont édifiantes à cet égard (1). « Le cercle de la famille successorale doit être rétréci; *la famille successorale elle-même doit*

(1) Rapport présenté par le professeur V. Rossel, le 24 sept. 1895, à la Société des juristes suisses. *Verhandlungen des Schweizerischen Juristen Vereins*, 1895, 2^e cahier, p. 141.

compter aujourd'hui avec l'État, parce que celui-ci remplit aujourd'hui une bonne partie des charges qui incombait aux parents. Instruction, assistance, protection de l'individu, tout cela et bien d'autres choses encore étaient jadis affaires de la famille, ce sont de notre temps des services publics. L'État joue dans une certaine mesure le rôle de la famille ancienne ; il s'est rapproché de nous, il s'est solidarisé avec nous, nous vivons de sa vie et, puisque nous en recevons davantage que de parents éloignés, il est naturel que nous lui devions davantage ».

Il est clair que cette conception du droit successoral, lié à l'obligation d'assistance entre parents, à un devoir familial d'abord, puis social, repoussée encore ouvertement par la généralité des jurisconsultes français comme interprétation de la loi positive (1), aura un profond retentissement sur la détermination des héritiers légitimes.

Partout où l'obligation alimentaire existera en soi entre le défunt et d'autres personnes, l'État dépourvu d'obligations sera dépourvu d'un droit de successibilité. Il en sera ainsi en présence de descendants au premier degré du défunt, car ceux-ci ont envers leur père une obligation alimentaire nécessaire. Il en sera ainsi encore en présence du conjoint, car il avait aussi, à quelque sexe qu'il appartint, l'obligation de secourir et assister de son vivant l'autre conjoint prédécédé, et cela bien qu'aucun lien de parenté n'existât entre eux (art. 414). On voit combien l'idée d'affection présumée entre les époux est éloignée de l'esprit de M. Huber et de ses collaborateurs.

Il n'en sera plus de même par contre lorsque le successeur se trouvera être le père ou la mère du défunt. L'obligation d'entretien qui incombe aux parents a, en effet, dans le droit suisse une existence indépendante des règles qui

(1) Vallier, *op. cit.*, §§ 400 et s., *supra.*, pp. 50, 51.

régissent l'obligation alimentaire normale entre parents. M. Huber nie qu'il y ait là une obligation alimentaire ; ce sont à son avis d'autres principes du droit de famille qui gouvernent les devoirs des parents envers leurs enfants (1). En conséquence il défère à l'État une quote-part de la succession, le dixième en présence du père ou de la mère ou des membres de leurs parentèles (art. 442).

Les raisons données ayant encore plus de force en présence de grands-parents, la part de succession de l'État sera du quart (art. 443) en face d'eux, sans porter atteinte aux liens moraux qui unissent le défunt aux héritiers. Enfin, lorsque les héritiers du cercle de la famille feront défaut, l'État prendra toute la succession.

Ainsi il y a trois hypothèses à distinguer : 1^o si la succession est dévolue aux descendants ou au conjoint, l'État sera exclu complètement ; 2^o si elle est déférée à la parentèle des parents ou des grands-parents, l'État recueillera un quart ou un dixième ; 3^o dans tout autre cas, la succession est dévolue tout entière à l'État.

§) La valeur théorique de la dépendance entre l'obligation d'assistance et le droit de successibilité une fois mise en relief, M. Huber avait à faire toucher du doigt les avantages pratiques que procurerait la transformation de l'impôt successoral en un droit héréditaire, soit aux particuliers, soit aux cantons eux-mêmes. Et c'est ce qu'il s'est efforcé de faire.

D'une part, dit M. Huber, la conscience juridique populaire s'assimilera bien mieux les règles simples du droit successoral que le principe de l'impôt des successions. Celui-ci est en effet forcément mobile, arbitraire, artificiel : il porte la marque, le cachet de la souveraineté dont il émane. Au contraire, les règles du droit successoral qui

(1) *Erläuterungen*, p. 106 *in initio*.

sont incorporées dans le droit privé apparaissent comme plus stables et meilleures protectrices des individus eux-mêmes (1).

D'autre part, le droit successoral reconnu à la collectivité étant la contre-partie des charges nouvelles qu'elle a assumées en se substituant à la famille, ne vient à effet que dans la mesure où la collectivité accomplit ses devoirs et assume effectivement les charges sociales dont elle se prévaut. Les citoyens ont donc le droit d'exiger que le produit des droits héréditaires ne viennent pas alimenter le trésor public, mais soit affecté à une sorte de fondation. Le projet de 1895 se conformera à une tendance sanctionnée déjà dans certaines dispositions du droit ancien (2) et confirmée encore par les rapports des cantons de Schaffouse, de Vaud et des Grisons, en disposant dans son article 417 que les cantons et les municipalités seraient astreintes à consacrer les ressources provenant de successions légales à des œuvres d'assistance, d'enseignement et d'hygiène publique (3).

Enfin les citoyens isolés n'auront pas à redouter un prétendu privilège du fisc, « *ein Vorrecht des Fiscus* », puisque, grâce au caractère de fondation du droit de successibilité de l'État, ce n'est pas l'autorité étatique qui sera accrue, mais bien la force de la communauté des citoyens et la prospérité publique. L'ordre du législateur, la vigilance de l'administration cantonale et même le pouvoir accordé par le projet à l'individu de fixer à certaines conditions la destination des biens que l'État recueillera à sa mort, sont autant de garanties que l'institution ne dévierait pas et ser-

(1) *Loc. cit.*, *in fine*; *Motifs du projet de 1900*, p. 16 *in fine*.

(2) *V. supra*, p. 33.

(3) *Erläuterungen*, p. 107, al. 2.

vira à concilier harmonieusement les droits de l'individu et ceux de la collectivité (1).

Mais la transformation de l'impôt en droit de successibilité, si elle doit servir les citoyens, ne doit pas nuire aux cantons. Tout d'abord on se conformera à la tradition, en ce sens que les attributaires du droit nouveau seront les titulaires du droit ancien, les cantons. A moins de dispositions contraires prises en toute liberté au profit des communes par la législation de chaque canton, ce sera donc l'État particulier où le défunt aura eu son dernier domicile qui héritera (art. 416) (2).

En outre, et malgré cette transformation de principe, le projet reconnaît aux cantons le droit de frapper les successions, les legs et les donations d'un impôt de mutation, impôt qui pourra être déterminé d'après des considérations politiques, revêtir par exemple un caractère progressif comme le demandent déjà les mémoires de Schaffouse et des Grisons (art. 418).

M. Huber ne songe pas à soutenir que le droit de succession restera sans influence sur les impôts cantonaux et n'entrera pas en ligne de compte au moment de la fixation de leur taux. Mais il ne faut point, en sens inverse, tarir les ressources dont les cantons ont besoin pour subvenir à leurs charges générales. Il vaut donc mieux conserver aux cantons leur souveraineté en matière d'impôts successoraux, sauf à décider expressément dans la loi fédérale que les dispositions nouvelles sur le droit successoral n'entreront en application qu'après l'abrogation des lois cantonales d'impôt en vigueur jusqu'ici, et à accorder aux cantons un délai assez court pour supprimer ces impôts ou pour

(1) *Id.*, p. 108, al. 2.

(2) *Id.*, p. 106, al. 2.

les organiser en tenant compte du droit successoral de l'État (1).

II. — M. Huber avait, nous l'avons vu, annoncé comme une des réformes essentielles du projet « l'accroissement du droit pour l'individu de disposer de son patrimoine même pour le temps postérieur à son décès, du droit de se choisir un héritier, ou parmi les héritiers de favoriser l'un d'eux dans une mesure équitable ».

De fait, il a eu à défendre le principe de la liberté de tester contre celui de la contrainte en honneur dans la grande majorité des cantons suisses, notamment les cantons orientaux. Et il a exposé en termes sobres, mais assez longuement, les arguments que l'on invoque en faveur d'une étroite limitation du droit de tester, de la subordination de l'individu, pour les réfuter au nom de la liberté si chère aux cantons romans (2). « La législation moderne ne doit quitter le terrain de la liberté que si des raisons déterminantes ne la forcent pas à l'abandonner. »

A. — Mais il ne suffit pas de poser le principe de l'élargissement du droit de tester, par opposition à celui de la contrainte. Il faut encore le concilier avec le principe du devoir qui est à la base du droit successoral, il faut aussi tenir compte de la considération sociale d'après laquelle une extension nouvelle du droit pour l'individu de disposer de sa propriété après sa mort n'est pas à recommander (3).

Or il semble au premier abord qu'une telle réforme soit en complète contradiction avec les idées que nous avons précédemment dégagées. A quoi bon, en effet, construire un système homogène de succession légitime sur l'idée d'obli-

(1) *Id.*, p. 106 *in fine* ; *Betrachtungen*, p. 20.

(2) *Erläuterungen*, pp. 108 et s.

(3) *Id.*, p. 110, *in fine*.

gation familiale ou sociale, si on donne à l'individu le moyen d'éluder ses devoirs d'un trait de plume? Le droit des cantons alémanus, la « coutume suisse » qui érigeait en principe la suppression presque absolue de la liberté de tester était au moins logique, puisque le droit successoral reposait sur la vieille idée de la copropriété familiale ou au moins sur le principe de la conservation des biens dans les familles. Mais le projet ne devait-il pas, bien qu'il eut d'autres bases, maintenir les législations des cantons orientaux, supprimer au contraire les dispositions trop favorables à la liberté de tester, en vigueur dans les cantons de l'ouest?

M. Huber pose cependant en principe que la liberté du testateur ne saurait être la même en présence de parents rapprochés qu'à l'égard de parents éloignés. « A la vérité, avoue-t-il, on pourrait prétendre que le même principe qui conduit à reconnaître un droit successoral en vertu de la parenté, conduirait à attribuer aux parents une réserve, serait-elle peu importante; et le canton de Saint-Gall a demandé dans son mémoire qu'il en soit ainsi pour tous les héritiers du sang jusqu'à la limite même du cercle successoral (1). » Mais ce point de vue serait rigoureusement vrai si l'on fondait uniquement le droit successoral sur la communauté de race : le lien du sang existe ou n'existe pas. Là où il existe, il faut lui faire produire tous ses effets. Au contraire, il y a des degrés dans le devoir et il serait étrange qu'on *oblige* un individu à laisser ses biens après sa mort à un descendant éloigné de la parentèle de ses grands-parents, alors que de son vivant le *de cujus* n'était tenu envers lui d'aucune obligation d'assistance reconnue par le droit. En accordant à ce parent une vocation successorale à raison des liens moraux qui existaient entre lui et le défunt,

(1) *Erläuterungen*, p. 109, *in fine*.

on fait suffisamment pour lui. Il ne convient donc pas de lier l'individu à l'ordre légal en faveur de parents éloignés. Il n'y aura pas de droit à la réserve pour les membres de la parentèle des grands-parents ou pour des parents de degré plus éloigné qui ne sont même pas successibles (art. 423).

Inversement, un droit à la réserve est organisé au profit des descendants et des membres de la parentèle des père et mère. La quotité disponible ne sera que d'un quart de la succession en présence des premiers, de moitié en présence des autres (art. 421, 422).

Mais les considérations précédemment exposées ne doivent pas être limitées aux héritiers du sang. Il y a d'autres héritiers que les parents, et pour eux la question de la liberté de disposer ou de la réserve doit se poser et se résoudre d'après les règles déjà admises. Il est certain que de son vivant, l'époux a envers son conjoint une obligation alimentaire et que le survivant a un droit successoral reposant sur la perpétuation au delà de la tombe d'un lien entre le décédé et lui. Dans une certaine mesure tout au moins ce droit successoral a un caractère obligatoire et on ne saurait permettre à l'individu de tourner son obligation : une réserve est donc accordée au conjoint survivant, qui varie comme le droit successoral lui-même, selon que le conjoint est en présence de descendants ou d'autres parents du défunt (art. 424) (1).

L'État a lui aussi un droit intangible dans le projet de 1895. Et, chose remarquable, la réserve qui lui est reconnue conformément aux vœux de nombreux jurisconsultes français ou allemands, italiens ou espagnols, conformément aussi à une vieille tradition suisse dont le mémoire

(1) *Erläuterungen zum ersten Teilentwurf*, p. 125.

de Saint-Gall réclamait le rétablissement (1), ne présente pas dans tous les cas le même caractère.

Dans le cas en effet où l'État est le seul héritier légitime à défaut de parents successibles ou de conjoint, la quotité disponible est des trois quarts de l'ensemble de la succession (art. 426). Au contraire, lorsque l'État concourt avec des membres de la parentèle des père et mère ou de celle des grands-parents, il ne peut être privé de la plus petite part du dixième ou du quart attribué au fisc par la loi : la quote-part intangible est ici l'égale de la part successorale. Or il est à noter que cette égalité est absolument exceptionnelle et que nulle part ailleurs on ne constate une assimilation aussi complète entre la part successorale et la réserve d'un héritier légitime (art. 425).

M. Huber a soin de nous dire qu'en présence « des devoirs sociaux de l'ordre du droit privé reconnu de nos jours, la création d'une réserve au profit de l'État ne constituerait nullement une merveille étonnante (2). » Et très habilement il cherche à rendre cette réserve acceptable, en imputant sur elle, pour éviter un cumul excessif, les dispositions que le défunt aurait faites en faveur de l'État moyennant certaines conditions (art. 427).

Il est muet cependant sur la distinction implicite qui se dégage entre les deux réserves de l'État — la réserve proportionnelle ou partielle, au cas où l'État est seul héritier — et la réserve intégrale au cas où il concourt avec d'autres héritiers. Nous croyons en apercevoir le principe initial dans l'origine des divers droits de l'État. Lorsque celui-ci succède, en effet, en concours avec les père et mère ou les grands-parents du défunt, il ne fait qu'exercer un droit successoral succédané d'un impôt successoral dont il ne pourrait être

(1) Huber, *Schweiz. Privatrecht*, t. IV, pp. 241 et 625.

(2) *Erläuterungen*, p. 108, *in initio*.

privé par la volonté du défunt, même pour une part minime. La part qu'il touche représente le paiement d'une dette. Au contraire, lorsque l'État succède seul au défunt, c'est à titre d'héritier indépendant et ce n'est que pour partie qu'il touche le paiement de la dette sociale du défunt. La réserve du quart de la succession protégera la part afférant à cette dette. Pour le reste, il sera soumis au droit normal des héritiers; le défunt qui aura acquitté sa dette sociale usera d'un libre droit de disposition même sur la part légitime de son héritier.

Mais les notions précédentes données sur la liberté de disposition et la réserve seraient insuffisantes pour expliquer la réglementation du projet si l'on ne faisait appel à des considérations plus pressantes.

B. — Jusqu'ici on n'a envisagé la liberté de disposition qu'en tenant compte de la qualité des successeurs légitimes qu'un testament peut frustrer dans leurs espérances. Mais il est possible de se diriger en partant d'un point de vue tout différent.

Certaines législations cantonales distinguaient entre le patrimoine héréditaire et les acquêts du défunt et refusaient à l'individu le pouvoir de disposer des premiers, tandis qu'elles l'accordaient pour les seconds (1). Même les mémoires des Grisons, de Thurgovie, d'Appenzell Rh.-Ext. réclamaient l'introduction de ce système dans ce projet. Schaffouse, il est vrai, dont le Code faisait la distinction, se prononçait contre elle. Mais M. Huber a repoussé ce principe à cause des difficultés dans le décompte et la preuve des acquêts ou des biens héréditaires qu'il entraîne (2).

En réalité, la distinction proposée reposait sur un fon-

(1) Huber, *Schweiz. Privatrecht*, t. II, pp. 260 et s.

(2) *Erläuterungen*, p. 110, pénultième alinéa. — *Motifs de 1900*, p. 21 *in fine*.

dement réel, mais elle était elle-même issue du principe ancien de la conservation des biens dans les familles et, à ce titre, devait être écartée du projet comme le droit de retour de l'ascendant donateur. Ce n'est pas encore de ce côté que M. Huber pouvait trouver des dispositions originales.

Au contraire, il a tiré un parti remarquable de l'idée que *les dispositions du défunt doivent être plus ou moins favorisées selon leur destination*, qu'en un mot la quotité disponible doit varier en fonction de l'utilité que peuvent présenter les dispositions du défunt.

Certains cantons connaissaient déjà cette distinction reposant sur le but du testateur, notamment Schaffouse, Thurgovie, Lucerne, Zürich dans le Code de 1855. Elles autorisaient pour des considérations économiques, les libéralités envers les descendants dans une mesure plus large que les autres. C'est en effet par une disposition de dernière volonté que le maître d'un champ peut assurer l'intégrité de son exploitation par un de ses enfants et éviter l'influence dangereuse des partages en nature sur la prospérité de l'agriculture. Mais dans les cantons orientaux où la subordination de l'individu aux règles légales était extrême, il a fallu des dispositions spéciales pour élargir dans un cas si digne d'intérêt la quotité disponible (1).

On a vu plus haut (2) que le Code civil espagnol de 1889 avait également élargi la quotité disponible en faveur des descendants (art. 808). En France même, certains jurisconsultes désireux, comme Le Play, de mettre fin aux déplorables effets du partage organisé par la jurisprudence interprétative de l'article 832 C. civ., ont proposé l'établissement d'une quotité disponible élargie au profit des enfants.

M. Huber s'est emparé de cette idée, mais lui a donné

(1) *Erläuterungen*, p. 121 *in fine*, 122.

(2) V. *supra*, p. 59.

une portée bien plus large, puisqu'il en a fait un véritable principe de détermination de la quotité disponible. Déjà le mémoire de Saint-Gall avait proposé d'étendre la liberté de disposer en faveur de l'État; celui d'Appenzell Rh.-Ext. plaidait en faveur des descendants et du conjoint, tandis que Schaffouse repoussait tout privilège semblable.

Le projet de 1895 suppose implicitement que toutes les dispositions de dernière volonté n'ont pas pour but immédiat de contrarier les règles légales. Sans doute les individus n'aiment guère en général tester en faveur de l'État, et pour procurer à celui-ci les ressources nécessaires à l'accomplissement de sa mission, on doit doubler son droit successoral d'un droit de réserve. Mais tous n'usent pas de leur liberté de disposition en vue d'éluder leurs obligations morales envers la Cité. Il y a au contraire des individus qui profitent de cette liberté pour remplir en pleine connaissance de cause et avec une délicatesse étrangère au commun pour lequel sont faites les prescriptions légales, tous les devoirs qui leur incombent en conscience. C'est donc un devoir pour le législateur de faire tout son possible pour encourager de telles tendances et permettre aux bons citoyens d'atteindre leur but.

Le projet de 1895 n'a, nous le verrons, négligé aucune des mesures susceptibles d'encourager les libéralités à l'État. Mais il a considéré comme efficace au premier chef l'élargissement de la quotité disponible au profit de l'État. En effet, dit M. Huber (1), la disposition de dernière volonté par laquelle l'individu favorise l'État au delà de ce qui est normalement permis ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts privés comme lorsqu'il s'agit du legs fait à un particulier quelconque. Ici les intérêts privés des héritiers légitimes sont en conflit avec l'intérêt de la collectivité et ils doivent

(1) *Erläuterungen*, p. 107, al. 3.

fléchir devant lui. Les parents seront tenus de témoigner d'un autre respect pour des dispositions dont profiteront des œuvres de bienfaisance que pour celles qui gratifieraient un individu.

En conséquence, les articles 421 et 422 du projet étendent la quotité disponible du quart à la moitié en présence de descendants et de la moitié au tout en présence de membres de la parentèle des père et mère. L'article 421 élargit aussi la quotité disponible en faveur de descendants comme en faveur de l'État : elle est de la moitié de la succession en présence d'autres descendants.

Nous avons ainsi résolu la contradiction qui paraissait surgir au premier abord entre le principe de la prédominance de la succession *ab intestat*, fondé sur la nécessité pour l'individu de remplir tous ses devoirs envers la famille et la société, et le principe de la liberté de disposition que M. Huber a cherché à faire pénétrer dans le nouveau Code civil, contrairement aux traditions de nombreux cantons. L'étude des différents modes de disposition à cause de mort, le testament et le pacte successoral, n'entre pas dans le cadre de notre étude : au reste, la liberté de disposition est la même quel que soit le mode employé, sauf en ce qui concerne les règles de faveur établies pour la dévolution des biens ruraux.

Par là nous avons achevé l'examen des principes directeurs du projet et de ses grandes lignes.

Il en résulte tout d'abord que chacun des principes de la copropriété familiale et de la conservation des biens dans les familles, de la communauté de race et de l'affection présumée se trouve heurtée par quelque disposition importante. Au contraire, l'idée du devoir familial ou social apparaît partout, — soit qu'en l'absence de tout acte de volonté, la loi répartisse les biens du défunt entre ses parents et la communauté conformément à ses devoirs, — soit qu'en présence d'une ma-

nifestation de volonté du défunt la loi cherche à empêcher l'individu d'éluder ses devoirs (réserve des parents proches et de l'État), ou à favoriser les actes qui tendent à leur accomplissement (élargissement de la quotité disponible en faveur d'un descendant ou de l'État).

Il ressort ensuite du projet une tendance manifeste à régler par des principes du droit privé une matière qui faisait surtout, pour ne pas dire exclusivement, l'objet de dispositions de droit public. Désormais l'État ne recueille plus tout ou partie des biens laissés par les individus à leur mort en vertu de ses droits de police (biens vacants) ou de sa souveraineté fiscale (impôts), mais il est réduit à la qualité d'héritier, tout comme les particuliers.

On pourrait chercher encore à préciser dans quelle mesure les idées socialistes ont pénétré le projet de 1895. Mais c'est là un point qui a fait l'objet de vives discussions lors de l'apparition du travail de M. Huber et qui ne peut encore être abordé ici.

Ce qu'il faut maintenant, c'est examiner en détail les dispositions du projet qui concernent les droits de l'État en matière successorale. A ce sujet, quelques éclaircissements préalables sur l'organisation technique du projet de 1895 ne seront pas inutiles.

Ses auteurs, désireux d'élucider les difficultés pratiques dans l'ordre même où elles se présentent, ont divisé tout le droit successoral en deux parties qui traitent : l'une, « Des héritiers », l'autre, « De la succession ».

Chacune de ces parties se divise en titres. Le premier titre de la première partie traite des héritiers légitimes qui forment la règle. Les deux autres, des héritiers institués par testaments (II^e titre) ou par un pacte d'hérédité (III^e titre). C'est à l'occasion des testaments que le projet régleme la capacité de tester, la liberté de disposition, la forme des disposition et détermine les moyens de protection accordés aux

héritiers légitimes contre les libéralités nulles ou réducibles.

L'étude de la succession elle-même est faite dans quatre titres consacrés : le premier, à l'ouverture de la succession envisagée par rapport au *de cujus*, puis aux héritiers ; le second, aux effets de la dévolution successorale et aux mesures de sûreté, d'administration préalable ou de liquidation. L'indivision est traitée au titre III et le partage de la succession au titre final, avec les règles particulières à l'exploitation des biens ruraux.

Il n'entre pas dans le cadre de notre étude de suivre le projet dans toutes les minuties de sa réglementation. Seule sa première partie nous intéresse au point de vue des principes ; et encore, dans cette première partie, un certain nombre des institutions qui y sont organisées ne touchent-elles en rien ce qui nous concerne. Notre examen se limitera donc, en premier lieu, à la détermination des droits de l'État dans la succession légitime, — en second lieu, à la détermination des droits de l'État dans le cas où le *de cujus* a pris des dispositions de dernière volonté.

Toutefois les rapprochements avec des textes contenus dans d'autres titres du projet, dans le second de la II^e partie notamment, ne seront pas rares.

CHAPITRE III

Droits de l'État dans la succession légitime.

On doit les étudier en se plaçant à quatre points de vue différents. Il faut d'abord déterminer dans quels cas l'État a des droits sur la succession légitime et à combien s'élèvent ces droits en chaque hypothèse (I); il faut préciser ensuite la nature des droits de l'État (II); il faut voir en troisième lieu quelle personne publique est déclarée attributaire de ces droits de l'État (*Gemeinwesen*) (III); il faut enfin étudier les dispositions qui règlent l'affectation et l'emploi des sommes recueillies en vertu de ces droits (IV).

I. — *Existence et quotité des droits de l'État.* — La possibilité d'un concours entre l'État et les autres héritiers légitimes fait que trois situations sont possibles. Il y a des cas où l'État ne recueille rien de la succession, d'autres cas où il en recueille une partie, d'autres enfin où la succession lui est dévolue en entier.

A. — Aux termes de l'article 411 du projet, « l'État n'a aucun droit de successibilité lorsque le défunt laisse des descendants, ou lorsque tout ou partie de la succession passe en vertu de la loi au conjoint survivant ».

Après ce qui a été dit plus haut (1), nous n'avons guère à insister sur les raisons invoquées par l'auteur du projet à l'appui de cette disposition. Les descendants et le conjoint, épargnant à l'État par leur présence un certain nombre d'obligations, doivent logiquement recueillir en entier les émoluments qui sont la contre-partie de ces obligations.

Aucune distinction ne doit être faite entre le cas où ce sont des enfants qui recueillent la succession en partageant par tête et celui où l'hérédité est dévolue à des descendants plus éloignés qui succèdent à la part d'un enfant prédécédé (art. 403). Il n'y a pas non plus à distinguer suivant que l'héritier est enfant légitime, adoptif ou naturel.

Le texte précise enfin que l'État n'a aucun droit de successibilité dès lors que tout ou partie de la succession passe en vertu de la loi au conjoint survivant. Il en sera donc ainsi : 1^o lorsque le défunt laisse des descendants ou un conjoint,

ou 2^o des parents de la parentèle des père et mère et un conjoint, auxquels cas ce dernier recueille la succession en usufruit ou une partie seulement en pleine prospérité (art. 407, al. 1);

3^o lorsque le défunt laisse des grands-parents ou des membres de leur parentèle et un conjoint,

ou 4^o des parents non successibles et un conjoint, auxquels cas ce dernier recueille toute la succession en pleine propriété (art. 407 *in fine*).

Si d'ailleurs l'État n'a aucun droit de successibilité à l'encontre des descendants ou du conjoint survivant, nous allons voir que l'article 418 ménage expressément aux cantons le droit de percevoir une taxe, un impôt, à l'occasion de la dévolution de la succession.

(1) V. *supra*, pp. 76 et s.

B. — L'État recueille une partie de la succession dès qu'il a en face de lui des héritiers légitimes autres que les descendants et l'époux. S'il s'agit de membres de la seconde parentèle, c'est-à-dire des père et mère du défunt ou de leurs descendants, il prend un dixième de la succession (art. 412). Mais sa part s'élève au quart lorsque le défunt laisse des grands-parents ou des héritiers de la parentèle de ces derniers (art. 413).

C'est ici que se révèle pour la première fois l'importance du choix fait par les auteurs du projet du système des parentèles. Et en effet, la parentèle se caractérise exclusivement au point de vue successoral par son auteur initial, par sa tête qui commande aussi la ligne des descendants aboutissant au défunt : un frère du défunt, par exemple, ne compte pas à titre indépendant, mais seulement en tant que descendant du père qui est la tête de parentèle.

Il suit de cette idée qu'on n'a pas à distinguer, comme on le fait dans le système français, entre la succession en ligne droite et celle en ligne collatérale. Ici il n'y a pour ainsi dire pas de collatéraux, et les droits de l'État ne sont pas plus élevés en présence d'un arrière-petit-neveu du défunt qui n'est pourtant qu'un collatéral du cinquième degré, qu'en présence du père, tête de la deuxième parentèle, parent du défunt au premier degré. Chose plus grave et pourtant logique, l'État ne prend qu'un dixième de la succession recueillie par cet arrière-petit-neveu, et il prélève le quart de la succession quand c'est le grand-père du défunt, chef de la troisième parentèle, qui succède.

On comprend dans ces conditions que l'on ait songé à organiser d'une autre manière le concours entre l'État et les parents autres que les descendants ou les ascendants. Et c'est ce que le tribunal cantonal des Grisons a essayé de faire dans son mémoire en s'inspirant d'une proposition déjà formulée

en 1879 par Bluntschli et en 1886 par P. C. de Planta (1), savoir : limiter à un certain chiffre maximum, un million par exemple, le montant des successions dont les collatéraux pourraient hériter. Grâce à cette limitation, l'État qui aurait touché sa quote-part sur le premier million en concours avec les parents du défunt, recueillerait tout ce qui excéderait ce montant. Mais les auteurs du projet se sont contentés de mentionner cette proposition dans les motifs de leur commentaire, en déclarant ne lui avoir donné aucune suite « à raison de son caractère singulier (1) ».

Toutefois, dans cette hypothèse comme dans celle examinée précédemment, le projet a prévu la possibilité d'une taxe établie par les cantons, indépendamment du droit de successibilité (art. 418).

C. — La succession est dévolue en entier à l'État lorsque le défunt ne laisse ni héritiers des trois premières parentèles, ni conjoint (art. 414).

C'est qu'en effet, en vertu de l'article 406, alinéa 1 du projet, le cercle de la famille successorale s'arrête aux grands-parents et à leurs descendants. Or cette limitation répond parfaitement aux idées que nous avons déjà vu exprimer : d'une part, il faut éviter le morcellement excessif des biens héréditaires ; d'autre part, au delà d'un espace de deux générations le sens de la parenté s'affaiblit au point de ne plus justifier un droit de l'ascendant sur la succession du descendant. L'affection se porte plutôt vers les générations qui suivent que vers celles qui précèdent. Enfin il ne faut pas faire remonter les biens à des personnes trop âgées, incapables de les exploiter d'une manière satisfaisante : seules des personnes jeunes peuvent en tirer un parti connable.

(1) V. *supra*, pp. 64, note 1, et 65, note 3.

(2) *Erläuterungen*, p. 105, al. 1 *in fine*.

Une pareille exclusion des arrière-grands-parents aurait attenté aux sentiments de pitié les plus élémentaires si elle avait été complète et si ces aïeux éloignés avaient été privés absolument de tous droits à profiter des biens laissés par leur arrière-petit-fils.

Aussi la rareté de l'hypothèse d'un arrière-petit-enfant qui décéderait sans laisser d'héritiers plus proches qu'un bisaïeul n'a-t-elle pas empêché les auteurs du projet de tenir compte de ces sentiments de pitié. L'article 406, alinéa 2, décide donc que si le défunt a laissé des pères et mères de grands-parents, ils se partagent par tête l'usufruit de toute la succession, et l'article 414 précise que la succession n'est dévolue en son entier à l'État que sous réserve de cet usufruit. Grâce à ce moyen auquel avait déjà songé en Allemagne la commission qui a préparé le premier projet de Code civil, on ménage le respect naturel envers les aïeux sans opérer la transmission des biens à des arrière-grands-parents, ni leur donner un véritable droit de successibilité (1).

Il est à remarquer que d'après le projet, l'État auquel est dévolue la succession entière a à subir exclusivement la réserve de l'usufruit des arrière-grands-parents. Suivant en cela le Code de Zürich de 1887, les auteurs du projet arrêtent le droit d'usufruit aux ascendants eux-mêmes et en excluent complètement leurs descendants, même les grands-oncles et les grand'tantes, qui ont pourtant un nompropre (2).

Au surplus, les bisaïeux se partageant par tête l'usufruit de toute la succession, il est certain que l'État ne peut réclamer la pleine propriété d'aucun des biens héréditaires, alors même qu'un seul des quatre bisaïeux serait vivant au décès de l'arrière-petit-fils; et peut-être en est-il de même tant

(1) *Erläuterungen*, p. 105, *in initio*.

(2) *Id. loc.*

que l'un d'eux est à même de recueillir par voie d'accroissement après le partage, la part des autres arrière-grands-parents décédés.

Ceci nous conduit à une nouvelle observation qui concerne l'application du système des parentèles : c'est qu'on ne peut fixer d'une manière exacte à quel point précis les membres de la famille cessent d'hériter et font place à l'État. En France, où l'on applique le système de la proximité du degré, on sait très bien que c'est toujours au douzième degré en ligne collatérale que s'arrête la successibilité. Au contraire, d'après le projet de 1895, la succession est ouverte sans limite aux descendants des grands-parents. Si donc le *de cuius* est décédé à un âge avancé, il peut se faire que la succession soit déferée, non plus à un cousin germain, contemporain qui peut-être est déjà décédé, mais bien aux petits-fils ou aux arrière-petits-fils de ce cousin, donc à des parents du septième degré en suivant la computation romaine. Inversement, il suffira que les grands-parents soient prédécédés sans laisser de postérité autre que le *de cuius* pour que l'État recueille la succession de ce dernier, malgré la présence d'un grand-oncle, parent du quatrième degré en ligne collatérale.

Il n'y a pas cependant à s'étonner d'un pareil résultat qui est la conséquence logique du système de succession par souches. Le projet de 1895 n'aurait pu l'éviter qu'en imitant le Code de Bâle-ville (1884), c'est-à-dire en abandonnant ce système après la seconde parentèle, pour adopter la règle de la proximité du degré (1).

L'hypothèse de l'absence matérielle de parents de la troi-

(1) Le système dit linéal-graduel a été également accueilli par les lois de Neuchâtel, Berne, Bâle-campagne (1891), et par le Code civil allemand. Il a surtout pour objet dans ce Code d'éviter l'éparpillement du patrimoine héréditaire qui serait fatal si, admettant la successibilité illimitée des parents, on appliquait logiquement le système de la succession par souches. V. *supra*, pp. 30 et s.

sième parentèle n'est pas la seule à l'occasion de laquelle l'État recueille la succession en entier. C'est à lui, en effet, qu'elle est déférée lorsque tous les héritiers du sang sont indignes de succéder (art. 504 et s.), ou encore lorsque le *de cujus* a valablement exhérité tous les parents qui étaient susceptibles de lui succéder (art. 432 et s.) Enfin, la succession va à l'État si l'héritier légitime appelé ou l'institué l'a répudiée (art. 551 et s.) et que l'État se trouve le plus proche héritier après le renonçant.

II. *Nature des droits de l'État.* — Nous avons dans le chapitre précédent exposé les raisons pour lesquelles les auteurs du projet de 1895 ont préféré transformer le droit de déshérence de l'État et l'impôt de succession perçu actuellement, en un droit de successibilité. Il est donc tout naturel que l'article 401 ait rangé expressément l'État parmi les héritiers légitimes après les parents et le conjoint survivant, sans même faire, à l'exemple de notre Code civil (art. 723), une différence entre les héritiers légitimes d'une part, et les successeurs irréguliers d'autre part.

Ce principe de l'assimilation de l'État aux parents une fois posé — nous en verrons les conséquences plus tard (1) — les rédacteurs du projet de 1895 ont dû se rendre compte que l'assimilation ne pouvait être poussée jusqu'au bout. On ne peut pas ne pas tenir compte de la qualité de l'État, aussi bien lorsqu'il ne recueille qu'une quote-part, que lorsqu'il recueille la succession en son entier.

1^o Tout d'abord lorsque l'État recueille seul la succession à défaut d'héritiers du sang, de conjoint survivant ou d'héritiers institués, il n'acquiert pas de plein droit, conformément au droit commun des articles 539 et suivants, l'actif et le passif de l'hérédité.

(1) V. *supra*, pp. 16 et s., et *infra*, chap. final.

D'une part, l'article 530 décide que la succession ne passe à l'État que s'il ne parvient aucune déclaration émanée d'héritiers dans un délai raisonnable consécutif à une sommation publique de la part de l'Administration.

D'autre part, d'accord avec une tradition constante en Suisse, le projet confère d'office à l'État le bénéfice d'inventaire, c'est-à-dire le droit de ne répondre des dettes que dans la mesure de l'émolument qu'il recueille. L'article 526 décide en conséquence que l'autorité « fait dresser un inventaire sans sommation publique, lorsque l'État succède du chef de la loi », et l'article 572 déclare que « sera liquidée officiellement la succession de toute personne qui ne laissera ni héritiers légitimes, ni conjoint survivant, ni héritiers institués » Rapp. article 552. (1).

Or il est bien certain, aux termes de l'article 574, que « la liquidation officielle a pour but la continuation des affaires en cours du défunt, l'exécution des obligations par lui contractées, le recouvrement des créances, l'acquittement des legs et la *réalisation de l'actif successoral* ». Il en résulte, par conséquent, que l'État ne conserve en définitive l'actif de la succession qu'en valeur, et non point en nature.

2^o Le problème était plus embarrassant pour les hypothèses où l'État recueille une quote-part de la succession (1/4, 1/10) en présence d'héritiers de la seconde ou de la troisième parentèle.

M. Huber et ses collaborateurs ne semblent pas même avoir envisagé comme possible, lors du projet, la participa-

(1) La traduction officielle en français de l'article 572 du projet de 1895 contient une petite inexactitude que nous devons signaler. Le texte allemand dit en effet : « *Hinterlässt ein Erblasser weder blutsverwandte Erben noch etc.* ». Il parle donc des héritiers du sang, et non des héritiers légitimes en général. Et c'est à bon droit, puisque l'État compte parmi les héritiers légitimes et que c'est pour lui qu'une liquidation officielle a lieu.

tion de l'État au paiement des dettes et au partage en nature de la succession avec ses cohéritiers. Ils ont, d'autre part, aperçu les difficultés qu'il y aurait à organiser pour ce cas de concours de l'État (qui était une innovation du projet) une procédure d'inventaire et de liquidation semblable à celle en usage en Suisse pour le cas de déshérence (1).

En fin de compte, ils se sont résolus à traiter l'État comme un légataire, ainsi qu'ils venaient de le décider pour le droit d'usufruit du conjoint survivant et celui des arrière-grands-parents (art. 541).

Par là, il faut entendre que l'État a une action personnelle en paiement de la valeur (*Werth*) de sa quote-part, contre les héritiers légitimes (de la deuxième ou troisième parentèle) qui auront accepté la succession ou ne pourront plus la répudier. Ici encore on peut constater que l'État, s'il est un héritier légitime, n'est pas un héritier légitime quelconque.

3^e Il convient enfin de revenir ici sur la souveraineté des cantons en matière fiscale qui a été consacrée par l'article 418 du projet dans les termes suivants : « Les cantons conservent le droit de frapper d'une taxe les successions, legs et donations ».

M. Huber a prévu, il est vrai, le cas où on aurait des scrupules à admettre la tournure compréhensive de ce texte, et dans le doute il a proposé une formule différente ainsi conçue : « Les cantons sont autorisés à augmenter les droits de l'État en matière successorale et même à étendre ces droits pour le cas où le défunt laissera des descendants ou un époux comme héritiers, aussi longtemps qu'aucune réglementation de ces droits ne sera intervenue par voie de législation fédérale (2) ».

(1) *Erläuterungen*, p. 176, al. 3.

(2) *Erläuterungen*, p. 146, al. 2. Dans ce passage, on vise l'article 425. Mais c'est de l'article 418 seul qu'il s'agit.

Mais il est facile de comprendre le sens de l'un et de l'autre textes, si l'on se souvient que l'État n'a aucun droit successoral en présence de descendants ou d'un conjoint survivant, et que d'un autre côté, l'emploi des sommes recueillies en vertu du droit de successibilité étant impérativement fixé par une loi fédérale, il fallait ménager aux cantons la possibilité d'alimenter leurs budgets généraux par des impôts de mutation, si faibles fussent-ils. Volontairement ou non, les auteurs du projet n'ont pu complètement soustraire les prétentions successorales de l'État au domaine du droit public.

III. *Détermination de la collectivité attributaire de la part de l'État.* — L'article 416, alinéa 2, a éliminé implicitement la Confédération suisse. Il a, nous l'avons déjà dit, résolu la question en désignant le canton du dernier domicile du défunt, mais en laissant aux législations cantonales la faculté d'attribuer, en tout ou partie, la part de l'État aux communes, ainsi que certaines le faisaient déjà.

On a ainsi tranché d'une façon très simple un problème qui, nous l'avons vu, préoccupe les sociologues et les juristes de tous les pays. En France et en Allemagne, c'est l'État qui recueille, mais de nombreux publicistes ont plaidé pour la commune. Celle-ci est, en effet, le véritable centre où l'individu exerce son activité, c'est elle qui représente sa famille lorsqu'il en est dépourvu. C'est aux institutions municipales qu'il s'intéresse le plus de son vivant. A elles aussi vont les libéralités entre vifs ou ses legs. Pour tout dire, lorsqu'on admet à la base du droit successoral le principe du groupement social, il faut, à défaut de la famille considérée comme le groupement le plus étroit, le plus proche de l'individu, donner la succession à la collectivité la plus proche immédiatement après elle, à la commune. Que l'on s'adresse par conséquent aux préférences des individus ou

à leurs obligations, on trouve donc toujours la commune avant l'État (1).

Mais on a fait valoir contre cette attribution des arguments puissants qui l'ont fait écarter jusqu'ici de toutes les législations.

Comment, si l'on veut attribuer la succession à la commune où est né le *de cujus*, faire une règle qui tienne si peu compte des hasards de la naissance? Et si on l'attribue à la commune du dernier domicile, comment ne pas être frappé de l'inégalité criante qu'il y aura entre une commune peuplée, une de ces grandes villes où afflue la fortune, et les petites communes rurales? D'ailleurs il est certain que si l'on veut disperser dans les caisses municipales les successions vacantes, on ne fera aucune œuvre socialement utile. Des établissements publics ne peuvent vivre qu'avec des ressources larges, un champ d'activité étendu : les œuvres municipales d'assistance créées avec les fonds recueillis dans les successions seront, pour la plupart, vouées à l'impuissance (2).

Le projet a fort habilement tenu compte de toutes ces considérations : il s'est rattaché dans l'ensemble à l'opinion encore prédominante et a investi les cantons des successions et non les communes. (En ce sens, Schaffouse.) Mais, à la demande des mémoires des cantons eux-mêmes (Saint-Gall), il a laissé aux communes pauvres la possibilité de recueillir les successions en vertu de dispositions spéciales des lois cantonales.

Il reste pour épuiser la matière à rappeler les éclaircis-

(1) V. not. Bluntschli, Bernhöft, Saleilles à son Cours. M. V. Rossel, lui-même s'est prononcé, en 1895, pour l'attribution à la commune de deux tiers, un tiers allant au canton : *Verhandlungen des Sch. Juristen Vereins*, 1895, 2^e fasc., pp. 126 et s.

(2) Vallier, *op. cit.*, § 951 ; Turgeon, *Le socialisme et le droit d'hérédité*, *op. cit.*

sements fournis par M. Huber à l'égard des droits du canton du dernier domicile du défunt.

En principe, dit-il (1), il apparaît que l'État a un droit successoral dans tous les cas où décède une personne qui y est domiciliée. Peu importe si le défunt est citoyen suisse ou de nationalité étrangère, tant qu'il n'est pas intervenu de traités diplomatiques qui modifient pour les successions des étrangers les règles ici posées.

Mais lorsqu'il s'agit d'un Suisse qui meurt à l'étranger ou d'un étranger qui, sans avoir son domicile en Suisse, y décède ou y laisse des biens, les prétentions de l'État ne sont fondées que si la succession est dévolue dans le cas particulier d'après le droit suisse ; or nous ne sommes plus ici dans le ressort du droit des successions, mais dans celui du droit international privé. Le projet n'a donc pas eu à régler spécialement ces points.

IV. *Affectation et emploi des sommes provenant des successions.* — La dernière catégorie de dispositions dont nous ayons à nous occuper, a pour but de fixer explicitement l'emploi des successions recueillies par l'État.

Aux termes de l'article 417 du projet, « les cantons ou les municipalités sont tenus de consacrer à l'assistance, à l'enseignement et à l'hygiène publique les biens des successions qui leur parviennent du chef de la loi. — Le droit cantonal crée et organise les établissements nécessaires. » Le projet repousse ainsi toute compétence de la Confédération en ces matières et même il lui refuse tout droit de surveillance relatif à l'observation de l'obligation d'emploi (2).

Quant à la décision elle-même, elle constitue une application pratique des principes que nous avons dégagés pré-

(1) *Erläuterungen*, p. 144, al. 3.

(2) *Id.*, p. 143, al. 1.

cédemment au sujet du fondement du droit successoral de l'État (1). Les avantages qu'on lui confère lors de la mort des individus, compensent les obligations qu'il assume envers les individus vivants en se substituant à la famille dont le cercle s'est limité et dont les obligations de solidarité n'ont plus un champ aussi vaste que par le passé. Mais ces avantages seraient sans cause juridique si l'État n'employait pas réellement à des œuvres d'utilité sociale les sommes recueillies par lui à titre d'héritier. Il ne peut faire entrer dans son trésor public que les sommes perçues éventuellement par lui par voie d'impôt, en raison de la souveraineté fiscale réservée aux cantons.

En vue d'inciter les individus à rendre plus sûre l'application de ses prescriptions, le projet de 1895 leur permet de fixer eux-mêmes la destination précise des sommes laissées à la collectivité, à la condition de faire pour elle plus que la loi ne lui commande. Et il définit même à cette occasion les personnes morales qui seront réputées faire partie de la collectivité, de l'État (art. 415, 416).

Mais nous estimons que l'étude de ces dispositions sera mieux à sa place dans le chapitre suivant, consacré aux droits de l'État en présence de dispositions de dernière volonté du *de cujus*, que dans celui-ci, consacré exclusivement aux droits de l'État dans la succession légitime.

(1) V. *supra*, pp. 75 et s.

CHAPITRE IV

Droits de l'État en présence de dispositions de dernière volonté.

Les auteurs du projet qui venaient d'augmenter considérablement la liberté de tester, avaient à se préoccuper de l'usage qu'en feraient les individus. Ils devraient tenir compte, en particulier, de la traditionnelle répulsion qu'éprouvent les particuliers à voir leurs biens passer au fisc. Ils n'ont eu garde de se dérober à cette tâche. Mais pour réaliser leur but, la protection des intérêts de l'État, ils s'y sont pris de deux manières.

Dans un premier groupe de dispositions, ils ont organisé la défense des droits successoraux de l'État contre les atteintes que les individus pourraient être tentés de leur porter par leurs actes de dernière volonté, et ils n'ont pu le faire sans limiter la liberté de disposition, sans donner à l'État une réserve. Dans le second groupe au contraire, ils se sont efforcés par les procédés les plus divers, d'inciter les citoyens à accomplir avec zèle et largeur d'esprit leur devoir social et, du même coup, d'accroître le nombre et l'importance des libéralités au profit des collectivités publiques ou des établissements publics.

Notre étude sera donc divisée tout naturellement en deux

parties consacrées à l'examen de chacun de ces groupes de dispositions.

I. *Mesures prises pour la défense des droits de l'État. Réserve de l'État.* — Le projet de 1895, accentuant encore la tendance du Code civil français (art. 913 et s.) (1), ne détermine pas en principe, pour chaque héritier, la réserve à laquelle il a droit. Il fixe au contraire directement la quotité jusqu'à concurrence de laquelle un individu peut disposer de ses biens à titre gratuit.

Cette particularité n'est nullement le résultat du hasard. Elle a au contraire été voulue par les auteurs du projet en considération des traditions historiques de la Suisse (2), en considération surtout du principe posé par eux, d'après lequel la succession légitime *ab intestat* est la règle et la succession testamentaire l'exception (3). Enfin le procédé de la fixation directe de la quotité disponible présentait de l'avis de ses auteurs un avantage pratique sérieux, celui de permettre au testateur de savoir immédiatement de quelle part de sa fortune il peut disposer. « La protection des héritiers et les moyens de droit qu'ils pourront faire valoir passeront en seconde ligne et ne découleront qu'indirectement de la fixation de la quotité disponible (4). »

Aussi, lorsque le projet parle d'une « réserve » des héritiers (*Pflichtteil der Erben*) — et cela n'a été admis qu'après beaucoup d'hésitations sur la proposition du canton de Schaffouse — ne le fait-il que d'une manière détournée, par esprit de simplification. C'est en ce sens qu'il faut entendre l'article 428 : « Les droits des héritiers légitimes à

(1) *Contra*, art. 2303, B. G. B.

(2) Huber, *Schweiz. Privatrecht*, t. II, pp. 259 et s.; t. IV, pp. 624 et s.

(3) *V. supra*, pp. 68 et s.

(4) *Erläuterungen*, p. 146, al. 3.

la part de succession dont le défunt n'a pas la faculté de disposer constituent leur réserve et ne sauraient être grevés de charges, restrictions ni conditions quelconques. »

Ceci posé, — et sans examiner les différences existant au point de vue de la réserve entre les deux modes de disposer permis à l'individu, le décret de partage et la disposition matérielle, sans insister non plus sur les caractères de l'action en réduction donnée contre l'héritier institué à l'héritier légitime qui est lésé dans sa réserve (1), — il faut voir maintenant comment fonctionne la protection des droits de l'État organisée sur les bases que nous avons déjà fait connaître (2).

A cet égard, il y a lieu de distinguer selon les situations.

A. — Il est clair que là où l'État n'a aucun droit successoral, il ne peut être question de lui attribuer une réserve. Lors donc qu'un individu laissera en mourant des descendants ou un conjoint survivant, ou à la fois des descendants et un conjoint, on n'aura pas à se préoccuper des droits de l'État en présence de dispositions de dernière volonté. Il suffira de songer à protéger les descendants et le conjoint contre les libéralités excessives (art. 421-424). Or cette tâche est déjà assez délicate pour qu'au point de vue technique — sans parler des autres — on se réjouisse de n'avoir pas à combiner les réserves de trois catégories d'héritiers.

B. — En présence d'héritiers légitimes de la parentèle des père et mère et de celle des grands-parents, l'État a un droit successoral d'un dixième ou d'un quart (art. 412, 413). Or ici nous connaissons déjà les raisons de cette solution (3), sa réserve est intégrale : l'État recueille obligatoirement la part que la loi lui a accordée (art. 425, al. 1).

(1) *Id.*, p. 146, al. 4.

(2) *V. supra*, pp. 84 et s.

(3) *V. supra*, p. 85.

Il fallait toutefois prévoir une difficulté. Le testateur qui laisse des héritiers de la parentèle des père et mère n'a pas à leur encontre une entière liberté de disposition. Au contraire de ce qui se passe en France, et pour donner satisfaction aux traditions des cantons orientaux, le projet décide que la quotité disponible est seulement de moitié, même si le père ou la mère est décédé, même si le testateur n'a que des frères ou des neveux (1) (art. 422). Lors donc qu'il veut user de son droit de disposition, il doit laisser intacte la part protégée, qui est de cinq dixièmes.

Un conflit dès lors va naître entre l'État et les héritiers du sang. Ceux-ci voudront lui faire supporter les conséquences de la diminution de leur part et, ne recueillant que la moitié de la succession, ils prétendront ne lui délivrer qu'un dixième de ce qu'ils auront reçu, un vingtième de la succession totale. Cela est-il possible? L'article 425, alinéa 2, répond négativement : la part de l'État est intangible, même si le défunt a épuisé le disponible. Ce seront les héritiers du sang qui supporteront les conséquences du testament et ne toucheront que les quatre cinquièmes de leur réserve.

Lorsque le testateur laisse des parents de la troisième parentèle, c'est-à-dire des grands-parents ou de leurs descendants, il a à leur encontre un pouvoir de disposition intégral : ces héritiers légitimes, les derniers des parents successibles, n'ont aucune réserve (art. 423). Au contraire,

(1) D'après l'article 914 du Code civil français, la quotité disponible, qui est de la moitié si le défunt laisse un ou plusieurs ascendants de chaque ligne, s'élève aux trois quarts s'il ne laisse d'ascendants que dans une ligne. Le prédécès du père n'augmente donc pas la réserve de la mère, et ni les frères, ni les sœurs du défunt ou de leurs descendants n'ont de droit de réserve. En revanche, les ascendants autres que les père et mère en ont une, alors qu'il n'en est plus ainsi d'après le projet de 1895.

l'État qui, dans une succession *ab intestat* aurait recueilli le quart de la succession, ne pourra voir sa part supprimée ou même réduite. Il aura ainsi une situation extrêmement favorable en présence de grands-parents, aussi favorable que s'il eût été seul héritier légitime.

C. — Dans ce dernier cas, en effet, la quotité disponible du *de cujus* qui ne laisse pas de parents au degré successeur est, envers l'État, des trois quarts de la succession (art. 426, al. 1).

Mais il se peut que le défunt ait laissé des arrière-grands-parents. Que deviendra l'usufruit de ceux-ci lorsque le testateur aura disposé des trois quarts? Il pèsera sur le quart de propriété intangible recueilli par l'État, et sur lui seulement (art. 426, al. 2). Il arrivera cependant ceci, qu'à défaut de disposition du testateur supprimant complètement l'usufruit des arrière-grands-parents, l'État aura une situation moins avantageuse qu'il n'aurait eue si le testateur avait dépouillé ses grands-parents; en ce cas, en effet, il aurait eu un quart en pleine propriété au lieu d'un quart en nue propriété. (

Si le projet défend les intérêts de l'État en lui conférant une réserve, il n'a pas cependant poussé cette protection jusqu'à l'absurde, jusqu'à la rendre intolérable aux héritiers du sang.

Il a donc décidé dans son article 427, alinéa 1, que les dispositions faites par le défunt en faveur de l'État, sans leur assigner une réserve particulière, seraient présumées imputables sur sa réserve.

Mais il a fait plus, et il déclare imputables sur la réserve de l'État même les dispositions auxquelles le défunt aura assigné une destination particulière, à la seule condition qu'elles soient du double au moins de cette réserve (art. 472, al. 2). Le projet pousse même plus loin le libéralisme, car il n'exige pas, nous le verrons, que pour être imputables sur

la réserve de l'État les dispositions aient été prises directement en faveur du canton du dernier domicile, seul héritier légitime et réservataire. Il suffit qu'elles aient été prises en faveur soit de la Confédération ou d'un canton quelconque, soit d'une municipalité, d'une corporation publique, d'un établissement ou d'une fondation d'un ordre civil qui existe en Suisse (art. 416).

Nous n'insistons pas pour le moment sur ces dispositions, car elles ont surtout pour but de multiplier les libéralités aux collectivités et aux établissements publics, et à ce titre elles méritent d'être étudiées avec les autres dispositions du même genre, en leur lieu et place (1).

Ajoutons cependant qu'en ménageant aux cantons le droit de frapper d'une taxe les successions, legs et donations (art. 418), le projet leur a laissé du même coup la possibilité d'obtenir une quote-part intangible supérieure à celle du projet (1/10^e, 1/4) en présence de parents de la parentèle des père et mère, des parents plus éloignés et des non-parents. La taxe prévue aura même pour effet de donner à l'État une quote-part intangible qu'il n'avait pas en présence de descendants du défunt ou d'un conjoint survivant.

II. *Mesures destinées à favoriser les libéralités en faveur de l'État et des personnes ou établissements publics.* — Les auteurs du projet ont cherché à vaincre la méfiance de l'individu envers la collectivité et à multiplier pour lui les occasions de remplir largement son devoir social. C'est pourquoi ils ont favorisé de diverses manières les libéralités en faveur de la collectivité. Mais ils ne l'ont pas fait sans discernement et il y a lieu, avant d'examiner les mesures de faveur elles-mêmes, de déterminer quelles libéralités on a voulu favoriser.

(1) V. *infra*, pp. 113 et s.

A. — La dénomination d'État (*Gemeinwesen*) n'a pas la même valeur suivant qu'il s'agit d'une succession légitime ou d'une libéralité.

La qualité d'héritier légitime et réservataire n'appartient, aux termes des articles 401, 414 et 416, alinéa 2, qu'au canton du dernier domicile du défunt ou à la municipalité que la loi de ce canton a désignée pour recueillir.

Mais dans un esprit de faveur le projet permet aux particuliers de déroger à l'ordre légal, et à certaines conditions il considère comme faites à l'État, à l'héritier légitime, les dispositions de dernière volonté prises en faveur de certaines collectivités ou institutions publiques. Ce sont en premier lieu, la Confédération helvétique qui, nous le savons, n'a aucun droit successoral légal, les cantons et les communes suisses, et en second lieu, les corporations publiques et les établissements ou fondations de l'ordre civil (art. 416, al. 1). C'est dans cette dernière catégorie qu'entrent les hôpitaux cantonaux, les établissements cantonaux d'éducation des enfants abandonnés, les institutions officielles de bienfaisance, bref, tous les établissements auxquels l'État affecte précisément les sommes qu'il retire des successions qui lui sont déférées (1).

Cette possibilité d'adresser directement une libéralité à un des établissements dont le but et l'organisation ont des rapports avec les attributions de l'État constitue à elle seule un puissant aiguillon pour les donateurs, car ce qu'ils redoutent c'est moins de voir leurs biens tomber sous l'emprise du fisc que d'ignorer si on en fera un emploi conforme à leurs goûts.

Mais le projet n'a pas également favorisé toutes les libéralités destinées à servir des œuvres philanthropiques ou morales, il n'a visé que les dispositions prises au profit

(1) *Erläuterungen*, pp. 143, alinéa final, et 144.

de collectivités publiques ou d'établissements publics. Sans témoigner à leur égard aucune hostilité, il a donc laissé sous le régime du droit commun toutes les libéralités faites à des établissements privés, même de bienfaisance, par exemple aux maisons de retraites ou de santé fondées par des associations. Il a enfin et surtout laissé de côté les libéralités faites aux établissements religieux, alors même que ceux-ci auraient un caractère officiel dans le ressort du canton (1).

M. Huber n'éprouve personnellement aucune crainte de voir se développer la mainmorte sous l'action de l'Église, mais il reconnaît que dans toute la Suisse un seul canton, celui d'Appenzell Rh. Ext., élargit la quotité disponible pour les libéralités au profit des églises et des autres établissements religieux (2), et qu'au contraire un nombre imposant de cantons ont pris des mesures sévères pour restreindre la mainmorte (Lucerne, Berne, Nidwalden, Tessin, Argovie, Fribourg, Neuchâtel) (3). Il considère donc qu'il vaut mieux ne pas aggraver les craintes déjà manifestées à l'égard de l'Église. Réciproquement il estime que les restrictions à apporter aux libéralités en faveur des établissements religieux ne doivent pas trouver place dans la loi des successions, mais plutôt dans une loi fédérale réglant les fondations, ou dans une loi cantonale (4).

B. — Il faut examiner maintenant quels procédés ont employé les auteurs du projet pour favoriser les dispositions au profit de l'État, au sens large du mot.

A notre connaissance, il y en a au moins trois :

1^o Le premier consiste à rendre plus difficiles pour les

(1) *Id. loc.*

(2) Huber, *Schweiz. Privatrecht*, t. II, pp. 288 et s.

(3) *Op. cit.*, t. I, p. 168 ; t. II, p. 33.

4) *Erläuterungen*, p. 412, 1^{er} al.

héritiers, les moyens de faire tomber les libéralités en faveur de l'État.

C'est ainsi par exemple, que l'article 459 oblige le testateur, s'il ne veut pas exprimer ses dernières volontés devant un officier public, à rédiger un testament olographe écrit en entier, daté et signé de sa main, et à déposer ensuite lui-même ce testament en mains d'un tribunal ou d'une autre autorité qualifiée à cet effet d'après le droit cantonal. Le testateur doit déclarer que cet acte renferme ses dernières volontés.

Or si le même texte déclare que ce dépôt n'est point nécessaire à la validité de certaines dispositions d'ordre moral et à celle des legs *de peu d'importance* adressés à des parents, au conjoint, à des amis ou à des gens de service, il formule pour les dispositions en faveur de l'État une dispense de dépôt, *sans limitation de taux*.

A l'appui de cette mesure de faveur M. Huber fait valoir que de telles dispositions ne sauraient être appréciées suivant la règle commune. En effet, les intérêts privés des héritiers légitimes ne sont pas ici en conflit avec d'autres intérêts privés, mais bien avec ceux de la collectivité. On doit avoir un respect particulier pour la volonté du défunt, alors que ce n'est pas un tiers quelconque qu'il a gratifié, mais un établissement de bienfaisance ou autre. Il y a pour les parents un véritable devoir moral de s'abstenir de toute action, alors même que les dispositions du défunt n'auront pas été rédigées dans la forme réglementaire. L'article 459 ne fait qu'apporter une consécration légale à cette obligation (1).

2^o Le second procédé consiste à permettre au testateur de régler obligatoirement l'emploi des libéralités par lui faites, pourvu que celles-ci soient faites par acte de dernière

(1) *Erläuterungen*, pp. 107 *in fine* et 154, al. 2.

volonté et qu'elles s'élèvent au double de la réserve de l'État, c'est-à-dire à deux dixièmes ou deux quarts de la succession, suivant les cas (art. 415).

En outre, comme nous l'avons dit (1), lorsque le testateur a fixé la destination particulière de ses libéralités, celles-ci seront imputables sur la réserve de l'État si elles sont au moins du double de cette réserve (art. 427, al. 2). Enfin on présume imputables sur la réserve de l'État toutes les dispositions, quel que soit leur montant, faites par le défunt en faveur de l'État sans assignation de destination particulière (art. 427, 1^{er} al.).

Au contraire on revient au droit commun, et on n'impute pas la libéralité sur la réserve, lorsque le testateur a prétendu assigner une destination à sa libéralité, sans fournir à l'État l'équivalent du double de sa réserve : la solution contraire eût, en effet, paralysé l'efficacité de l'article 415 créé pour donner satisfaction aux vœux du testateur, moyennant certains sacrifices volontaires de sa part (2).

Une hypothèse concrète permettra de mieux apprécier la portée de ces règles. Supposons qu'un testateur laisse des grands-parents : l'État a, en ce cas, une réserve du quart de la succession. Si dans son testament le testateur dispose d'un quart en faveur de l'État et sans aucune assignation de destination, sans aucune indication d'un désir contraire, il pourra disposer impunément des trois autres quarts en faveur d'un ami : sa libéralité envers l'État (ici le canton) sera imputable sur la réserve. Le défunt dispose-t-il de la moitié de la succession en faveur de la Confédération ou d'une corporation déterminé et de l'autre moitié en faveur d'un ami, le canton réservataire n'aura encore rien à réclamer : la libéralité avec assignation de destination

(1) V. *supra*, pp. 104 et s.

(2) *Erläuterungen*, p. 143, al. 2.

se montant, en effet, au double de la réserve de l'État, s'imputera sur la réserve et le canton sera censé avoir reçu son quart de succession.

Il en sera différemment si le défunt a disposé en faveur d'une corporation déterminée des $\frac{3}{8}$ de la succession et du reste en faveur d'un ami. L'assignation de destination n'étant pas accompagnée d'une libéralité du double de la réserve de l'État, soit $\frac{4}{8}$, ne sera pas imputable sur la réserve. En sorte que le canton sera en droit de réclamer sa réserve d'un quart en faisant réduire proportionnellement les deux libéralités faites au profit de l'ami et au profit de la corporation. Pour avoir voulu imposer ses volontés sansse conformer à l'article 415, le testateur verra son intention {contrariée. Tel est le mécanisme pratique institué par le projet pour inciter les particuliers à disposer en faveur de l'État, et, s'ils veulent fixer la destination de leurs libéralités, à grossir ces dernières (1).

3° Le troisième des procédés utilisés par le projet, en vue de favoriser les dispositions en faveur de l'État, consiste à élargir pour la circonstance la quotité dont le testateur peut disposer à l'encontre de ses héritiers réservataires.

Il est à remarquer que le projet a aussi élargi la quotité disponible dans le cas où un père de famille veut avantager un de ses enfants, soit pour le récompenser de son attitude envers lui, soit pour lui venir en aide, soit encore pour lui transmettre intacte le fonds d'exploitation agricole, ou l'entreprise industrielle ou commerciale qui le faisait vivre. Au lieu d'être réduite à un quart, comme cela a lieu ordi-

(1) Il va sans dire que lorsque l'État n'a aucune réserve, à cause de la présence de descendants ou d'un conjoint survivant, il ne peut être question d'imputer sur elle les libéralités faites à l'État. Mais nous croyons aussi que le testateur pourra dans ce cas fixer la destination de ses libéralités à l'État, sans condition de minimum.

nairement, la quotité disponible s'élève alors à la moitié de la succession (art. 421) (1).

Mais l'élargissement de la quotité disponible en faveur de l'État a un champ d'application pratique plus large que dans le cas précédent, car il a été établi dans tous les cas sauf un, où il y aurait à faire normalement deux parts dans la succession, la part disponible et la masse indisponible des biens protégés.

a) Le testateur laisse-t-il des descendants, il pourra en faveur de l'État comme d'un descendant, disposer de la moitié de la succession (art. 421).

b) Si le défunt laisse pour plus proches héritiers des membres de la parentèle des père et mère, la quotité disponible, qui est normalement de la moitié, embrasse toute la succession en faveur de l'État (art. 422). En sorte que les père et mère, frères et sœurs ne peuvent pas seulement voir réduire leur réserve par des libéralités faites à l'État, mais encore qu'ils la voient anéantir et qu'ils sont réduits à l'égard de l'État à la même situation que les héritiers de la parentèle des grands-parents non réservataires.

c) En revanche, dans le cas où le testateur laisse un conjoint survivant, l'article 424 qui a déterminé la quotité disponible à son encontre, n'a établi aucune exception en faveur des libéralités faites à l'État. Les auteurs du projet de 1895, fidèles à leur ligne de conduite, ont préféré à tous les autres héritiers les descendants et le conjoint survivant. L'État ne passe qu'après eux.

Il faut observer d'ailleurs que pour des raisons d'ordre moral la réserve de l'époux survivant est relativement peu élevée en comparaison de sa part successorale (2). En pré-

(1) V. *supra*, pp. 87 et s.

(2) *Erläuterungen*, p. 147, al. 2. *Erläuterungen zum ersten Teilentwurf*, pp. 124 et s.

sence d'enfants, la réserve du conjoint est de l'usufruit de la moitié de la succession. En sorte que si le testateur le veut bien, il peut en utilisant sa quotité disponible normale à l'encontre de son conjoint, et sa quotité disponible élargie à l'encontre de ses enfants, laisser à l'État la moitié de ses biens en pleine propriété. Son conjoint n'aurait alors que l'usufruit de la moitié de la succession, et tous ses descendants en seraient réduits au partage de la nue propriété de la moitié de la succession.

Si enfin l'époux exclu par testament se trouvait en présence des père et mère du testateur, il conserverait intangible sa réserve normale du quart de la succession en pleine propriété. Mais comme le testateur qui aurait disposé en faveur de l'État pourrait, en vertu de l'article 422, priver ses père et mère ou leurs descendants de toute réserve, l'État pourrait, malgré le défaut d'élargissement de la quotité disponible à l'encontre de l'époux, recueillir les trois quarts de la succession.

d) L'élargissement de la quotité disponible, tel qu'il était réglé par le projet de 1895, au profit des descendants et de l'État pouvait donner lieu à des difficultés sérieuses au cas où, aux libéralités envers ces personnes favorisées, se seraient ajoutées d'autres libéralités envers des amis du défunt par exemple.

L'article 477 α prévu et résolu ces difficultés dans les termes suivants : « Il y a lieu à réduction séparée des dispositions faites en faveur de l'État ou de descendants, faites au profit d'autres personnes, lorsqu'elles excèdent ensemble la quotité disponible et que le testateur a laissé comme héritiers les plus proches soit des descendants, soit des membres de la parentèle des père et mère ; cette réduction a lieu proportionnellement à la valeur des libéralités et du disponible ».

Mais ce texte n'est pas lui-même d'une clarté absolu

et il aurait sans doute donné lieu à des divergences sérieuses d'interprétation s'il avait été maintenu dans les projets suivants et dans le texte définitif du Code civil. Comme précisément les difficultés nées du dédoublement de la quotité disponible n'ont pas été étrangères à l'abandon des mesures proposées, nous n'aurons pas à insister plus longtemps sur elles (1).

4^e Les auteurs du projet auraient pu songer à un quatrième procédé pour favoriser les libéralités en général, et du même coup les libéralités au profit de l'État. C'eût été de fixer à la réserve des héritiers légitimes une limite maxima, par exemple 50 ou 100,000 francs, qu'elle n'aurait pu dépasser. Au delà de ce chiffre, le testateur n'aurait plus eu à se préoccuper de savoir si ses libéralités absorberaient le quart, la moitié ou une part encore plus grande de son patrimoine en présence d'enfants.

Ce procédé, remarquons-le, eût pu être employé isolément ou conjugué avec le précédent. Et il aurait, sur le terrain de la réserve, correspondu parfaitement aux vœux du mémoire du tribunal cantonal des Grisons, lequel proposait, nous le savons, de limiter à un certain chiffre le montant des sommes que les collatéraux pourraient recueillir en vertu de leur droit de successibilité (2).

Mais aucun des travaux préparatoires du projet de 1895 dont nous ayons eu connaissance ne porte trace d'un semblable dessein. Le rejet de la proposition des Grisons sur le terrain de la succession légitime laisse deviner que jamais les auteurs du projet de 1895 n'auraient accepté une proposition analogue en matière de réserve.

Somme toute, les procédés imaginés par les auteurs du projet pour sauvegarder ou augmenter les droits de l'État

(1) *Erläuterungen*, pp. 160 et s.

(2) V. *supra*.

en présence de dispositions de dernière volonté sont assez variés et assez ingénieux pour qu'on puisse y voir là des innovations au moins aussi intéressantes que l'attribution d'un droit successoral à l'État en concours avec certains héritiers du sang.

TROISIÈME PARTIE

L'échec du projet de 1895.

L'avant-projet partiel dont nous venons de faire l'étude a bien été préparé par M. Huber sur l'invitation du Département fédéral de justice et de police. Mais il ne pouvait servir de base à des travaux définitifs qu'après que le principe de l'unification intégrale du droit civil aurait été accepté par le peuple suisse. Un message fut donc lancé le 26 novembre 1896 par le Conseil fédéral, en vue d'obtenir, avec la modification de l'article 64 de la Constitution du 17 juin 1894, une extension de la compétence législative de la Confédération sur toutes les matières du droit privé.

C'est cette extension qui fut votée le 13 novembre 1898 par une majorité populaire de 264,914 voix contre 101,762 et de 15 cantons plus 3 demi-cantons, contre 4 cantons et 3 demi-cantons.

Mais pour bien connaître les circonstances qui ont amené l'échec de la plupart des réformes proposées par M. Huber à l'égard des droits de l'État, on ne peut se borner à comparer une à une les dispositions du projet de 1895 et les dispositions correspondantes soit du Code civil suisse voté

le 10 décembre 1907, soit des lois cantonales promulguées en vue d'introduire le droit unifié dans chaque État particulier.

Ce qu'il faut, c'est suivre dans chaque étape des travaux préparatoires du Code, l'effritement progressif de l'œuvre de M. Huber. Et pour cela nous examinerons dans trois chapitres successifs, les discussions qui eurent lieu en Suisse de 1895 à 1900 et aboutirent, à cette date, à la rédaction d'un avant-projet définitif du Département fédéral de justice et de police, puis celles qui se déroulèrent entre 1900 et 1904 et se terminèrent par le dépôt d'un projet du Conseil fédéral suisse, et enfin les débats qui aboutirent au vote par l'Assemblée fédérale du texte définitif du Code civil.

Ce n'est qu'après, dans un chapitre final, que nous pourrions mesurer le chemin parcouru depuis le projet de 1895 et donner une idée d'ensemble de la nouvelle législation suisse et des applications qui en ont été faites dans les différents cantons.

CHAPITRE PREMIER

Les travaux préparatoires du projet de 1900 (1895-1900).

L'avant-projet des successions qui avait été déposé en mai 1895 par M. Huber au Département fédéral de justice et police a fait, avant d'être incorporé dans l'avant-projet intégral et définitif de ce Département arrêté le 15 novembre 1900, l'objet de nombreuses discussions tant dans les commissions officielles qu'au dehors.

Tout d'abord une série de rapports écrits furent rédigés à son sujet par différents jurisconsultes et magistrats consultés par le Département : MM. A. Affolter, Cornaz, juge fédéral à Lausanne; Fehr, président à la Cour d'appel à Frauenfeld; Isler, conseiller aux États, avocat à Aarau; Alfred Martin, professeur à Genève; L.-R. von Salis, professeur à Bâle; Scherrer-Füllemann, conseiller national, avocat à Saint-Gall, l'auteur du mémoire de ce canton, en date du 2 juin 1894; A. Schneider, professeur à Zürich, et le professeur Frédéric v. Wyss (1).

D'autre part, la question des droits de l'État fut agitée par la Société des Juristes suisses en 1895 et en 1896, en

(1) Note de M. Huber, à la fin de l'*Avant-projet du Département fédéral de justice et de police*, Berne, 1900, p. 305.

même temps que celle de la succession légitime et celle de la liberté de tester. MM. Huber, Rossel et Roguin prirent la parole ou rédigèrent des rapports à cette occasion. Elle fit encore l'objet de nombreux rapports de la part de professeurs, de hauts fonctionnaires ou d'avocats dans d'autres sociétés de juristes, ou dans les différentes sessions des associations se préoccupant de l'intérêt général. Des articles nombreux lui furent enfin consacrés dans des revues ou des journaux appartenant à tous les partis (1).

Après cette accumulation de réflexions et de rapports — auxquels il faut joindre les mémoires des cantons de Zurich, de Genève et de Nidwalden arrivés après l'apparition de l'avant-projet de 1895 — une refonte devenait nécessaire. Elle fut opérée par M. Huber lui-même, qui présenta la rédaction nouvelle au Département fédéral en décembre 1900. Une commission se réunit alors pour la discuter. Elle comprenait sept membres : le conseiller fédéral Brenner, chef du Département de justice et de police, MM. Huber, O. Honegger, vice-président de la cour d'appel de Zurich, et V. Rossel, professeur à Berne, qui avaient déjà collaboré, en 1894, avec M. Huber, et les professeurs Martin, A. Schneider et A. Reichel.

C'est des délibérations de cette commission qu'est sorti, en 1900, le texte relatif aux successions (art. 484-644) de l'avant-projet officiel du Département fédéral.

Disons tout de suite que le nouveau texte différerait profondément de l'ancien à cause de la résistance très sérieuse à laquelle se heurta dès son apparition l'avant-projet de 1895.

Si en effet l'extension et la transformation des droits successoraux de l'État avaient été assez bien préparées par quelques cantons et préconisées par les mémoires d'autres

(1) V. les ouvrages, articles et mémoires cités au cours du présent chapitre.

cantons, si même elles obtinrent un accueil favorable d'esprits distingués appartenant à des partis différents, elles reçurent dans l'ensemble en Suisse un accueil peu encourageant, même de la part de ceux qui paraissaient devoir le plus s'en réjouir.

I. — Sans relever maintenant les critiques formulées en particulier contre chacune des dispositions concernant l'État, on peut grouper sous quatre chefs les *objections essentielles d'ensemble élevées contre le projet*, soit au sein des commissions d'experts, soit au dehors.

A. — Tout d'abord un certain nombre de professeurs, appuyés par les organes du parti conservateur (1) et même par ceux du parti radical à tendances individualistes (2), critiquèrent vivement le caractère « socialiste » du projet préparé par M. Huber (3).

Ils firent valoir que l'extension des droits de l'État et notamment l'attribution d'un droit d'hérédité au corps public en concours avec des parents proches du défunt constituaient déjà par elles-mêmes une « véritable confiscation d'une grande partie des biens acquis par le travail et l'économie, malgré le mirage du manteau d'utilité publique dont on cherche à le revêtir » (4). Ils dénoncèrent ensuite les périls qui résulteraient pour la société, d'innovations propres

(1) *Gazette de Lausanne*, organe de la Suisse italienne et romande catholique, n° du 30 septembre 1895; *Vaterland*, organe du centre conservateur de la Suisse allemande, n° du 8 novembre 1896.

(2) La *Revue radicale* de Lausanne, article cité au *Vaterland*, numéro précité.

(3) Certains journaux socialistes se réjouirent au contraire du caractère prétendu « socialiste » du projet : *Arbeiterstimme*, n° du 21 septembre 1895.

(4) J. Roguin. Discussion sur le rapport de M. Rossel à la Société des juristes suisses; *Verhandlungen des S. J. V.*, 1896, 2^e cahier, pp. 185 et s.; *Zeitschrift für Schw. Recht*, t. XV, pp. 657 et s.

à affaiblir la famille sous prétexte de la moraliser, à enrayer le désir du gain, à tarir l'initiative des individus (1). Enfin et surtout on mit les citoyens en garde contre les empiétements dont les dispositions du projet ne seraient que le prélude. « L'État-coucou, une fois introduit dans le nid de la famille », disait M. Roguin, il est à redouter qu'il ne se contente pas de la part qui lui est faite et ne prenne d'autorité celle du lion (2). Il faut lutter contre des mesures qui préparent l'abolition de l'hérédité et l'avènement du socialisme.

B. — A cette première querelle de tendances, les adversaires du projet joignaient une seconde objection très forte. Cette objection était d'ordre constitutionnel.

En effet, aux termes de l'article 3 de la Constitution du 17 juin 1874, « les cantons sont souverains en tant que leur souveraineté n'est pas limitée par la Constitution et par une délégation au pouvoir fédéral ». L'article 42, faisant application de ce principe, consacrait la souveraineté fiscale des cantons.

« Il serait, disait-on, inconstitutionnel au premier chef de donner à la Confédération le droit d'attribuer à son fisc une part héréditaire dans une succession ouverte sur le territoire cantonal et de donner à cette attribution la force d'abroger ou de modifier la loi fiscale cantonale du lieu d'ouverture de ladite succession. » A supposer même que l'on exclue la Confédération des droits successoraux de l'État, il n'est pas moins certain que les impôts successoraux ou autres

(1) Avis du professeur Schneider, de Zurich, et du juge fédéral D. Wächter formulés dans une session de la Société des juristes de Zurich, procès-verbal du 10 janvier 1896 (inédit).

(2) J. Roguin, *loc. cit.* V. en outre son *Traité des successions en droit comparé*, t. II, § 912. — En ce sens également, mais en termes moins virulents : Martin, *Des successions, Exposé du livre III de l'avant-projet de 1901*, pp. 23 et s.

ressortissent par leur nature du droit public, et que la compétence accordée aux pouvoirs fédéraux sur toutes les matières du droit privé par l'article 64 de la Constitution révisée en 1898 pour la circonstance, que cette compétence ne saurait modifier le droit public des cantons, encore moins l'abroger. Or comment soutenir que la liberté fiscale des cantons ne sera pas paralysée, alors que désormais ils percevront à titre d'héritier des sommes que jadis ils touchaient à titre de souverain, et qu'ils seront *obligés* d'affecter ces sommes à l'assistance, à l'hygiène publique et à l'enseignement, au lieu de les faire entrer comme jadis dans leur trésor public ? La vérité, concluait-on, c'est que les innovations du projet portent atteinte à l'esprit de décentralisation et qu'elles constituent une manifestation étatique aussi dangereuse pour les cantons que pour les individus (1).

C. — Quant à la troisième objection de principe, elle émanait plus particulièrement de juristes et de techniciens qui ne manifestaient aucune hostilité de principe pour l'extension des droits de l'État, et à ce titre défendaient le projet du reproche de socialisme (2), mais qui trouvaient à la fois peu justifiée et peu avantageuse en pratique la transformation du titre en vertu duquel l'État recueillerait d'après le projet, tout ou partie des successions des individus.

D'une part, disait-on, la corrélation que M. Huber croit

(1) V. not. Roguin, *Verhandlungen des S. J. V.* pp. 181 et s.; Wächter, avis précité; Vogt, professeur à Zurich, Rapport sur le droit successoral de l'État, au procès-verbal de la séance de la Société des Juristes de Zürich précitée, pp. 7 et 8.

(2) V. not. Vogt, *loc. cit.*, pp. 8-9; Walter, avocat, Rapport sur la réforme du droit des successions et l'impôt des successions, *Jahresversammlung der schweiz : gemeinnützige Gesellschaft*, mai 1895; Speiser, conseiller national, directeur des finances du canton de Bâle, Rapport verbal sur la même question, *id. loc.*, septembre 1895.

Cf. cependant l'article de la *Frankfurter Zeitung* du 7 juillet 1896, où sont exposées avec une pleine approbation les données essentielles du projet de M. Huber.

devoir établir entre l'obligation d'assistance et le droit de successibilité, n'est pas absolue dans l'histoire; le serait-elle, elle ne constitue pas un titre suffisant pour attribuer un droit de succession à l'État, alors qu'on le refuse à des parents peu éloignés : l'État recueille les biens en déshérence, en vertu de sa souveraineté, comme biens vacants (1). Il n'y a pas besoin de faire intervenir ici des règles du droit privé.

D'autre part, la participation à la succession qu'on veut lui accorder en concours avec des parents encore plus proches existe déjà sous forme d'impôt. A quoi bon donner à l'État un droit de successibilité qui, en réalité, ne porte que sur une partie de l'hérédité en *valeur* et qu'il faut doubler d'un droit de réserve si l'on ne veut pas le voir réduit à rien par les testaments, — alors que déjà les cantons ont dans l'impôt une ressource sûre, facile à percevoir, une taxe susceptible de progresser avec l'importance de la succession, de frapper plus lourdement dans une même parentèle les parents les plus éloignés, d'atteindre même les descendants et le conjoint survivant, et surtout de s'accroître facilement selon les besoins de l'État? Pourquoi enfin lier celui-ci, fixer à l'avance la destination des sommes qu'il recueillera en vertu du droit nouveau, alors que les besoins ne sont pas identiques dans les différents cantons et varient eux-mêmes avec le temps dans chaque canton (2)? La transformation qu'on propose a donc une valeur presque exclusivement théorique et les rares conséquences pratiques intéressantes qu'elle peut comporter sont de nature à la faire rejeter.

D. — De quelque côté qu'elles vinssent, les objections élevées contre le projet de 1895 en faisaient naître une autre à leur suite, et qui était, celle-là, d'une gravité universellement reconnue. Elle reposait sur la crainte de voir, si

(1) Schneider, Wächter, avis précités.

(2) Vogt, Speiser, *loc. cit.*

l'on maintenait les dispositions du projet concernant l'État, échouer toute l'œuvre d'unification du droit privé à laquelle s'étaient dévoués et les pouvoirs politiques et administratifs, et les juristes sans distinction d'opinion (1).

Or cette crainte reposait sur des données d'autant plus sérieuses que déjà l'unification du droit successoral soulevait par elle-même des difficultés et heurtait l'esprit particulariste de certains cantons, jaloux de conserver intactes leurs institutions traditionnelles (2). La question des droits de l'État n'était pas seule épineuse. Il y avait encore celle de l'égalité entre les enfants ou entre les parents paternels et maternels, celle du morcellement des biens ruraux, celle de la réserve et de la quotité disponible, pour ne parler que des plus graves. Pouvait-on, à cause du problème des droits de l'État, dont la solution ne s'imposait pas encore à tous, compromettre la solution d'autres problèmes aussi pressants et retarder indéfiniment la promulgation du nouveau Code civil?

Une telle considération ne pouvait manquer de peser d'un poids décisif sur la décision des commissaires officiels, même les plus favorables aux réformes proposées en 1895. Avec l'esprit réellement démocratique et pratique qui anime les juristes suisses, M. Huber et ses collaborateurs de la première heure reconnurent qu'en droit privé plus qu'en aucune autre branche du droit on ne peut faire aboutir d'une manière sérieuse que les réformes déjà accueillies par la conscience publique (3).

(1) Martin, *op. cit.*, p. 23.; Vogt, *loc. cit.*

(2) Les débats de l'Assemblée fédérale ont montré la force de cet esprit particulariste; v. *infra*, pp. 157 et s.

(3) Une lettre que M. Huber a bien voulu nous adresser sur ce sujet atteste de la manière la plus claire que seule la crainte de faire échouer l'œuvre d'unification l'a incité à renvoyer à plus tard la réalisation des réformes qu'il préconisait.

Et voilà pourquoi l'avant-projet de 1900 a introduit des modifications considérables dans le système cohérent organisé par le projet de 1895. Voilà pourquoi l'auteur de l'Exposé des motifs de cet avant-projet de 1900 s'est efforcé : 1^o de rassurer les citoyens contre la crainte du socialisme, en déclarant formellement « que la propriété individuelle, étant le fondement même de l'ordre légal, la transmission successorale aura aussi un caractère individuel, et qu'un transfert en faveur d'une collectivité ne peut se recommander que dans les cas où l'emporteront d'autres considérations, telles que la tendance à la conservation des biens » (1), et 2^o de rassurer les Conseils cantonaux en témoignant « des graves scrupules que l'on a éprouvés à l'idée de compromettre l'équilibre financier des cantons, par une brusque substitution du droit de successibilité de l'État à l'impôt sur les successions (2).

Il importe cependant de ne point exagérer, car le projet de 1900 est loin d'impliquer un abandon complet des innovations proposées antérieurement. Il est certaines d'entre elles, qui déjà entrées dans la pratique de quelques cantons et accueillies par la conscience publique, furent maintenues ou à peine atténuées. Il en est d'autres, au contraire, dont le caractère parut trop hardi pour qu'elles fussent maintenues à quelque degré que ce fût. Enfin, les plus importantes

(1) *Motifs*, p. 5. Comme nous l'avons déjà dit (v. *supra*, p. 69), les Motifs de l'avant-projet de 1900 étaient muets sur la question de la légitimité de l'hérédité qui était considérée déjà comme indiscutable. D'autre part, M. Rossel avait, en 1896, l'occasion d'affirmer à la Société des Juristes suisses que « le droit de propriété individuelle entraîne le droit de tester », *Verhandlungen des S. J. V.*, 1896, 2^e cahier, pp. 174 et s. Enfin, le rejet par les auteurs du projet de 1895 de la proposition des Grisons qui tendait à limiter le montant des sommes dont pourraient succéder les collatéraux, implique mieux que toute affirmation l'exclusion de l'idéal « socialiste » qui est la suppression de l'hérédité.

(2) *Motifs*, p. 15.

d'entre elles ne disparurent point du projet, mais furent seulement soustraites à la loi fédérale, à l'unification. Le projet nouveau en acceptait la possibilité éventuelle, il laissait aux cantons la faculté de les consacrer isolément dans leurs législations respectives.

II. *Un examen détaillé des dispositions arrêtées en 1900* va nous permettre de vérifier l'exactitude de cette distinction.

A. — Il y a trois points sur lesquels le projet de 1895 a été en principe maintenu : ils concernent la limitation du cercle des parents successibles, l'attribution à l'État de la qualité d'héritier lorsqu'il recueille les successions en déshérence à défaut d'héritiers du sang, et l'attribution de ce droit de successibilité au canton du dernier domicile de préférence à toute autre collectivité.

a) En ce qui a trait à la détermination des droits des héritiers *légaux*, le projet de 1900 apporte quelques modifications concernant les parents naturels et le conjoint (1). Mais en ce qui a trait à la *détermination des héritiers légaux* eux-mêmes (2), il n'y a rien de changé depuis 1895. Aux termes de l'article 487, alinéa 1 nouveau : « Les grands-parents et leur postérité sont les derniers héritiers du sang ».

Certaines tentatives furent faites à la vérité par des juristes des pays habitués à la successibilité illimitée ou très étendue des parents. Mais elles furent vaines : la cause des « *lachenden Erben* », c'est-à-dire de ceux qui héritent de parents éloignés pratiquement inconnus, était déjà jugée par l'opinion (3).

(1) Articles 488 et 489. *Motifs*, pp. 53, 54 et les renvois.

(2) Tout ce qu'on peut relever c'est un changement de terminologie : le projet de 1900 parle d'héritiers *légaux*, et non plus d'héritiers *légitimes*.

(3) V. not. les rapports précités de Vogt, Speiser, Walter.

Les arrière-grands-parents eux-mêmes restèrent privés de la qualité d'héritiers comme en 1895, et conservèrent seulement un usufruit, qui fut plutôt réduit légèrement. Au lieu de se partager par tête l'usufruit de toute la succession, les bisaïeux n'eurent droit, en vertu de l'article 487, alinéa 2, qu'à l'usufruit de la part qui eût été dévolue à leurs descendants s'ils avaient survécu. Ceci accuse un léger changement dans l'application des règles du système des parentes.

Sur un point cependant une concession fut faite aux partisans du droit familial. Elle concerne les grands-oncles et les grand'tantes exclus jusqu'ici de tout droit à la succession. Désormais, en cas de prédécès d'un bisaïeul, l'usufruit auquel il avait droit n'est plus éteint, mais « passe aux grands-oncles et grand'tantes qui descendent de l'arrière-grand-parent prédécédé » (art. 487, al. 3). On a considéré, en effet, « que le fait seul qu'il existe dans la langue un terme pour indiquer leur rapport de parenté démontre qu'on doit les compter au nombre des proches (1) ».

Au reste, si la limitation du cercle des susceptibles a été assez facilement maintenue, cela tient à ce que le projet de 1900 n'organisait aucune réserve au profit de l'État, et qu'ainsi il était loisible aux particuliers de prendre des dispositions au profit de leurs parents éloignés, tout comme cela se fait couramment à Bâle-ville depuis 1884. Dans cette ville, en effet, on a bien limité la successibilité aux collatéraux du cinquième degré, mais on n'a pas porté atteinte à la liberté testamentaire, et les particuliers ont très souvent usé de celle-ci pour éviter la transmission de leur patrimoine au fisc (2).

(1) Motifs, p. 14.

(2) Observation de M. Speiser, directeur des finances du canton de Bâle. De 1884 à 1894, le droit de déshérence a procuré en tout à ce canton, la somme minime de 20,000 francs.

b) Malgré les objections qui avaient été élevées sur ce point, le projet de 1900 conserve la qualité d'héritier à l'État, lorsqu'il recueille la succession à défaut d'héritiers du sang ou de conjoint survivant (1). Cette solution résulte avec évidence de l'article 491, alinéa 2, du projet, puisque ce texte admet la possibilité d'un « élargissement du droit de successibilité de l'État » par les cantons, et aussi des Motifs : « les héritiers légaux sont les parents, le conjoint survivant et l'État » (2).

Elle a été jugée utile, non seulement pour les raisons qui sont habituellement données contre l'idée d'une simple mise en possession de biens vacants, accomplie à titre de souverain, mais aussi pour tarir des conflits très fréquents entre les cantons. « Une règle uniforme paraît désirable pour les successions qui s'ouvrent à la fois dans plusieurs cantons. Il serait fâcheux que dans un canton l'État s'emparât des biens sans maître en s'autorisant simplement de sa souveraineté territoriale, tandis que dans l'autre on concéderait à l'État un droit de succession déterminé par le dernier domicile du défunt : la même règle doit être applicable partout (3). »

c) L'article 491, alinéa 1, du projet de 1900 s'est enfin inspiré de l'article 446, alinéa 2 (pr. 1895), en désignant comme bénéficiaire unique du droit de successibilité légale le canton du dernier domicile du défunt, sauf dans le cas où la législation cantonale elle-même aurait désigné une commune qualifiée pour recueillir la succession de déshérence. Ce n'est pas que la commune n'ait trouvé de chauds partisans au cours des discussions qui se sont poursuivies

(1) *Contra*, Schneider, qui dans l'avis précité, soutenait que l'État ne recueillait que des *bona vacantia* isolés et jamais une universalité.

(2) *Motifs*, p. 8.

(3) *Id.*, p. 43.

en Suisse de 1895 à 1900 (1), mais les raisons historiques ou pratiques qui l'avaient déjà emporté en 1895 furent jugées suffisantes par les commissaires.

B. — Avec le second groupe nous abordons les dispositions du projet de 1900 (art. 491, al. 2, et 524, al. 2), qui marquent un recul sur celles du projet de 1895, sans impliquer toutefois un abandon de principe du point de vue initial.

Ici, le recul consiste en ce qu'au lieu d'être impérativement consacrées par le projet d'un Code civil, d'une loi fédérale s'imposant à tous les cantons, les innovations proposées sont laissées à la disposition de chaque canton. Le projet se contente de donner aux cantons le pouvoir de légiférer sur une matière de droit privé, en tant que cela sera nécessaire. On aperçoit très bien le double but auquel répond ce changement d'altitude. D'une part, les rédacteurs de l'avant-projet de 1900 ont cherché à éviter toute mesure qui pourrait constituer une atteinte proche ou lointaine à la souveraineté fiscale des cantons, ou qui serait de nature à menacer l'équilibre de leurs budgets généraux; et, d'autre part, ils ont voulu laisser la porte ouverte aux tentatives isolées que pourraient faire certains cantons, partisans des idées directrices du projet de 1895, permettre ainsi à l'opinion publique de s'habituer à certaines réformes utiles (2).

Et dès lors, il importe de rechercher uniquement ici sur quels points on peut noter le recul partiel dont nous parlons, sans tenir compte encore de la valeur intrinsèque des objections formulées, entre 1895 et 1900, contre les réformes mêmes proposées par M. Huber en 1895 (3).

(1) *Motifs*, p. 16. Parmi les partisans du droit des communes on peut citer notamment Rossel et surtout Walter, *Rapport précité*, pp. 27 et s.

(2) *Id.*, p. 15; Rossel et Mentha, *Manuel de droit civil suisse*, t. I, pp. 408 et s.

(3) V. sur ce point, *infra*, pp. 743 et s.

Ces points sont au nombre de trois.

a) Le premier et le plus important concerné la transformation de l'impôt des successions en un droit de successibilité offert à l'État *en concours* avec des héritiers du sang.

En vertu des articles 412, 413 et 414 du projet de 1895, l'État recueillait un dixième de la succession en présence d'héritiers de la parentèle des père et mère, et un quart en présence d'héritiers de la parentèle des grands-parents, les derniers des parents successibles. Enfin il prenait toute la succession à défaut de ces parents ou d'un conjoint survivant.

Désormais il n'est plus héritier que dans ce dernier cas. L'article 491, alinéa 2, du projet de 1900 déclare en effet qu'« à défaut d'héritiers la succession est dévolue, sous réserve de l'usufruit des arrière-grands-parents, des grands-oncles et des grand'tantes, au canton du dernier domicile du défunt ou à la commune désignée par la législation cantonale ».

Mais l'article 491, alinéa 2, ajoute expressément que « les cantons peuvent conférer à l'État des droits plus étendus, soit en créant des taxes successorales, soit *en élargissant son droit de successibilité*. » Et la reproduction dans l'Exposé des motifs de l'avant-projet de 1900 des arguments fournis en 1895 à l'appui de l'établissement d'un droit de successibilité de l'État en concours avec les parents du sang, démontre ainsi que les termes de ce texte, que les commissaires ont bien voulu comprendre cet établissement parmi les réformes de droit privé laissées par la loi fédérale aux cantons isolés (1).

b) En ce qui concerne le droit de réserve attribué à l'État par les articles 425 et 426 du projet de 1895, la question a paru plus douteuse et cela pour deux motifs.

D'une part, il n'y a dans le projet de 1900 aucun texte spécial à la réserve de l'État, analogue à l'article 491, alinéa 2;

(1) *Motifs*, p. 15.

or ce texte est placé dans le titre des héritiers légaux et il ne vise *in terminis* que « l'élargissement du droit de successibilité » de l'État par les législations cantonales. Il ne dit rien de la réserve de l'État, c'est-à-dire du renforcement, de la protection de son droit de successibilité (1).

Il faut observer, d'autre part, que le droit de réserve de l'État n'est pas lié uniquement au droit de successibilité qu'il peut avoir en concours avec des héritiers du sang. On peut concevoir que l'État soit réservataire, lorsque, le défunt n'ayant laissé aucun parent au degré successible, la succession lui est dévolue en entier. Or précisément, l'article 495 du nouveau projet refuse une réserve à tout autre qu'aux descendants, aux père et mère et au conjoint survivant du *de cujus*. Au contraire de ce qui se passait en 1895 (art. 426, al. 1), la quotité disponible comprend toute la succession quand l'État est seul héritier légitime. Comment concevoir, dès lors, qu'on ait pu songer à ménager aux cantons le droit de faire de l'État un héritier réservataire pour le cas où il aurait un droit de successibilité en concours avec des parents ?

Ces objections sont fort sérieuses sans doute, mais elles ne sont point déterminantes. Si en effet l'État n'a, en vertu du projet de 1900, aucune réserve lorsqu'il est seul héritier légitime, une exclusion par voie de testament ne lui enlève pas tous droits sur la succession : il peut percevoir sur les biens recueillis par l'héritier institué ou les divers légataires un impôt élevé dont le taux est fixé par la législation cantonale (2).

Au surplus, les rédacteurs du projet ont, dans l'Exposé des motifs, manifesté d'une manière non équivoque leur

(1) Kaspar Melliger, *Zum Staatlichen Erbrecht im Schweiz. Zivilgesetzbuch*, *Schweizerische Rundschau*, 1900-01, 5^e cahier, pp. 340 et s.

(2) *Motifs*, p. 18. Comp. Martin, *op. cit.*, p. 24.

intention d'abandonner aux législations cantonales la question de la « réserve du fisc » ainsi que la question connexe de l'imputation sur la réserve des dispositions de dernière volonté en faveur de l'État. Nul doute, par conséquent, que l'on ait voulu réserver la possibilité aux cantons de renforcer par des lois particulières le droit de successibilité de l'État (1).

c) Aux termes de l'article 524 (pr. 1900), « le testament olographe sera écrit en entier, daté et signé de la main du testateur ». On n'exige donc plus en principe, dans le projet de Code fédéral, le dépôt de l'acte aux mains de l'autorité, et la dispense de dépôt ne constitue plus une mesure spéciale prise en faveur des dispositions au profit de l'État.

Mais un texte formel montre qu'on a voulu abandonner la question de la nécessité du dépôt au droit cantonal. L'article 524, al. 1, déclare en effet, en toutes lettres, que « les cantons pourront en outre prescrire, sous peine de nullité des dernières dispositions, le dépôt de l'acte ouvert ou clos entre les mains de l'autorité désignée à cet effet ». Or il résulte des motifs du projet de 1900 que les rédacteurs ont entendu spécialement permettre et recommander aux cantons de dispenser de la formalité du dépôt les libéralités en faveur de l'État.

C. — Arrivons maintenant aux dispositions du projet de 1895, qui furent rayées purement et simplement du projet de 1900, à cause de leur caractère trop hardi. Il y en a quatre.

a) La première de ces dispositions est celle qui obligeait les cantons ou les municipalités à consacrer à l'assistance, à l'enseignement et à l'hygiène publique les biens des successions qui leur parviendraient du chef de l'État (art. 417, p. 1895).

(1) *Motifs*, pp. 17 et 74.

Ce texte ne faisait que généraliser et rendre obligatoire une pratique en usage dans nombre de cantons, à l'égard des biens recueillis à défaut d'héritiers légitimes, des successions en déshérence (1). Mais il introduisait une innovation extrêmement gênante pour les cantons, en tant qu'il s'agissait du dixième ou du quart des successions reçu par l'État en concours avec des parents, à la place de l'ancienne taxe successorale.

Comme nous l'avons déjà dit, en effet, le produit de cet impôt tombait dans tous les cantons dans le trésor public et, n'étant grevé d'aucune affectation spéciale, il subvenait aux besoins des services généraux. La transformation de l'ancien impôt successoral en un droit de successibilité aurait donc eu pour résultat, — même si les cantons avaient conservé leur souveraineté fiscale conformément à l'article 448, page 1895, — de compromettre sérieusement l'équilibre des budgets cantonaux à un moment critique (2).

On a fait valoir en outre contre le caractère obligatoire de l'affectation deux objections sérieuses. La première, c'est que les devoirs des États sont variés suivant les pays et varient avec le temps dans chacun. « Il y a des périodes, dit le directeur des finances du canton de Bâle-ville, où l'État a besoin de concentrer toutes ses forces vers la réalisation d'un seul but, en temps de guerre par exemple. Il est indispensable qu'il ne soit pas lié par des prescriptions fixant à l'avance l'emploi de ses ressources (3) ».

La seconde objection était tirée de la difficulté de contrôler efficacement l'emploi fait par les cantons des sommes provenant des successions. Les héritiers du sang n'auront aucune action civile pour obliger les cantons à se conformer

(1) V. *supra*, pp. 33 et s.

(2) Speiser, *Rapport précité*.

(3) *Ibid.*

à la loi. D'autre part le projet de M. Huber ne prévoit aucun contrôle administratif de la Confédération sur les cantons isolés; et pourtant un texte serait nécessaire, même si l'on jugeait qu'il ne serait pas à sa place dans un Code civil (1).

Ces diverses raisons eurent d'autant plus de force que déjà les commissaires avaient décidé d'abandonner aux législations cantonales l'organisation du droit de successibilité de l'État en concours avec d'autres héritiers. Tant et si bien que le projet de 1900 est muet sur l'affectation des biens provenant des successions, *même* lorsque l'État recueille sans partage, en l'absence de tous autres héritiers. Le droit ancien non unifié a donc sur ce point été maintenu sans la moindre modification.

b) Les trois autres dispositions du projet de 1895 qui n'ont pas été reproduites par celui de 1900 se rattachaient au même ordre d'idées et tendaient au même but : faciliter et favoriser les libéralités des particuliers au profit de l'État et des autres collectivités et établissements publics.

1^o L'une d'elles (art. 415), qui permettait au testateur de fixer obligatoirement la destination de ses libéralités faites au profit de l'État et de faire imputer celles-ci sur la réserve de l'État, à la condition qu'elles s'élèvent au moins au double de cette dernière, était destinée à tomber à la suite de la suppression de la réserve organisée par voie de loi fédérale et de la disparition du texte concernant les affectations; et en effet le projet de 1900 ne la reproduit pas.

2^o La seconde (art. 421, 422), celle qui élargissait la quotité disponible au profit et des descendants et de l'État, aurait pu à la rigueur être maintenue pour ce dernier, si elle avait été conservée en faveur des premiers. Mais, comme il est dit dans les Motifs, les difficultés qu'auraient

(1) Vogt, *Rapport précité* à la Société des juristes de Zürich.

présentées le règlement de dispositions traitées différemment selon leur destination sont telles, et les solutions du projet de 1900 constituent au surplus une extension si considérable de la faculté de disposer en égard au droit en vigueur, qu'on s'est résolu à ne tenir aucun compte de la destination des libéralités (art. 495) (1). Tous ceux qui ne voyaient pas d'un bon œil les mesures prises pour favoriser les donations testamentaires au profit des collectivités, n'ont donc pas eu de peine à faire rentrer ces donations dans le droit commun.

3^o On doit enfin signaler la disparition définitive de l'article 416 du projet de 1895 qui, dans un esprit de faveur, assimilait aux libéralités au profit du canton du dernier domicile du défunt, les dispositions au profit de la Confédération, des autres cantons, des municipalités, des corporations et établissements publics de l'ordre civil.

Ce texte avait déjà fait en 1896 l'objet de vives critiques d'ordre technique et même de fond. On constate en effet que le mot *Gemeinwesen*, État, avait dans les diverses dispositions qui l'emploient un sens variable, en sorte qu'en plusieurs endroits il était difficile de distinguer l'État proprement dit des autres collectivités ou établissements publics (2). Certains même avaient reproché à M. Huber d'avoir, sans motif, exclu de la notion d'État les établissements religieux et les fondations de bienfaisance privée, attendu que les uns et les autres soulageaient d'autant l'État dans sa mission d'éducation et d'assistance sociale (3).

Mais la suppression de toutes les mesures établies par le projet de 1895 pour favoriser les libéralités aux collectivités

(1) *Motifs*, p. 10.

(2) V., par exemple, l'avis de M. Schneider, membre de la commission de préparation du projet de 1900.

(3) Vogt, *Rapport précité*, p. 3.

publiques fut plus que toute autre considération décisive. L'article 416 n'ayant été rédigé que pour le cas de libéralités bénéficiant d'un régime de faveur ne pouvait subsister isolément. Sa disparition était fatale.

Nous avons, avec le groupe des dispositions disparues, achevé l'examen comparatif du projet de 1900 et de celui de 1895.

Si l'on veut en quelques traits caractériser les tendances dominantes du nouveau projet, on peut dire tout d'abord qu'il a apporté la consécration de deux idées importantes de l'ancien projet : l'étroite limitation du cercle des successibles et l'attribution de la qualité d'héritier à l'État qui recueille les successions en deshérence.

En revanche, il est manifestement défavorable à la transformation par une loi fédérale de l'impôt cantonal des successions en un droit de successibilité partiel doublé d'un droit de réserve; la substitution des règles du droit privé à celles du droit public est laissée à la discrétion de chaque canton.

Enfin tout l'ingénieux ensemble des mesures prises par M. Huber pour favoriser les libéralités destinées à l'État et aux collectivités publiques est mis à bas dans le nouveau projet sans que rien soit mis à sa place.

Dès maintenant on peut dire que le projet de 1895 est sérieusement battu en brèche.

CHAPITRE II

Les travaux préparatoires du projet de 1904 (1900-1904).

Le 12 novembre 1900, en publiant l'avant-projet du Département fédéral de Justice et Police, M. le conseiller fédéral Brenner annonçait son intention de convoquer au plus tôt, avant la fixation du texte définitif par le Conseil fédéral, une grande commission « qui serait composée de représentants de tous les intérêts essentiels du pays (1) ». En effet, en mai 1901, le Département désigna les membres d'une commission d'experts qui eut à discuter le projet en quatre sessions. La tutelle et les successions occupèrent la troisième de ces sessions, tenue à Neuchâtel du 3 au 22 mars 1902.

La commission était composée de 31 membres : 9 professeurs, 9 magistrats ou anciens magistrats, de membres de l'Assemblée fédérale, de fonctionnaires, de commerçants, industriels et agriculteurs, plus trois experts spéciaux. Ses séances furent présidées par M. Brenner et le rapport de l'avant-projet fut assumé par M. Huber qui venait d'en faire paraître peu auparavant l'exposé des motifs (2).

(1) P. 3.

(2) Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le projet de Code civil suisse, pp. 2 à 5.

Entre temps, les intéressés communiquaient leurs vœux au Département fédéral de Justice et Police, tandis que de nombreux juristes publiaient des commentaires critiques de l'avant-projet de 1900 ou suggéraient des solutions nouvelles dans leurs livres ou leurs articles (1).

La commission de droit civil ayant terminé sa tâche, une dernière commission plus restreinte, composée de MM. Brenner, Huber, Isler, Reichel, Hitzig, Gobat, Mentha et Rossel, fut chargée de revoir les détails de rédaction. Le projet ainsi arrêté fut adopté par le Conseil fédéral et soumis par lui à l'Assemblée fédérale par un message du 28 mai 1904 ; de là son nom de projet de 1904.

Parmi les textes qui intéressaient les droits de l'État en matière successorale, il n'y en a qu'un du projet de 1900 qui ait subi une modification : c'est l'article 491, dont l'alinéa 2 a été supprimé purement et simplement et n'est plus reproduit dans l'article 473 du nouveau projet.

Mais cette suppression a eu une influence capitale sur le sort des réformes proposées par M. Huber. Et d'ailleurs, différents amendements ont remis en question devant la commission certains points qui avaient été déjà résolus par le projet de 1900 dans un sens favorable ou défavorable aux propositions de M. Huber. Il est donc du plus grand intérêt de relater les discussions qui ont eu lieu à cette occasion soit dans la commission d'experts, soit au dehors.

I. — La question capitale, celle qui a donné lieu aux controverses les plus vives et aux décisions les plus radicales, concerne l'établissement *d'un droit de successibilité au profit de l'État en concours avec d'autres héritiers* (Mitterbrecht).

Les rédacteurs du projet de 1900 avaient cru lui donner

(1) V. les ouvrages cités au cours de ce chapitre.

une solution à la fois constitutionnelle et libérale en abandonnant aux cantons le soin, s'ils le jugeaient bon, « de conférer à l'État des droits plus étendus, soit en créant des taxes successorales, soit en élargissant son droit de successibilité » (art. 491, al. 2).

Mais cette solution intermédiaire, qui ne compromettrait nullement l'avenir et qui à ce titre était peut-être la meilleure, ne satisfait pas l'opinion générale : les uns prétendant que si le principe de l'attribution d'un tel droit de successibilité de l'État était bon, il fallait le rendre obligatoire dans tous les cantons ; les autres prétendant au contraire que ce principe, inexact et dangereux, devait être définitivement écarté de toutes les législations cantonales, ne serait-ce que dans l'intérêt de l'unification du droit civil.

Il était fatal dès lors que le grand débat de principe qui était né dès le jour de l'apparition du projet de 1895 fût posé dans toute son ampleur devant la commission d'experts.

Ce fut M. Scherrer-Füllemann, député au Conseil national, de Saint-Gall, qui ouvrit la discussion (1) en proposant d'ajouter à quatre des articles du projet les amendements suivants :

Article 486, alinéa 1 : « Si le défunt ne laisse aucun héritier de la parentèle des père et mère, trois quarts de la succession seront dévolus à la parentèle des grands-parents et un quart à l'État (*Gemeinwesen*) » ;

Article 489, alinéa 3 : « A défaut d'héritier de la parentèle des grands-parents, l'époux prend les trois quarts et l'État un quart de l'hérédité en pleine propriété » ;

Article 491, alinéa 1 : « Si le défunt n'a pas d'héritier, la succession est attribuée sous réserve des droits d'usufruit

(1) Schweizerisches Zivilgesetzbuch, *Expertenkommission*, t. II, séance du 6 mars 1902, pp. 509 et s.

des arrière-grands-parents au canton où le défunt a eu son dernier domicile et exclusivement utilisée au profit des communes pauvres » ;

Article 495, alinéa 3 : « Le défunt ne peut priver l'État de la moitié de son droit héréditaire légal. »

Le premier de ces textes reproduisait l'article 413 du projet de 1895 sans changement appréciable ; le second, au lieu d'accorder un dixième de la succession à l'État en présence des héritiers de la parentèle des père et mère, comme l'article 412 primitif, enlevait au conjoint survivant seul héritier un quart de la succession, contrairement à l'ancien article 411, et se montrait ainsi plus favorable aux héritiers du sang et moins favorable à l'époux que les dispositions du projet Huber. Quant au troisième, il fixait aux biens recueillis par le canton par suite de déshérence une affectation impérative légèrement différente de celle fixée par l'article 417 initial. Mais, sous ces réserves, ces amendements impliquaient pour ainsi dire la reprise de l'ancien projet de 1895.

A l'appui de ses propositions, M. Scherrer montrait que « le principe d'après lequel il ne doit y avoir que des héritiers du sang a été rejeté par le projet (de 1900) et à maintes reprises (conjoint, adopté), et que ces exceptions mettent en lumière nos conceptions actuelles en matière de droit successoral. L'État doit donc aussi être reconnu en principe comme héritier, sauf à n'avoir pratiquement un tel droit qu'en l'absence de parents appartenant à la parentèle des grands-parents (article 491) ».

M. Scherrer ensuite rappelait les précédents de sa proposition, le projet de 1895, les doctrines de Bluntschli, Baron, Planta, Menger ; il insistait sur ce fait que l'État avait assumé une foule de charges qui jadis incombaient à la famille, en s'occupant des écoles, des pauvres, des malades et des fous, tandis qu'on a laissé leurs droits aux parents du sang, tout en

les déchargeant purement et simplement de leurs devoirs. Et il terminait en disant : « Le développement des rapports sociaux nous oblige à reconnaître le droit héréditaire de l'État, car ces rapports se développent toujours de telle manière qu'il y a beaucoup de pauvres et peu de riches. Les charges de l'État deviennent d'autant plus lourdes, et la nécessité de lui ouvrir de nouvelles ressources, d'autant plus grande. Nous ne faisons pas un code pour le présent, mais pour l'avenir ; aussi ne devons-nous pas tourner nos regards vers le passé et son droit, mais vers l'avenir. »

M. Huber prit alors la parole au sujet du projet de 1895 (1). A l'appui de ses anciennes propositions qui tendaient à attribuer à l'État un droit de successibilité en concours avec des parents, il montra combien est faible le fondement de l'impôt successoral, dès qu'il ne revêt plus le caractère d'une taxe de mutation. En réalité sous le nom d'impôt se déguise une prétention de l'État à une part de l'hérédité. Il est temps de mettre le droit d'accord avec les faits, de donner à ces prélèvements de l'État qui sont légitimés par les charges assumées par lui au profit des individus une base juridique solide. Et cette base ce n'est pas dans le droit public, mais dans le droit privé qu'on peut la trouver, car l'impôt successoral tel qu'il est conçu actuellement n'a d'autres limites que la capacité de résistance des individus, vu les besoins grandissants de l'État. Au reste, le projet de 1900 reconnaît lui-même à l'État lorsqu'il recueille une succession en déshérence, un droit successoral. Or Savigny, qui a été des premiers à préconiser cette solution, n'était pas assurément imbu d'idées socialistes extravagantes.

Répondant à ceux qui dénigraient le projet comme étant de nature à entraîner des charges trop lourdes pour les familles, il montra, documents en mains, que le droit de successibi-

(1) *Expertenkommission*, pp. 510 et s.

lité de l'État tel qu'il fonctionnerait d'après ses propositions serait plutôt moins onéreux pour les familles.

M. le juge fédéral Soldan a en effet calculé (1), dit M. Huber, que dans le canton de Vaud il était perçu 3 millions 120,000 francs d'impôts par 100 millions de francs de transmissions à cause de mort, alors que l'État ne recueillerait que 2 millions 820,000 francs, grâce à son droit de successibilité. Cela tient à ce que 72 à 75 % des successions sont déférées aux descendants du défunt, qui payent 1 à 2 % d'impôts, tandis que 8 à 10 % des successions sont dévolues aux père et mère, autant aux frères et sœurs, 1,8 % aux neveux et à leurs successeurs, 2 à 3 % aux grands-parents, 1,5 % à leurs descendants, 0,2 % à des parents plus éloignés et 3 % au conjoint survivant. Le reste, soit 0,2 %, va à l'État. Or il est incontestable qu'un prélèvement de 10 % sur le montant des successions déférées aux héritiers de la parentèle des père et mère et un autre de 25 % sur celles dévolues aux parents de la dernière parentèle successible, ne peuvent égaler le montant des sommes rapportées par l'impôt actuel de 1 à 2 % sur les parts touchées par les enfants ou le conjoint.

« On a inversement reproché au droit de la communauté son rapport insignifiant. Il est à supposer que d'ici trente à quarante ans les événements feront regretter amèrement de n'avoir pas plus tôt transformé à temps les droits fiscaux de l'État en droit de successibilité. Voilà pourquoi on ne devait pas dans le droit unifié interdire aux cantons même la possibilité de créer un tel droit. L'article 401, alinéa 2, du projet répondait à ce but. »

Cependant un courant d'opinion très vif en sens contraire se dessina dans la commission. M. Martin fit valoir que le droit de successibilité de l'État renferme en germe la des-

(1) Mémoire du Conseil d'État du canton de Vaud du 12 juin 1894.

truction du droit de succession, et que pour les héritiers, « avoir l'État pour propriétaire, c'est être à moitié exproprié (1) ».

D'autres, MM. Schmid et Schneider notamment (2), s'insurgèrent contre l'idée d'attribuer au canton en même temps un droit successoral et de lui laisser la faculté de conserver ses taxes successorales. On verrait alors se réaliser ce cumul extraordinaire déjà dénoncé en 1896 par M. Roguin (3). Or dès lors qu'on limite la souveraineté fiscale des cantons on contrevient à la constitution (4).

On fit valoir enfin que le principe sur lequel on voudrait faire reposer le droit successoral de l'État en concours avec les père et mère ou les ascendants, était inexact. La famille est loin d'avoir perdu sa cohésion tant que survit le patriarcat commun (5). D'ailleurs celui-ci est tenu de l'obligation d'assistance, comme les parents : comment pourrait-on établir une différence de nature entre cette obligation et celle qui incombe aux enfants envers leurs parents ou au conjoint envers son conjoint (6)? Le droit successoral de l'État n'a donc aucune base solide, en tant qu'il s'agit d'un droit en concours avec des parents (*Miterbrecht*).

M. Huber rappela, il est vrai, que les difficultés concernant les rapports de copropriété entre l'État et les héritiers

(1) *Expertenkommission*, p. 512.

(2) *Id.*, pp. 515 et s.

(3) M. Roguin (*Verhandlungen des S. J. V.*, 1896, pp. 185 et s.) s'était efforcé, en effet, de mettre en lumière les inconvénients qui résulteraient dans les cantons de Genève et de Vaud du cumul de l'impôt successoral et du droit de successibilité doublé d'un droit à la réserve. Cf. *supra*, pp. 39 et s.

(4) Isler, *Expertenkommission*, p. 512. Rapp. le résumé fait par le président, p. 517.

(5) Isler, Schmid, pp. 512 et 515; De Felice, p. 520. En ce sens, Martin, *Successions*, pp. 22 et s.

(6) Vogt, *rapport précité*; Melliger, *op. cit.*, pp. 338 et s.

auxquelles M. Martin venait de faire allusion ne pouvaient se produire, attendu que d'après le projet de 1895, l'État ne recueille sa portion qu'en valeur (*das Wert*), comme un legs de quotité. D'autre part, l'article 491, alinéa 2, du projet en discussion écartait toute difficulté constitutionnelle, puisqu'il se référait aux législations cantonales.

Mais ce furent alors les partisans du *statu quo* qui, renouvelant les sérieuses critiques formulées dès 1895 (1), firent valoir que ce droit successoral, qui n'en était pas un véritable, n'était au fond qu'un mauvais impôt, attendu qu'un impôt est indéfiniment extensible suivant les besoins de l'État, qu'il peut être progressif et qu'enfin il peut être habilement gradué en tenant compte du plus ou moins grand éloignement des parents qui se succèdent (2). C'est ainsi, dit M. Bühlmann, que dans le droit bernois l'impôt peut monter graduellement jusqu'à 30 % (3). Au contraire, le droit de successibilité dont il est question s'élève brusquement de zéro en présence d'enfants ou de conjoints, à 10 % en présence des père et mère, à 25 % en présence des grands-parents, et de là à 100 %. Il n'y a donc aucun intérêt à transformer la prétention fiscale de l'État en un droit de successibilité.

Vainement MM. Weber, Gobat et Lang vinrent-ils apporter leur appui à la proposition de M. Scherrer (4). L'idée que suggéra M. Weber, en s'appuyant sur les opinions de P.-C. de Planta et du tribunal cantonal des Grisons, d'exclure les collatéraux de toute succession dépassant un certain chiffre (5), ne fit qu'aggraver les résistances; et c'est

(1) Conf. not. Speiser et Vogt, rapports précités.

(2) Isler, *Expertenkommission*, p. 512.

(3) *Id.*, p. 513.

(4) *Id.*, pp. 514 et 515.

(5) *Id.*, pp. 513 et s. — Sur les propositions dont il est parlé au texte, cf. *supra*, pp. 64-65 et 95.

par trente voix contre quatre que la Commission rejeta la proposition Scherrer, c'est-à-dire le retour au *Miterbrecht* de l'État organisé par la loi fédérale.

A la faveur de la confusion engendrée par les discussions, il se passa quelque chose d'encore plus grave. M. Virgile Rossel, qui était pourtant partisan du droit successoral de l'État, ayant reconnu que l'attribution aux cantons de la faculté d'organiser ce droit serait contraire au principe de l'uniformité de la législation civile dans un domaine où il doit être réalisé pleinement, proposa de ne plus réserver, dans l'article 491, alinéa 2, que la législation fiscale des cantons (1).

Mais il parut inutile de faire un texte spécial pour réserver aux cantons un droit qui ne pouvait leur être enlevé que par un texte spécial et constitutionnel (2). L'article 491, alinéa 2, ne présentait d'utilité que si on voulait conférer aux cantons un certain pouvoir dans des matières de droit privé, parce que depuis 1898 celles-ci entraient dans la compétence législative de la Confédération.

Les adversaires des amendements Scherrer furent donc amenés non seulement à empêcher tout retour vers le projet de 1895, mais encore à attaquer la disposition de l'article 491, alinéa 2, qui permettait de réaliser ce retour dans les cantons isolés et peut-être de généraliser dans un avenir assez proche le droit successoral de l'État en concours avec les parents (3). Et c'est ainsi qu'après leur première vic-

(1) *Expertenkommission*, p. 512.

(2) Melliger, *op. cit.*, pp. 326 et s.

(3) V. en ce sens Melliger, *op. et loc. cit.*; Martin, *op. cit.*, p. 24; Schneider, *Experten commission*, p. 516; Hoffmann et Planta, *id.*, p. 517. — Il faut ajouter qu'en dehors de la commission les adversaires du *Miterbrecht* avaient annoncé leur intention, si celui-ci n'était pas définitivement rayé même des droits cantonaux, de réunir un nombre de signatures suffisant pour provoquer après le vote de l'Assemblée fédé-

toire ils purent faire passer presque sans discussion l'amendement Planta portant suppression pure et simple de l'article 491, alinéa 2 (1).

Ce fut vraiment, à notre avis, ce dernier vote qui, plus que le premier, consacra l'échec définitif du projet de 1895, car il mettait fin à toutes les espérances conçues par M. Huber sur l'attitude des cantons : désormais il ne pourra plus être sérieusement question de transformer l'impôt successoral en un droit privé de successibilité.

II. — Le parti hostile à l'extension des droits de l'État ne pouvait en rester là. Et en effet, il essaya en premier lieu de faire triompher ses idées à propos de la limitation du cercle des parents successibles.

A) A cet effet, M. de Félice emprunta au Code allemand son article 1928 et le proposa sous la forme suivante : « Si le défunt ne laisse pas d'héritiers de la parentèle des grands-parents, la parentèle des arrière-grands-parents recueille la succession.

« Les arrière-grands-parents héritent par parts égales.

« A défaut d'arrière-grands-parents, la succession passe à celui de leurs descendants qui est le plus proche parent en degré du défunt ; s'il y a plusieurs parents égaux en degrés, ils héritent par parts égales. »

L'auteur, pour appuyer sa proposition, déclara « qu'avant les intérêts du fisc il y a ceux de la cohésion et de la solidarité de la famille ». Subsidiairement, il demanda que l'on distingue suivant que l'individu est en état de tester ou non, car s'il le peut, la successibilité peut à la rigueur être

rale un vote populaire. Cette question de « tactique référendaire » a, de l'aveu même de M. Rossel, pesé d'un grand poids sur la détermination des membres les plus favorables aux droits de l'Etat (Rossel et Mentha, *Man. de dr. civ.*, t. I, p. 409).

(1) *Id.*, p. 518.

réduite. Par contre, s'il s'agit d'enfants ou de fous hors d'état de tester, on arrive à des injustices manifestes puisque ces incapables ne peuvent être privés de leur réserve par leurs propres parents (1). Wirz et Planta recommandèrent vivement l'adoption de l'amendement de Félice en insistant sur le rôle essentiel que joue la parenté dans le droit successoral (2).

Mais le rapporteur, M. Huber, combattit avec vigueur toute modification du projet qui serait de nature à faire reconnaître comme héritières des personnes étrangères au défunt et à faire des successions de véritables loteries. « Il ne s'agit pas des intérêts du fisc, comme on le prétend, puisque celui-ci ne recueille environ que 0,2 % des successions, par voie de déshérence, mais d'un principe moral (*ethische Betrachtung*). Si, par respect pour les arrière-grands-parents, on ne doit pas les priver de tout usufruit et si on peut, à la rigueur, comme le projet le préconise (art. 487), faire bénéficier les grands-oncles et les grand'tantes de ce droit, on ne peut aller plus loin : déjà les législations cantonales nous ont dépassé sur ce point. » (3)

Après une intervention de M. Rott dans le même sens, on passa au vote. Le retour au projet de 1895, proposé par M. Scherrer-Fülleman, fut écarté par 28 voix contre 5 : l'usufruit des grands-oncles et des grand'tantes était ainsi assuré. Mais l'amendement de Félice tendant à accorder un droit de successibilité à la parentèle des arrière-grands-parents fut aussi repoussé à une grosse majorité : 24 voix contre 9 (art. 468 P. 1904).

B. — Restait la question de la réserve de l'État. Elle

(1) *Expertenkommission*, séance du 8 mars 1902, pp. 519 et s.

(2) *Id.*, pp. 520 et 521.

(3) *Id.*, pp. 519 et 520. V. dans le même sens Martin, *op. cit.*, pp. 10 et s., qui ne critique l'article 487 qu'au point de vue de la clarté ; Mellinger, *op. cit.*, pp. 342 et s.

aurait présenté un intérêt très sérieux si M. Scherrer-Füllemann avait réussi à faire accepter le principe de la successibilité de l'État en concours avec le conjoint ou les grands-parents, car alors son amendement tendant à faire attribuer à l'État une réserve égale à la moitié de son droit de succession légitime aurait eu une grosse portée pratique (art. 495, al. 3).

Malgré le rejet de ce principe, M. Weber chercha à sauver la réserve d'un quart, attribuée par le projet de 1895 à l'État qui recueillait la succession à défaut de tous héritiers plus proches (1). Et il proposa même de rendre imputables sur la réserve de l'État toutes les libéralités au profit des établissements d'assistance ou d'hygiène, quel que soit leur montant. Quant à M. Scherrer-Füllemann, fort d'un vote précédent qui venait de faire attribuer aux frères et sœurs un droit de réserve écarté par le projet de 1900, il insista pour obtenir les mêmes faveurs au profit de l'État (2).

Mais ces propositions, qui répondaient aux vœux de certains juristes peu enclins à étendre exagérément les droits de l'État (3), furent vivement critiquées. MM. Wieland et Mentha déclarèrent qu'il serait illogique « que l'État héritier plus éloigné fût héritier à réserve, tandis que des héritiers plus proches, un cousin par exemple, n'auraient pas de réserve (4) ». M. Reichel repoussa l'idée d'une réserve en alléguant qu'en réalité, l'État n'avait pas un véritable droit successoral, mais recueille simplement des biens sans maître, ce qui était manifestement inexact (5). C'est M. de Félice qui trouva l'argument le plus décisif contre l'utilité d'une réserve de l'État en rappelant que dans le cas d'exclu-

(1) *Expertenkommission*, p. 546.

(2) *Id.*, pp. 543, 544, 546.

(3) Melliger, *op. cit.*, pp. 344 et s.

(4) *Expertenkommission*, p. 546.

(5) V. une critique de cette idée dans Melliger, pp. 328 et s.

sion testamentaire, il perceoit, à titre d'impôt, 30 à 40 % sur les successions suivant les cantons.

Finalement, 17 des commissaires contre 12 votèrent le maintien du projet de 1900 sur la question de la réserve (art. 495, al. 3, pr. 1900; art. 477, pr. 1904). Il semble que l'opinion des juristes suisses ratifia cette décision (1).

En somme, le projet du Conseil fédéral du 28 mai 1904, loin d'opérer un retour vers les idées préconisées en 1895 par M. Huber, ne fit que consommer l'échec du projet initial, en tant qu'il voulait substituer à l'impôt successoral un droit de successibilité renforcé par un droit de réserve. Et, fait notable, cet échec n'est pas seulement l'œuvre de ceux qui redoutaient de nouveaux empiètements de l'État sur l'individu, mais aussi de ceux qui songeaient plutôt aux intérêts de l'État : pour eux la suppression de l'impôt était une opération pleine de risques. Mieux valait respecter les préjugés populaires, conserver une institution qui avait fait ses preuves en l'absence de toute justification théorique, que de réaliser une réforme, fût-elle théoriquement justifiée. Comme le dit M. Rossel au cours des débats que nous avons étudiés : « la tradition en Suisse est la taxe successorale et non le droit de successibilité (2) ». Et c'est cette considération qui a pesé d'un poids décisif sur la décision des rédacteurs du Projet du Conseil fédéral.

Au surplus, on ne saurait, pour qualifier l'esprit de ce dernier projet, trouver des expressions plus exactes que celles qu'a employées le Conseil fédéral lui-même dans son Message du 28 mai 1904 à l'Assemblée fédérale : « Nous

(1) Lang, *Das gesetzliche Erbrecht, Vorträge über den Entwurf eines M. L. G. B. gehalten im Zürcher Juristenvereins im Winter, 1905/6, Zürcher Beiträge zur Rechtswissenschaften*, t. XI, pp. 26 et s.

(2) *Expertenkommission*, p. 512.

avons à faire l'unification du droit civil, qui va nous apporter assez de choses nouvelles pour que la sagesse nous commande de ne point innover témérairement. Nous pourrions déjà nous tenir pour satisfaits si, entre les diverses solutions fournies par le passé, nous avions réussi invariablement celles qui répondent le mieux aux circonstances actuelles (1). » Il y a loin de ces expressions à celles que M. Huber plaçait en tête de son avant-projet partiel de 1895 (2).

(1) Message du 28 mai 1904, p. 97.

(2) V. *supra*, p. 43.

CHAPITRE III

Les travaux préparatoires du texte définitif (1904-1907).

La dernière période des travaux qui ont abouti à la promulgation du Code civil a été celle des discussions de l'Assemblée fédérale (1). Mais, à la différence des précédentes périodes, elle n'a été marquée par aucun changement de vues intéressant les droits de l'État en matière successorale. Les délibérations tenues en 1905 et en 1906, tant par le Conseil national que par le Conseil des États, n'ont fait que consolider définitivement les résultats consacrés par le projet du Conseil fédéral.

Ce n'est pas, certes, qu'aucun effort sérieux n'ait été tenté pour opérer un retour en arrière et donner une vie nouvelle aux innovations du projet de 1895 déjà rejetées par les commissions officielles. Nous allons voir au contraire que le problème des droits de l'État a été discuté par l'Assem-

(1) Bien entendu, au cours de cette période, l'activité doctrinale ne s'est nullement ralentie et l'opinion publique a suivi avec un intérêt soutenu les débats des chambres fédérales. V. not. Lang., *op. cit.* : A. Reichel, *Schweiz. Jahrbuch*, I (1906), pp. 328 et s.; H. Oser, *Das Erbrecht des Entwurfs*, *Schweiz. Juristen Zeitung*, IV (1907), pp. 253 et s.; Hitzig, *Die Grenzen des Erbrechts*, Akademischer Vortrag gehalten am 14 januar 1904 in Zürich, *Schweizer-Zeitfragen*, Heft 36, 1908.

blée fédérale, dans le Conseil national notamment, avec l'ampleur et la netteté désirables.

Mais, malgré le talent et la conviction de leurs auteurs, l'issue de ces tentatives ne pouvait être douteuse, de l'aveu même des promoteurs du projet de 1895.

Dès le commencement des débats du Conseil national, M. Huber, rapporteur de langue allemande, et M. Rossel, rapporteur de langue française, invitèrent en effet les membres du Conseil à adopter, sans y rien changer, le texte proposé par leur commission en conformité avec le projet du Conseil fédéral (1). Tous deux affirmèrent sans doute leur confiance dans les réformes proposées par eux en 1895 ; ils manifestèrent leur espoir de voir évoluer les sentiments du peuple dans un proche avenir. Ils n'en reconnurent pas moins « avec résignation » que l'opinion publique suisse n'était pas mûre pour ces réformes et que l'on compromettrait le succès du Code si on s'obstinait à proclamer contre les vœux actuels du peuple souverain « les progrès des siècles futurs ». En limitant étroitement le cercle des parents successibles et en reconnaissant la qualité d'héritier à l'État, lorsqu'il recueille la succession entière, le projet du Conseil fédéral est allé aussi loin que possible dans la voie des réformes. Il faut savoir borner ses désirs et laisser à demain ce qui sera l'affaire de demain (2).

L'intervention des promoteurs du projet de 1895 était destinée à peser d'un poids d'autant plus décisif que déjà un des membres du Conseil national, M. Hochstrasser, avait déposé une motion tendant à renvoyer à plus tard l'unification du droit des successions, à cause des divergences considérables des législations cantonales et de l'importance des

(1) *Bulletin stén.*, t. XV, séance du 12 déc. 1905, pp. 1323 et s., 1325 et s.

(2) Paroles de M. Rossel, *id.*, p. 1326.

intérêts publics et privés en jeu (1). Or si cette motion avait été repoussée à une grosse majorité, elle constituait un symptôme assez caractéristique de l'esprit particulariste des cantons pour qu'on s'abstint de susciter d'irréductibles hostilités.

Quoiqu'il en soit à ce sujet, les partisans de la transformation et de l'extension des droits de l'État ne se découragèrent point, et le Conseil national eut à délibérer sur une série de propositions formulées notamment par M. Scherrer-Füllemann, député de Saint-Gall, qui avait déjà manifesté ses sentiments en 1894 dans le mémoire cantonal de Saint-Gall, et en 1902 au sein de la grande commission d'experts.

Ces propositions touchaient à peu près tous les points qui avaient été agités depuis le commencement des travaux préparatoires. Mais la discussion principale s'étant concentrée sur l'attribution d'un droit de successibilité à l'État en concours avec d'autres héritiers (*Miterbrecht*), il y a lieu d'examiner dans une catégorie à part les propositions qui tendaient à réaliser cette attribution, et de réunir dans un second groupe tous les autres amendements concernant les droits de l'État dans la succession légitime ou en présence de dispositions de dernière volonté.

I. — Les propositions formulées par M. Scherrer-Füllemann à l'égard du *Miterbrecht* de l'État ne différaient pas dans leur essence de celles formulées par lui en 1902 (2), mais elles s'en éloignaient à certains égards, sans pour cela se modeler exactement sur le projet initial de M. Huber.

En effet, M. Scherrer-Füllemann proposait dans son amendement à l'article 466 du projet de 1904 de n'attribuer à l'État un dixième de la succession qu'en présence des des-

(1) *Id.*, pp. 1314-1315.

(2) V. *supra*, pp. 144 et s.

endants des père et mère et non de ceux-ci (*contra*, art. 412, pr. 1895); il ne lui donnait qu'un cinquième de la succession au lieu d'un quart, en présence de grands-parents du défunt ou de leurs descendants au premier ou second degré (amend., art. 467, pr. 1904; comp., art. 413, p. 1895), et en revanche, il attribuait à l'État la nue-propriété d'un tiers de la succession en présence du conjoint survivant (amend., art. 470, pr. 1904), alors que M. Huber avait mis le conjoint sur le même rang favorable que les descendants à l'égard de l'État. Enfin M. Scherrer-Füllemann affectait les successions ou parts de successions dévolues à l'État « à l'éducation, à l'instruction professionnelle, à l'établissement de citoyens suisses appartenant aux classes nécessiteuses de la population et à des buts analogues » (amend., art. 473 et 473 *bis*, pr. 1904; comp., art. 417, pr. 1895) (1).

A l'appui de ses amendements, l'orateur développa avec chaleur les divers arguments que déjà il avait produits devant la commission d'experts et qui étaient empruntés pour la plupart aux travaux de M. Huber. L'orateur déclara d'ailleurs ne pas attacher une importance essentielle à la forme des textes et aux modalités des réformes qu'il voulait faire adopter : pour lui, le fond seul était essentiel, et ce fond c'était la reconnaissance à l'État d'un droit de successibilité en concours avec certains parents, distinct des prétentions fiscales et superposé à celles-ci (2).

M. Scherrer-Füllemann releva en effet que M. Huber ne parlait plus devant l'Assemblée que d'une substitution du droit de successibilité à l'impôt des successions, au lieu que lui-même avait dans l'article 418 du projet de 1895, conservé aux cantons leur droit d'imposer les successions (3). Il

(1) *Bull. stén.*, t. XV, pp. 1316-1319.

(2) *Id.*, pp. 1327-1331.

(3) *Id.*, p. 1328, 2^e col.

s'efforça donc de montrer l'exactitude de ce point de vue initial. L'impôt, dit-il, est une prestation qui frappe toutes les mutations à titre gratuit, qui est payé au canton et compte dans les recettes générales de celui-ci. Il est perçu sur l'émolument dont s'enrichit l'héritier, sur ce qu'il recueille.

Au contraire, le droit de successibilité de l'État est la contre partie des obligations que l'État a assumés envers un de ses membres, depuis sa naissance jusqu'à sa mort : or ces obligations sont devenues infiniment nombreuses et variées au cours du dernier siècle. Il faut donc établir un rapport de convenance approprié entre les charges de l'État et son droit de successibilité.

Enfin le rapport de celui-ci devra nécessairement échapper à l'emprise du fisc, car si on le laissait retomber dans le budget général, on réduirait ainsi du même coup ses besoins et on aboutirait à favoriser les riches dont les impôts diminueraient. Il importe, par conséquent, d'affecter les sommes ainsi recueillies à des œuvres collectives, mais à des œuvres visant le bien des particuliers déshérités : établissements d'assistance et d'éducation notamment (1).

Pour conclure, M. Scherrer-Füllemann fit la déclaration suivante : « On ne parle que des devoirs sociaux de l'État, de la réforme sociale. On a à plusieurs reprises allégué que les socialistes ne sont pas seuls à se préoccuper des problèmes actuels et qu'il y a dans tous les partis bourgeois la même volonté généreuse d'accomplir des réformes, même sans le concours des socialistes. Eh bien ! ces partis ont ici une occasion excellente de faire un Code civil réformiste, car c'est dans la partie des successions qu'on peut manifester le plus efficacement ses sentiments. »

En insistant sur la nécessité de faire coexister dans une

(1) *Id.*, p. 1330, 2^e col.

même succession et le *Miterbrecht* de l'État et ses prétentions fiscales, M. Scherrer-Füllemann mettait le doigt sur le point faible de ses propositions. Un praticien avisé, M. Speiser, ancien directeur des finances du canton de Bâle-ville, ne manqua pas de le relever, et dans un discours bref et saisissant il mit au pied du mur les partisans de l'ancien projet de 1895 (1).

De deux choses l'une, déclara-t-il en substance. Ou bien on voudra réaliser le cumul du droit successoral et de l'impôt des successions, ou bien on se contentera de substituer le premier au second.

Dans la première alternative, on respectera sans doute la souveraineté fiscale des cantons, mais on aboutira alors à la spoliation des particuliers. Qui peut vouloir du cumul, alors que déjà les impôts des successions ont été élevés partout sous la pression des besoins des finances cantonales, et élevés jusqu'à un point difficile à dépasser de l'avis des fonctionnaires compétents ?

Préfère-t-on la substitution du droit successoral à l'impôt, on est réduit alors à pénétrer dans le droit fiscal des cantons, irrégulièrement et sans utilité. D'autre part, l'évolution se prononce en faveur de la transformation des rapports de droit privé en rapports de droit public. Supprimer l'impôt successoral qui est ancré dans les mœurs suisses, sous couleur de faire œuvre morale, harmonieuse, ce serait contrarier un mouvement général, irrésistible. L'égalité, qui est la base du droit civil, ne compte pas en droit fiscal. Nous n'avons à tenir compte pour l'impôt d'aucun principe éthique, mais uniquement des besoins de l'État et des facultés du contribuable et c'est ce qui nous permet de

(1) *Id.*, p. 1332. Ce discours ne fait que condenser d'une manière lumineuse les conclusions pratiques auxquelles M. Speiser était arrivé, dès 1895, dans un rapport précité. Cf. *supra*, pp. 127 et s., 149 et s.

frapper les successeurs en ligne directe, alors que les partisans du *Miterbrecht* sont obligés de le respecter.

Au reste, M. Scherrer ne propose pas de créer un véritable droit héréditaire. Si l'État avait vraiment un tel droit, il pourrait dire à ses copartageants : « Je veux tel tableau, telle forêt, tel immeuble. Si vous ne me le donnez pas, nous irons aux enchères publiques. » Or de cela, M. Scherrer n'a pas parlé et il a raison. L'État a besoin d'argent, rien que d'argent comptant. Il n'aura droit à recueillir des biens en nature que dans le cas où il sera seul héritier.

Enfin, il faut écarter l'espoir de voir l'introduction du droit successoral de l'État améliorer en quoi que ce soit la question sociale. « Une loi sociale n'est pas une loi fiscale et une amélioration fiscale n'est pas toujours un progrès social (1). »

M. Scherrer riposta vivement aux attaques de M. Speiser (2). « Ce qu'ont fait les directeurs de finances, c'est pour leur canton qu'ils l'ont fait, non pour un but social. Je veux maintenir l'impôt de droit public qui frappe toutes les mutations, quitte à égaliser et à reviser cet impôt s'il est trop lourd ; mais cette revision ne s'imposera pas, parce que l'impôt n'est lourd que là où les parents sont éloignés. Quant à l'immixtion de l'État dans les fortunes privées, on la peint sous de noires couleurs qui ne répondent pas à la réalité. L'État ne succédera jamais que déduction faite des dettes héréditaires, et il offrira les objets recueillis par lui contre argent. De nos jours déjà, l'État surveille les intérêts des absents, et son immixtion dans les partages n'a jamais provoqué de difficultés. Enfin, l'État ne sera jamais cohéritier que de parents éloignés qui considèrent moins la valeur d'affection des objets recueillis, que leur valeur pécun-

(1) *Bull. stén.*, XV, p. 1333.

(2) *Id.*, pp. 133 et s.

naire. En présence de descendants ou des père et mère, il n'aura aucun droit héréditaire. On parle toujours de socialisme d'État, de devoirs sociaux ; mais pour que ceux-ci soient accomplis, il faut avoir des ressources. Ces ressources, je les offre. »

M. Zürcher, au nom des démocrates du canton de Lucerne, intervint en faveur des amendements de M. Scherrer-Füllemann et adjura l'assemblée de ne pas s'effrayer de la dénomination de « socialiste » dont on décorait l'ancien projet de 1895 (1). Mais l'impression produite par le discours de M. Speiser était trop profonde pour pouvoir être effacée. C'est par une forte majorité que le Conseil national refusa de renvoyer à la commission les propositions de M. Scherrer tendant à la création d'un *Miterbrecht* de l'État (2).

Devant le Conseil des États la question ne fut même plus reprise. C'est à peine si M. Hoffmann, président et rapporteur de la commission, rappela l'ancien projet de 1895 dont il restait personnellement partisan, et les amendements proposés par M. Scherrer-Füllemann au Conseil national (3). Pour lui, comme pour MM. Huber et Rossel, la réforme n'était pas assez mûre et son intérêt pratique pas encore assez évident en l'absence de cumul, pour qu'on pût l'inscrire dans le nouveau Code civil.

Aucun membre de l'assemblée n'éleva la voix pour ressusciter des mesures abandonnées par leurs promoteurs initiaux, ou même pour revenir au texte de l'article 491 du projet de 1900 et laisser aux cantons la possibilité de réaliser chez eux la réforme préconisée en 1895. Et cette abstention est d'autant plus remarquable que l'article 472

(1) *Id.*, pp. 1333 et s.

(2) *Id.*, p. 1336.

(3) *Id.*, XVI, séance du 14 mars 1906, p. 132.

du texte définitif du Code a fait échec à l'unification en permettant aux cantons « de supprimer la réserve des frères et sœurs, ou d'étendre celle-ci à leurs descendants pour les successions de leurs ressortissants domiciliés ». Elle montre que dans l'esprit des auteurs du Code civil, l'idée d'attribuer à l'État un droit de successibilité en concours avec certains parents était irrémédiablement condamnée.

II. — Les droits de l'État ont fait l'objet d'une série d'autres amendements touchant aux points les plus divers dont quelques-uns ont eu un succès temporaire, soit au Conseil national, soit au Conseil des États, mais qui, finalement, ont été rejetés dans les deux assemblées et écartés du texte définitif.

Suivant l'ordre déjà adopté lors de l'exposé du projet de 1895, nous envisagerons d'abord l'hypothèse d'une succession *ab intestat*, puis l'éventualité de dispositions de dernière volonté.

A. — A aucun moment on n'a cherché à remettre en question la qualité d'héritier attribuée à l'État par l'article 473 du projet du Conseil fédéral, à défaut d'héritiers du sang ou de conjoint. L'article 466 du Code civil de 1907 n'a donc pas touché à ce point.

Par contre, des amendements ont été formulés en vue de régler autrement que le projet la limitation du cercle des parents successibles, l'attribution des biens recueillis par la collectivité et leur affectation.

a) Dans un amendement à l'article 468 du projet de 1904, M. Scherrer-Füllemann proposa au Conseil national de décider que « les grands-parents et leur postérité au premier ou deuxième degré seraient les derniers héritiers du sang », et il manifesta l'intention de supprimer l'usufruit

accordé aux grands-oncles et grand'tantes, contrairement au projet initial de M. Huber (1).

Cette proposition fut complétée par une autre moins audacieuse de M. Muri, député d'Aarau, qui se bornait à enlever le droit de successibilité aux membres de la parentèle des grands-parents du défunt placés à plus de quatre degrés de la tête de leur parentèle.

A l'appui de son amendement, M. Muri fit valoir que les liens de famille n'existent plus, même au sein d'une même parentèle, lorsqu'il s'agit de parents trop éloignés du patriarcat commun. Qu'on s'appuie sur la théorie biologique de l'hérédité ou sur la conception du devoir réciproque d'assistance entre les parents, on doit bien convenir que le droit de successibilité des collatéraux éloignés n'a plus aucun fondement éthique ou idéal ; il n'y a plus ni sentiment familial, ni même de vocable propre à indiquer la parenté. Aussi le Code civil ne saurait-il rester derrière les nouvelles législations cantonales, celles de Soleure et de Bâle-ville ; rien ne serait plus raisonnable que d'arrêter la successibilité aux petits-fils ou même aux fils des cousins germains du défunt (2).

Ainsi motivée, cette proposition reçut l'adhésion de M. Scherrer-Füllemann et aussi celle de M. Speiser (3). Ce dernier la soutint en effet, en se plaçant sur le terrain successoral et moral d'abord, et en faisant valoir en outre des raisons pratiques très importantes : la difficulté de prouver la parenté au delà d'un certain degré et l'insignifiance du risque qu'auraient à redouter les adversaires de l'extension des droits de l'Etat. La liberté testamentaire étant pleine et entière à son encontre, l'Etat ne recueillera en

(1) *Bull. stén.*, XV, pp. 1318 et 1319, 2^e col.

(2) *Id.*, pp. 1341 et s.

(3) *Id.*, p. 1343.

somme que les successions des faibles d'esprit ou des mineurs incapables de tester.

Il est à présumer que le Conseil national aurait suivi l'invitation de M. Müri, si M. Huber lui-même n'était intervenu, avec M. Rossel (1), pour demander le maintien du projet. Le rapporteur montra tout d'abord l'insignifiance pratique de la réforme qu'on voulait tenter, mais il fit surtout ressortir ses inconvénients. Il ne faut pas oublier, dit-il (2), que lorsque la loi de Bâle-ville arrête la successibilité au cinquième degré de la computation romaine, elle n'envisage que les héritiers pris individuellement, sans se préoccuper de la parentèle à laquelle ils se rattachent. Le Code de Soleure admet au contraire à la succession sans limite, tous les descendants des grands-parents. « Admettre l'amendement Müri-Scherrer, ce serait écarter de la succession le descendant éloigné d'une branche de grands-parents, uniquement parce que ses prédécesseurs immédiats seraient décédés. Et alors sa part irait à des descendants plus proches des grands-parents de même ligne paternelle qui, plus heureux, auraient survécu, ou, ce qui est pire, aux grands-parents de la ligne maternelle. Or on ne peut parer à un inconvénient aussi grave qu'en introduisant d'une manière fâcheuse le système des ordres ou des classes dans le système linéal adopté jusqu'ici. » Cette réponse parut si décisive à l'Assemblée que par 87 voix contre 38 on rejeta l'amendement Müri. Le Conseil des Etats ratifia ce vote sans discussion (3). L'article 468 du projet de 1904 devint sans modification l'article 460 du texte définitif.

b) La question de savoir à qui serait attribué le droit de succession reconnu à la collectivité, n'avait, jusqu'aux dis-

(1) *Id.*, pp. 1324 *in fine* et 1325, 1^{re} col.

(2) *Id.*, p. 1343.

(3) V. le rapport de M. Hoffmann, *Bull. stén.*, XVI, p. 131.

cussions parlementaires, été agitée qu'entre les partisans du canton et ceux de la commune du dernier domicile (1). L'article 473, pr. 1904, avait d'ailleurs concilié les intérêts opposés en donnant la prééminence au canton, mais en laissant à la législation de ce dernier la faculté de désigner une commune comme attributaire du droit de succession.

Mais les représentants des cantons pauvres ne pouvaient laisser passer cette disposition sans protester et au Conseil national, comme au Conseil des Etats, des efforts très sérieux furent faits pour substituer au canton du dernier domicile ou à la commune du dernier domicile le canton d'origine, « celui dans lequel le défunt aurait eu droit à l'assistance » ou la commune désignée par lui.

Tout d'abord M. Ming prit la parole au Conseil national en faveur des communes rurales. « Souvent, dit-il, on quitte la campagne et on s'enrichit dans la ville où on habite. La ville réclame tout sous prétexte que c'est chez elle que la fortune a été gagnée. Mais n'a-t-elle pas déjà gagné à la présence du propriétaire de la fortune? N'est-ce pas elle qui a perçu des impôts sur ses aliments, son loyer, ses revenus? Il faut donc que ce soit la commune d'origine qui hérite, celle dans laquelle se réfugierait l'individu s'il était vaincu dans la lutte, malade, pauvre, celle qui aurait la charge de l'entretenir après que la commune de résidence l'aurait renvoyé « comme un citron pressé ». Au moment où on va révolutionner les campagnes par un droit unique, il faut que les représentants des villes qui forment la majorité aient le souci de l'équilibre (2) ».

Ces diverses considérations ne pouvaient avoir aucun succès auprès des membres du Conseil national, et elles

(1) V. *supra*, p. 133.

(2) *Bull. stén.*, XV, séance du 13 déc. 1905, pp. 1337, 1346 et s.

furent combattues énergiquement et victorieusement par M. Bühlmann, président de la commission (1).

Mais elles furent reprises et développées au Conseil des Etats par MM. Wirz, Schumacher et Hildebrand qui déposèrent une motion ainsi conçue : « Art. 473. A défaut d'héritiers la succession est dévolue sous réserve de l'usufruit des arrière-grands-parents, grands-oncles et grand'tantes, au canton qui aurait eu l'obligation d'assister le défunt s'il était tombé dans le besoin ou à la commune à laquelle la législation de ce canton confère le droit de succéder à sa place. Si l'obligation d'assister avait incombé à plusieurs cantons, ces cantons succèdent à parts égales. Si le défunt n'était pas citoyen suisse, sa succession sera dévolue au canton de son dernier domicile ou à la commune désignée par le canton (2). »

M. Hoffmann, rapporteur de la commission, exposa qu'il s'agissait là d'un des épisodes du conflit qui se déroule en Suisse entre le principe de la territorialité favorable au canton du dernier domicile, et celui de l'allégeance favorable au canton d'origine. Il se prononça pour le premier, conformément au projet du Conseil fédéral, en tenant compte de la simplicité des solutions qui en découle et en considération de la préférence que la Constitution témoigne pour le canton du domicile, lorsque celui-ci est en conflit avec l'autre au sujet de la perception d'un impôt (3).

M. Wirz répondit alors en insistant sur la corrélation qui doit exister entre le droit de successibilité et l'obligation d'assistance. Le canton d'origine étant le plus souvent seul tenu de cette obligation, il n'est que juste que ce soit lui qui hérite. Au surplus, le canton du domicile n'a pas à se

(1) *Bull. st.*, p. 1347.

(2) *Id.*, XVI, séance du 14 mars 1906, p. 130.

(3) *Id.*, p. 134.

plaindre puisqu'il perçoit les impôts, et il est inexact de dire que celui qui habite un grand centre urbain a toujours fait sa fortune au lieu de sa résidence. Les oisifs qui ont une fortune rurale n'habitent-ils pas les villes uniquement pour leur plaisir (1)?

Le Conseil des Etats, composé en majorité de députés des cantons agricoles, accueillit l'amendement Wirz par 17 voix contre 11, malgré de nouvelles objections de MM. Lachenal et Isler (2). Mais le Conseil national ayant persisté dans son point de vue en seconde lecture, le principe de la territorialité l'emporta définitivement : l'article 466 du Code civil attribue la qualité d'héritier au canton du dernier domicile. Toutefois, il permet au canton de reporter le bénéfice de cette qualité non seulement sur la commune où a résidé le défunt, mais encore sur n'importe quelle commune de son territoire.

c) Restait la question de l'affectation.

Elle était considérée comme des plus sérieuses par les socialistes et les démocrates, car ils voulaient à tout prix que les biens recueillis par les cantons servent à réaliser une réforme sociale capitale, à diminuer l'inégalité existant entre les hommes au point de départ (3). M. Zürcher, qui la veille avait combattu au Conseil national pour le *Miterbrecht*, demanda donc que les fonds fussent affectés par voie de fondation à une dotation de la jeunesse laborieuse (4). M. Scherrer-Füllemann appuya naturellement une proposition que lui-même avait formulée dans un

(1) *Id.*, pp. 136-137.

(2) *Id.*, pp. 137-138.

(3) V. en ce sens : Walter, rapport précité, les auteurs cités *supra*, p. 53, n. 2, et ceux cités dans l'article très intéressant de M. Htzig, déjà cité, *Die Grenzen des Erbrechts*, pp. 30 et s.

(4) *Bull. stén.*, XV, pp. 1348 et s.

amendement à l'article 473 *bis*. Enfin M. Ming, parlant au nom des communes pauvres de la montagne, proposa d'affecter ces biens aux établissements de charité (*Armen-güter*) de ces communes.

Mais M. Speiser s'éleva avec vigueur contre toutes les dispositions qui seraient susceptibles de paralyser la liberté des cantons. Et surtout le conseiller fédéral Brenner montra qu'on ne pouvait, après le rejet du *Miterbrecht* et celui d'une très forte limitation du cercle des parents successeurs, tabler sur les sommes recueillies par les cantons pour accomplir une œuvre sociale de quelque importance (1). L'amendement Scherrer-Füllemann, comme la proposition Muri, fut définitivement rejetée par le Conseil national qui adopta sans changement l'ensemble de l'article 473 du projet du Conseil fédéral.

Lors de la première lecture de ce projet au Conseil des Etats, la commission consentit, sur la demande des représentants de Genève, à placer les établissements sur le même pied que les communes, pour l'aptitude à être désignés comme héritiers par les législations cantonales particulières (2). Mais cette modification fut après coup jugée inutile, puisque les cantons restaient libres d'affecter les fonds recueillis par eux à l'établissement qu'ils préféreraient, hôpital cantonal ou autre. Rien ne militait, dès lors, en faveur d'une attribution éventuelle spécialement prévue dans le Code civil. L'article 466 du texte définitif reproduit mot pour mot l'article 473 du projet du Conseil fédéral, identique lui-même à l'article 491, alinéa 1 du projet de 1900.

B. — C'est encore M. Scherrer-Füllemann qui prit l'initiative de donner à l'Etat une protection efficace contre les

(1) *Bull. stén.*, p. 1349.

(2) *Id.*, XVI, pp. 129, 138.

dispositions de dernière volonté qui tendraient à l'exclure, et de favoriser au contraire les libéralités faites à son profit ou au profit d'œuvres d'utilité publique.

a) Tout d'abord il proposa par voie d'amendement aux articles 477 et 478 du projet du Conseil fédéral de donner à l'Etat une réserve égale à la moitié de la succession (1).

La réserve est doublement utile, dit-il, lorsque le défunt ne laisse aucun parent successible, car ici l'Etat ayant été seul tenu à l'assistance est aussi le seul envers qui le défunt avait des devoirs. Et d'autre part, l'exemple de Bâle-ville tant de fois cité le prouve : le droit de l'Etat est illusoire à cause des suggestions et des captations, si on ne le protège pas énergiquement (2).

Mais M. Rossel, rapporteur de la commission, estima qu'après le rejet du *Miterbrecht* de l'Etat, une réserve était sans objet (3). M. Gotofrey remarqua qu'il serait bizarre d'attribuer une réserve à l'Etat, alors qu'il y a bien des parents successibles qui passent avant l'Etat et qui ne sont pas réservataires, et M. Speiser fit ressortir que, dans l'éventualité où le testateur laisse des parents successibles, l'Etat n'a aucune réserve alors même que le testateur veut exclure ses héritiers légitimes. Quant au conseiller fédéral Brenner, sans rejeter absolument l'idée d'une réserve, il se prononça pour l'organisation d'un impôt progressif, seul moyen de protéger efficacement l'Etat (4).

Le Conseil national, se ralliant à l'opinion de la commission, repoussa par 60 voix contre 29, la proposition de M. Scherrer-Füllemann. Celle-ci n'ayant été reprise par personne au Conseil des Etats, le principe d'une réserve au

(1) *Bull. stén.*, XV, pp. 1352 et s.

(2) *Id.*, p. 1360.

(3) *Id.*, p. 1359, 2^e col.

(4) *Id.*, pp. 1361-1363.

profit de l'État fut définitivement écarté par l'article 470, alinéa 2, du Code civil, comme il l'était de l'article 477 du projet de 1904.

b) Dans le dessein de favoriser les libéralités au profit de l'État ou d'autres institutions d'utilité publique, M. Scherrer-Füllemann s'empara tout d'abord d'une disposition contenue dans le projet de 1895. Il proposa de décider dans un article 478 *bis*, alinéa 1, que « la quotité disponible au profit de l'État ou d'autres institutions d'utilité publique serait à l'égard des descendants de la moitié et à l'égard d'autres parents de la totalité de la succession ».

Mais, allant plus loin que ne l'avait fait le projet de 1895 (1), il voulut aussi faire admettre « qu'en aucun cas, la réserve ne s'élèverait à plus de 100,000 francs pour un descendant et à plus de 50,000 francs pour tout autre héritier à réserve » (art. 478 *bis*, al. 2). C'est qu'en effet, dit-il, les devoirs réciproques des enfants et des parents, s'ils se perpétuent après la mort, sont limités aux nécessités de la vie. Si le père est mécontent du fils, il doit pouvoir ne faire que son devoir, ne pas laisser son fils dans le dénuement. En fixant à 100,000 francs le montant maximum de la portion réservée à ce fils, on lui fait donc la part très large (2).

Mais cette dernière proposition ne pouvait, à cause de son caractère par trop hardi, recevoir un accueil favorable ni de la commission, ni de la majorité. M. le conseiller fédéral Brenner montra que le maximum proposé était trop tranché, et qu'il y avait lieu, même en acceptant le principe d'une limitation, de faire des distinctions : 1^o suivant la nature des biens laissés; 2^o selon que les biens ont été ou non acquis par le père de famille qui prétend en disposer, et enfin

(1) V. *supra*, p. 118.

(2) *Bull.-stén.*, XV, p. 1360, 2^e col.

3^o d'après la destination des libéralités (1). Et M. Scherrer eut beau tenir compte de ces observations dans une nouvelle rédaction, le principe de la limitation du montant de la réserve fut écarté à l'unanimité moins huit voix (2).

Le Conseil national se montra, il est vrai, plus favorable à l'amendement qui tendait à élargir la quotité disponible en faveur des libéralités au profit de l'État. Malgré les protestations de M. Rossel (3), de MM. Simonin et Odier, qui plaidèrent pour le maintien de la réserve intégrale des père et mère (4), malgré l'opposition de M. Büeler qui, au nom des cantons orientaux, prétendait endiguer plus sévèrement la liberté de tester (5), l'appui de MM. Huber (6), Brenner (7) et Speiser (8) entraîna l'admission de l'article 475 *bis* proposé par M. Scherrer-Füllemann.

Ce succès ne devait point être durable. M. Hoffmann, rapporteur de la commission du Conseil des États, rendit hommage à l'intention de ceux qui voulaient favoriser les libéralités au profit d'institutions d'utilité publique, mais il rappela qu'en 1900 on avait éliminé une disposition identique du projet de 1895, à cause des difficultés soulevées par la pluralité de quotités disponibles, au cas de dispositions excessives. Il proposa donc de supprimer l'article 478 *bis* ajouté par le Conseil national au projet du Conseil fédéral (9).

L'avis de la commission ayant été suivi par le Conseil des États, il fallut en seconde lecture mettre fin à la divergence existant entre les deux Assemblées. Ce fut le Conseil national qui céda ici, alors que le Conseil des États avait cédé sur la question de l'attribution de la succession au canton

(1) *Bull. stén.*, pp. 1361 et 1362, 1^{re} col.

(2) *Id.*, pp. 1362-1363.

(3) *Id.*, p. 1359, 1^{re} col.

(4-5) *Id.*, pp. 1364-1365.

(6-7-8) *Id.*, pp. 1356, 2^e col., 1361-1362-1363, 2^e col.

(9) *Id.*, XVI, pp. 143 et s. Cf. *supra*, pp. 117 et 139.

du dernier domicile (1). En fin de compte, l'article 470 du texte définitif ne contient rien de particulièrement favorable aux dispositions prises au profit de l'État.

Comme on le voit, en dépit de tentatives nombreuses et quelquefois temporairement heureuses, l'Assemblée fédérale a adopté sans aucun changement de fond tous les textes du projet du Conseil fédéral relatif au droit de l'État. Les articles 457, 458, 459, 460, 466 et 470 du Code civil voté à l'unanimité, le 10 décembre 1907, par les Chambres fédérales, reproduisent les articles 465, 466, 467, 468, 473 et 477 du projet de 1904, ou plutôt ils ne présentent que des différences de rédaction insensibles dues aux travaux de la commission de rédaction (2). Or on sait que le délai référendaire ayant expiré le 20 mars 1908 sans que le peuple suisse se soit expressément prononcé, c'est le texte voté par les Chambres et publié le 21 décembre 1907, qui devint le texte définitif.

(1) *Bull. stén.*, p. 420. V. *supra*, p. 169.

(2) *Id.*, XVII, N, pp. 289 et s., E, 300 et s.

CHAPITRE IV

L'état actuel du droit suisse.

Conclusion.

Le projet de 1895 faisait du droit de successibilité la contre-partie de l'obligation d'assistance. Et, partant de ce fondement, il avait donné la qualité d'héritier à tous ceux, parents du sang ou autres, qui étaient tenus du vivant du *de cuius* d'une obligation alimentaire légale ou même morale.

Mais cette idée, habilement utilisée, permettait aussi à ses partisans de justifier juridiquement et d'uniformiser les diverses prétentions que l'État moderne élève au décès des particuliers sur leurs successions : droit sur les biens sans maître, droit de successibilité, impôt des successions.

Elle permettait notamment de transformer en un droit de successibilité, dans la mesure où il cesse d'être une simple taxe de transmission, l'impôt perçu par l'État sur les parts dévolues aux successeurs légaux et testamentaires. On pouvait ainsi séparer la rémunération due à l'État en échange des services rendus à l'héritier, de celle perçue par lui en échange des services rendus au *de cuius*, ou tout au moins des charges sociales assumées par lui chaque jour au profit des individus faibles ou déshérités.

Enfin cette idée justifiait l'attribution à l'État d'un droit

de réserve destiné à le protéger contre les suggestions de personnes intéressées ou la mauvaise volonté de citoyens désireux d'éluder leurs devoirs. Et elle comportait comme dernier prolongement l'organisation de mesures propres à stimuler l'initiative des citoyens désireux de se rendre utiles à la collectivité.

Le système construit sur ces bases se heurtait cependant — sans parler d'obstacles locaux et temporaires comme la souveraineté fiscale des cantons suisses — à deux difficultés inverses, mais également graves.

La première de ces difficultés vient de l'impossibilité pratique qu'il y a à faire accepter par l'opinion publique le principe d'une distinction entre ce que l'État peut recueillir à titre de collecteur d'impôts et ce qu'il peut revendiquer dans une même succession à titre d'héritier. Pour les héritiers, il n'y a là qu'une question d'étiquette. Le résultat final est le même : ils sont « dépouillés » par l'État d'une portion importante de leur émolument. Bien plus, ils voient d'un mauvais œil l'introduction dans la loi positive d'un principe juridique susceptible de justifier une augmentation éventuelle des prélèvements de l'État. Et ils préférèrent rester soumis à des taxes variables et dépourvues de toute base juridique solide, mais auxquelles ils sont habitués, ils préférèrent continuer de vivre sous le régime de l'arbitraire fiscal, que de voir modifier la nature de leurs rapports avec l'État.

La seconde difficulté a été mise en pleine lumière par un homme politique doublé d'un praticien très avisé, M. Speiser. Si l'État n'a pas la certitude de pouvoir profiter de l'introduction du nouveau principe pour augmenter ses prétentions, il a tout à gagner à ne pas voir enfermer celles-ci dans une loi de droit privé essentiellement stable et gênante pour son autorité. Sous le régime de l'impôt, il peut se mouvoir librement, mesurer ses exigences d'après ses be-

soins, d'après les moyens de celui qu'il poursuit et l'intérêt qu'il mérite par sa situation. Il peut donc percevoir des taxes variables, progressives, graduées (1).

Sous ce régime aussi, il peut disposer à son gré des sommes qu'il recueille au profit des services généraux qui lui conviennent. Or la vocation successorale, fondée sur la corrélation existant entre les charges sociales de l'État et ses droits, comporte inévitablement la fixation impérative de l'emploi des biens qu'il recueillerait.

Enfin, grâce à l'impôt, l'État obtient ce dont il a surtout besoin, de l'argent liquide, avec une facilité particulière et avec la plus grande sécurité : loin de diminuer ses droits en effet, les libéralités aux étrangers sont pour lui l'occasion de perceptions encore plus fructueuses.

Sans doute le rôle des deux difficultés dont nous venons de parler n'apparaît pas en pleine lumière, à celui qui suit pas à pas les discussions soulevées par l'idée du *Miterbrecht* de l'État.

De fait, les passions politiques et la préoccupation de l'intérêt particulier des individus ou des cantons ont fréquemment masqué la réalité. C'est ainsi par exemple qu'on a attaché une importance tout à fait exagérée dans les commissions au problème constitutionnel, à la souveraineté fiscale des cantons. Si réellement celle-ci avait été l'obstacle le plus décisif à l'adoption de la réforme proposée en 1895 par M. Huber, on aurait dû facilement maintenir le principe posé par l'article 491, alinéa 2, du projet de 1900, principe qui laissait intacte la souveraineté fiscale des cantons, et même leur laissait une certaine souveraineté dans le domaine du droit privé, en leur permettant

(1) C'est d'ailleurs à une conclusion analogue qu'est arrivé M. Suret dans son importante *Théorie de l'impôt progressif*, th. Paris, 1909.

d'introduire isolément sur leur territoire le droit de succésibilité de l'État en concours avec des héritiers du sang (1).

Il est vrai que c'est précisément au nom de l'intérêt de l'unification du droit privé que l'on a finalement rayé l'article 491, alinéa 2, du projet soumis aux Chambres fédérales (2). Mais ce motif n'était pas tellement décisif par lui-même, puisque l'article 472 C. civ., 1907, a laissé aux cantons le droit très important de supprimer ou d'étendre isolément à leur gré le droit de réserve reconnu aux frères et sœurs par l'article 471.

C'est donc qu'il y avait d'autres raisons plus impérieuses. Et ces raisons encore mal dégagées jusqu'à 1905 ont apparu avec toute leur force au cours des débats du Conseil national (3). M. Huber et ses collaborateurs ont fait preuve d'un grand sens politique et d'une véritable clairvoyance, en renonçant dès 1902 — contre le sentiment des propres partisans de leurs idées (4) — à introduire dans le nouveau Code une réforme qui n'était certainement pas mûre et risquait de faire échouer l'œuvre d'unification tout entière.

Quoi qu'il en soit à ce sujet, un fait est certain : c'est que dans le droit suisse moderne, l'impôt successoral subsiste tel qu'il était réglé avant l'apparition du Code civil, et indépendant de toutes les règles du droit privé qui concernent l'État. Les cantons ont conservé leur souveraineté fiscale. La plupart d'entre eux ont maintenue intacte leur législation antérieure à 1907, et si d'autres l'ont modifiée pour augmenter le taux des impôts, il n'y en a qu'un, celui de Bâle-campagne, qui, fidèle à un système déjà inauguré en 1891, ait incorporé les taxes successorales dans la loi d'introduction du Code civil ; au reste il est à remarquer que

(1) V. *supra*, pp. 134 et s.

(2) V. *supra*, pp. 150 et suiv.

(3) V. *supra*, pp. 158 et s.

(4) V. l'avis de M. Gobat, *Expertenkommission*, p. 514, et les tentatives répétées de M. Scherrer-Füllemann.

dans ce canton les taxes restent au même taux et sont organisées suivant la même progressivité qu'auparavant (1).

Si ce que nous venons de dire est exact, si les motifs que nous avons indiqués rendaient presque fatal l'échec du *Miterbrecht* et du cortège de dispositions qui le complétaient (2), il était facile au contraire de prévoir le succès des deux autres innovations les plus caractéristiques du projet de 1895, savoir la limitation étroite du cercle des parents successibles et l'attribution de la qualité d'héritier à l'État, lorsqu'il recueille seul.

a) La première de ces réformes était, nous l'avons vu, très bien préparée dans l'opinion publique suisse, celle des juristes comme celle des praticiens, et elle avait déjà été réalisée avec succès dans les cantons du nord de la Suisse (3). Il ne restait donc qu'à la faire accepter dans les cantons imbus du principe traditionnel de la famille.

Or cette tâche n'était pas trop difficile parce qu'en Suisse les familles nombreuses ne sont pas rares et que pratiquement la vocation héréditaire des collatéraux éloignés ne venait presque jamais à effet. Dans le canton de Vaud, notamment, il n'y avait pas tout à fait deux successions sur cent déférées, à des descendants des grands-parents ou à des parents plus éloignés (4). Dans ces conditions, les partisans du droit familial n'avaient guère à redouter les visées spoliatrices de l'État.

(1) V. Bâle-campagne, L. d'introduction du Code civil, du 30 mai 1911, art. 73 : A. Egger, *Kommentar zum schweizerischen Zivilgesetzbuch, Supplementband*, p. 117. Cf. *supra*, p. 36.

(2) Notamment les dispositions destinées à favoriser les libéralités au profit des collectivités. Fidèle à son système traditionnel, le canton d'Argovie a même limité à un dixième de la fortune le montant des libéralités susceptibles d'être recueillies par les églises ou les œuvres spirituelles. (L. d'Introd., 27 mars 1911, Egger, *Supplement.*, p. 8.)

(3) V. *supra*, pp. 30 et s., 64 et s. V. encore Lang et Hitzig, *op. cit.*

(4) V. *supra*, p. 147.

Il faut enfin ajouter que l'échec des propositions tendant à reconnaître une réserve à l'État a contribué lui-même au succès des propositions de M. Huber concernant la successibilité. Les particuliers ayant en effet une liberté complète de disposition à l'encontre de l'État, usent très fréquemment de cette liberté pour l'exclure. L'exemple du canton de Bâle-ville qui, malgré une limitation plus étroite que celle proposée par M. Huber, n'avait recueilli que 20,000 francs en dix années, en vertu de ses droits de déshérence, était là pour rassurer les inquiétudes des individualistes.

Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'étonner si, mis à part les arrière-grands-parents et les grands-oncles et grands'tantes, les efforts faits en 1902 pour faire attribuer un droit de successibilité aux membres de la quatrième parentèle ont échoué irrémédiablement (1) et n'ont pas été renouvelés à l'Assemblée fédérale.

En somme, grâce à son article 460, le Code civil suisse est, avec le Code civil espagnol de 1889, la législation européenne qui multiplie le plus les cas de dévolution à l'État, grâce à une limitation sévère du cercle des successibles. Sans doute on ne peut, à raison du système parentélaire adopté en Suisse, dire que la succession en ligne collatérale est arrêtée à un certain degré de parenté uniforme, le sixième par exemple comme en Espagne, mais il n'en reste pas moins que la législation suisse est infiniment plus moderne à cet égard que notre Code civil et surtout que le Code civil allemand de 1896 (2).

b) Reste la seconde réforme, celle qui consiste à attribuer à l'État, non point un simple droit de déshérence, mais un véritable droit de successibilité.

(1) V. *supra*, pp. 151 et s.

(2) V. *supra*, pp. 10 et s., 22 et s.

Sur ce point, les difficultés étaient beaucoup moins grosses qu'en ce qui concerne le *Miterbrecht*, parce que les propositions de M. Huber n'enfermaient aucune menace pour les particuliers et qu'elles ne gênaient point les cantons dans leur liberté fiscale. C'est donc sans résistance sérieuse que les adversaires les plus déterminés du *Miterbrecht* ont laissé passer l'article 466 du Code ainsi conçu : « A défaut d'héritiers, la succession est dévolue... du canton du dernier domicile ou à la commune désignée par la législation de ce canton. »

Mais si l'État recueille les successions qui lui sont déférées, non plus comme simple occupant de biens sans maître, mais à titre d'héritier, quelles vont être les conséquences de ce changement de qualité?

Il est un premier point qui est en dehors de toute contestation : c'est que le canton ou la commune qui hérite d'une succession n'est pas pour cela tenu *ultra vires* des dettes du défunt, alors même qu'il aurait purement et simplement accepté la succession. Contrairement au droit commun de l'article 560, l'article 592 du Code civil décide en effet que « toute succession dévolue au canton ou à la commune est inventoriée d'office et que l'héritier n'est responsable que jusqu'à concurrence de son émolument » (1).

Il est certain, d'autre part, que l'État peut entrer en possession de la succession avant même qu'il soit établi qu'il n'a devant lui aucun parent successible. Il suffit que l'autorité compétente invite les ayants droit, par sommation dûment publiée, à faire leur déclaration d'héritier dans l'année. Ce délai écoulé sans déclaration, la succession passe au can-

(1) V. L. Crémieu, *Rapport sur la question de la liquidation du passif héréditaire dans le Code civil suisse* du 10 décembre 1907, *Bull. Soc. Et. législ.* 1910, 2^e partie, qu. 21 ; Gmür, *Kommentar zum schweizerischen Zivilgesetzbuch, Das Erbrecht*, pp. 466 et s. ; Rossel et Mentha, *op. cit.*, t. I, p. 517.

ton ou à la commune. L'action en pétition d'hérédité demeure seulement réservée (art. 555).

Mais, bien que la loi n'ait rien dit à ce sujet, il faut, avec l'ensemble de la doctrine suisse, décider que l'État peut comme tout héritier répudier une succession insolvable, en admettant que cela puisse lui paraître utile (1). Il recueille également un brevet d'invention, le bénéfice d'une police d'assurance sur la vie ou contre les accidents contractée par le défunt au bénéfice de ses héritiers. Il recueille pareillement les droits d'auteur, contrairement à ce qui se passe en France, et en Allemagne même où pourtant l'État est héritier (2).

Il va de soi enfin que le *de cuius* peut exclure l'État de sa succession totalement ou partiellement, en disposant au profit d'un tiers (3). Mais il ne pourrait se contenter d'une exclusion négative qui aurait pour résultat de rendre sa succession sans maître, car l'État pourrait quand même recueillir l'hérédité à titre de souverain.

Les successions laissées par des Suisses ne sont pas d'ailleurs seules à tomber sous le coup de l'article 466 : les successions d'étrangers décédés en Suisse obéissent aussi à ce texte pour les meubles comme pour les immeubles, à moins que des traités internationaux n'excluent l'application de la *lex domicilii*. La réciproque serait vraie pour les citoyens suisses qui auraient leur dernier domicile hors de leur pays. Il faut ici encore mettre de côté le cas de traités et celui où le pays étranger ne s'attacherait lui-même qu'à la loi d'origine du défunt (4).

(1) V. en ce sens Gmür, Rossel et Mentha, *loc. cit.*

(2) V. *supra*, p. 25, n. 3.

(3) Weyl, *Die Delationsgründe in künftigen schw. Erbrecht, Festgabe für Guterbock*, 1910, p. 621.

(4) V. Gmür, *op. cit.*, pp. 13, 91 et les renvois; Rossel et Mentha, *loc. cit.*

c) Il est une dernière réforme que l'échec du *Miterbrecht* a fait échouer par voie de conséquence (1), mais qui était assez mûre pour être réalisée au cas de dévolution à l'État seul, même en l'absence de texte fédéral formel. C'est celle qui concerne l'affectation des biens recueillis à des œuvres d'utilité sociale.

L'article 466 C. civil n'ayant point fixé impérativement l'emploi des sommes provenant des successions en déshérence et ayant laissé au contraire toute liberté aux cantons, ceux-ci ont usé largement de la faculté qui leur était laissée ici, exactement comme pour la réserve des frères et sœurs (2).

Certains cantons, notamment les cantons romands et ceux du nord ont explicitement ou implicitement conservé pour eux seuls, avec ou sans affectation, le produit des successions recueillies en vertu de l'article 466 : ce sont les cantons de Bâle-ville, Berne, Genève, Lucerne, Neuchâtel, Saint-Gall, Soleure, Thurgovie, Vaud et Valais (3).

Les cantons d'Argovie, Appenzell Rh.-Ext., Bâle-campagne, Grisons, Schaffouse et Schwyz se réservent la moitié de la succession et attribuent l'autre, le plus souvent avec affectation déterminée, soit à la commune d'origine si le

(1) V. *supra*, p. 169.

(2) Les lois d'introduction des cantons de Bâle-ville (art. 125), Genève (art. 43), Neuchâtel (art. 48), Fribourg (art. 145) ont eu soin de supprimer la réserve des frères et sœurs, conformément à la tradition des pays romands.

(3) Bâle-ville (L. 27 avr. 1911, Egger, *Suppl.*, p. 166); Berne (L. 28 mai 1911, art. 57, *id.*, p. 237); Fribourg (L. 22 nov. 1911, art. 144, *id.*, p. 313); Saint-Gall (L. 16 mai 1911, art. 108, *id.*, p. 539); Soleure (L. 10 déc. 1911, art. 178, *id.*, p. 178); Thurgovie (L. 25 avr. 1911, art. 78, *id.*, p. 748).

de cuius était ressortissant, soit à la commune de dernière résidence dans le cas contraire (1).

Quant aux autres cantons, tels Appenzell Rh.-Int. et Glaris, ils manifestent leur prédilection pour la commune de bourgeoisie et affectent tout le produit des successions à l'*Armengut* de cette commune (2).

Partout les affectations sont faites au profit d'œuvres d'assistance (bourse des pauvres, hôpitaux cantonaux : Fribourg, Genève), d'éducation (Berne, Grisons), ou de prévoyance (assurances de vieillesse et d'invalidité : Schaffouse) (3).

C'est ainsi que se trouve réalisé presque complètement sur ce point le vœu formulé par M. Huber en 1895 et repris au Conseil national par M. Scherrer-Füllemann. Il y a lieu d'observer cependant que l'absence d'un droit de successibilité de l'État en concours avec les parents jointe à la liberté illimitée de tester enlève à ces affectations presque tout leur intérêt pratique.

En fin de compte, si on compare les dispositions du Code civil de 1907 à celles du projet de 1895, on est bien forcé de convenir que les droits de l'État sont dans les premières « un rudiment » de ce qu'ils étaient dans les autres. La réforme la plus neuve, la plus importante a nettement avorté.

Mais si l'on compare la situation faite à l'État par le

¹ (1) Argovie (L. 27 mars 1911, art. 68, 69, Egger, *Suppl.*, p. 8); Appenzell Rh.-Ext. (L. 30 avr. 1911, art. 68, *id.*, p. 50); Bâle-campagne (L. 30 mai 1911, art. 72, *id.*, p. 117); Grisons (L. 23 mai 1911, art. 99, *id.*, p. 424); Schaffouse (L. 27 juin 1911, art. 70, *id.*, p. 626); Schwyz (L. 29 nov. 1911, art. 120, *id.*, p. 657).

(2) Appenzell Rh.-Int. (L. 30 avr. 1911, art. 79, *id.*, p. 82); Glaris (L. 7 mai 1911, art. 103, *id.*, p. 371).

(3) V. un exposé complet de ces diverses lois dans Brodtbeck, *Einführungsrecht*, pp. 90 et s.

Code civil suisse, à celle qui lui est faite par d'autres législations modernes, le Code allemand par exemple, on a l'impression très nette que la Suisse a franchement rompu avec le principe de la famille, au sens où il est encore entendu en France et en Allemagne, et qu'elle a remis la collectivité au premier plan après les proches parents (1).

Au surplus, le fait seul qu'on ait pu sérieusement discuter en Suisse le projet de M. Huber implique un changement symptomatique dans les conceptions juridiques. Il n'est pas dit qu'un jour la Confédération helvétique ne fera pas un pas de plus dans la voie indiquée par l'éminent auteur du projet de 1895.

(1) Le projet hongrois de 1900, tout en allant moins loin que les projets suisses, réalisait déjà une réforme profonde en limitant pour la première fois le cercle des parents successibles aux membres de la quatrième parentèle (§ 1810) et en imposant à l'État d'affecter le produit des successions à des œuvres d'assistance et d'éducation. Mais il a échoué devant l'hostilité de l'opinion publique hongroise et nous ne savons si le nouveau projet, non encore publié, affirme sur ce point les mêmes tendances.

Vu : Le Président de la thèse,
Ch. MASSIGLI.

Vu : Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

APPENDICE

I

TABEAU DE CONCORDANCE

des articles du Code civil suisse de 1907, du projet du Conseil fédéral de 1904, de l'avant-projet du Département de police et justice de 1900 et de l'avant-projet de 1895 (1) :

AVANT-PROJET DE 1895	AVANT-PROJET DE 1900	PROJET DE 1904	CODE CIVIL SUISSE
401	—	—	—
402	—	—	—
403	484	465	457
404	485	466	458
405	486	467	459
406	487	468	460
407	489	470, 471	462, 463, 464
408	488, al. 1 et 2	469, al. 1 et 2	461, al. 1 et 2
409	488, al. 3	469, al. 3	461, al. 3
410	490	472	465
411	—	—	—
412	—	—	—
413	—	—	—
414	491, al. 1	475	466
—	491, al. 2	—	—
415	—	—	—
416	491, al. 1	473	466
417	—	—	—
418	—	—	—
421	495, al. 1	478, al. 1	471, al. 1
422	—	478, al. 2 et 3	471, al. 2 et 3
423	495, al. 3	477	470
424	495, al. 2	478, al. 4	471, al. 4
425	—	—	—
426	—	—	—
427	—	—	—
428	—	—	—
—	—	—	472
459	524	510	505
477	—	—	—
526	—	590	592
530	—	556	555
539	—	561	560
572	—	—	—
574	—	595	596

(1) Nous ne comprenons dans ce tableau de concordance que les articles relatifs aux héritiers légaux (t. XIII du C. c.), à la quotité disponible (t. XIV du C. c.), et quelques autres relatifs aux effets de la dévolution (t. XVI du C. c.) susceptibles d'intéresser l'Etat.

II

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

A. — DOCUMENTS OFFICIELS

Questionnaire du Département fédéral de Justice et Police en date du 17 novembre 1893, sur la méthode à suivre pour la rédaction d'un projet de Code civil suisse.

Deuxième avant-projet partiel des successions, 1895.

Erläuterungen zum ersten Teilentwurf, 1893.

Erläuterungen zu dem Teilentwurf des schweizerischen Zivilgesetzbuch über das Erbrecht, mai 1895.

Avant-projet du département fédéral de justice et police, 1900.

Exposé des motifs de l'avant-projet du département fédéral de justice et police, tome deuxième, Des successions, 1901.

Expertenkommission, t. I, II. (Procès-verbaux dactylographiés des séances de la commission d'experts qui a eu à délibérer sur le projet de 1900.)

Projet du Conseil fédéral, 1904.

Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le projet de Code civil suisse (du 28 mai 1904).

Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale suisse (t. XV, (1905), XVI (1906) et XVII (1907). Ce dernier est distinct pour le Conseil national (N) et pour le Conseil des États (E).

Code civil suisse du 10 décembre 1907, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1912.

Code civil allemand, promulgué le 18 août 1896, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1900, traduction française du Comité de législation étrangère.

B. — LITTÉRATURE

- AURY et RAU. — Cours de droit civil français, 4^e éd., 1869-1876.
- BÄHR (O.). — Gegenentwurf zum Entwurf eines bürgerliches Gesetzbuches, 1892.
- BARON. — Angriffe auf das Erbrecht, 1877.
- BATBIE. — Revue critique, t. XXVIII.
- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — Des successions, 3 vol., 3^e éd., 1908.
- BEAUSSIRE. — Principes du droit, 1888.
- BERNHÖFT. — Zur Reform des Erbrechts, Rostock, 1894.
- BERNSTEIN. — Los von Erbschaft, Berlin, 1906.
- BIGALLET. — L'hérédité collatérale, th. Lyon, 1898.
- BLUNTSCHLI. — Entwurf zum zürcherischen privatrechtlichen Gesetzbuch, 1844.
- Das Erbrecht und die Reform des Erbrechts, Gesammelte Kleine Schriften, 1879, t. I, pp. 233 et suiv.
- BODIN. — La réforme des droits de succession et la notion de l'impôt progressif, Revue d'économie politique, 1894.
- BOUCARD et JÈZE. — Cours élémentaire de science des finances.
- BOURGEOIS. — Solidarité, 3^e éd., 1907.
- CHARLETY. — Essai sur l'histoire du saint-simonisme, 1896.
- CIMBALI. — La Nuova fase del diritto civile nei suoi rapporti economici et sociale, con proposte di riforma della legislazione civile vigente, 1895.
- CLERC. — Le système des parentèles et la succession des héritiers du sang dans le projet de Code civil suisse, th. Genève, 1905.
- COLIN (A.). — Note au Dalloz, 1902, 1, 177.
- Le droit des successions dans le Code civil, Livre du Centenaire du Code civil, 1904, t. I.
- COSENTINI (Francesco). — Il socialismo giuridico, dans les Studi in onore di Federico Ciccaglione, 1910, vol. II.
- CRÉMIEU (C). — Rapport sur la question de la liquidation du passif héréditaire dans le Code civil suisse du 10 décembre 1907. Bull. Soc. Et. Législat. 1910, 2^e partie, quest. 21.
- DELOUME. — L'État considéré comme successeur universel aux biens, th. Toulouse, 1898.
- DEMOLOMBE. — Cours de Code Napoléon, Successions et Donations.
- DESLINIÈRES. — Projet de Code socialiste, 2 vol., 1908.

- DROUARD. — Le droit de succession de l'État dans les législations allemande, suisse et hongroise, th. Paris, 1911.
- DUBOURG. — L'État héritier, th. Paris, 1907.
- EGGER, ESCHER, OSER, REICHEL, WIELAND. — Kommentar zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch, mit einem Supplementband. Das Erbrecht, par Arnold Escher, Zürich, 1912.
- FILDERMANN (W.). — La nature juridique de la transmission par décès et la succession des parents légitimes, th. Paris, 1909.
- FLINIAUX. — Le système des parentèles comme mode de la succession *ab intestat*, th. Paris, 1906.
- GIDE. — Cours d'économie politique, Paris, 3^e éd., 1913.
- GMÜR (M.). — Kommentar zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch. Das Erbrecht, par M. Tuor, Berne, 1913.
- GREIFF. — Droits de l'État en matière de succession, th. Paris, 1888.
- HEGEL. — Naturrecht und Staatswissenschaft im Grundriss, 1821.
- HERCKENRATH. — La question sociale et l'hérédité, Revue d'économie politique, 1904, pp. 799-831.
- HITZIG (H. F.). — Die Grenzen des Erbrechts, Akademischer Vortrag, Schweizer-Zeitfragen, Heft 36, Zürich, Art. Institut Orell Füssli, 1908.
- HUBER (Eugen). — System und Geschichte des Schweizerischen Privatrechts, Bâle, 4 vol., 1886-1893, not. les tomes II et IV.
- Betrachtungen über die Vereinheitlichung des Schweizerischen Erbrechts, Bâle, août 1895.
 - Rapports à la Société des juristes suisses, Verhandlungen des Schweizerischen Juristen Vereins, 1895-1896.
- HUC. — Le Code civil italien et le Code Napoléon, 2^e édition.
- Commentaire du Code civil, 15 vol., 1892-1903.
- KUONI. — Das schweizerische gesetzliche Erbrecht, Orell Füssli's Praktische Rechtskunde, 7^e Band, Zürich.
- LACOSTE (DE). — Essai sur les *Mejoras* ou avantages légitimaires dans le droit espagnol ancien et moderne, th. Paris, 1910.
- LANG (O.). — Das gesetzliche Erbrecht, Vorträge über dem Entwurf eines Schweiz. Zivilgesetzbuches..., Zürcher Beiträge zur Rechtswissenschaften, t. XI, Erstes Heft, Zürich, 1906.
- LARDY. — Législations civiles des cantons suisses, 1877.
- LAURENT. — Principes de droit civil français.
- Avant-projet de revision du Code civil belge, 1882-1885.
- LEEMANN. — Die Reformbestrebungen in den Nachbarländern, Sch. Juristen Zeitung, t. V, pp. 262 et s., et VI, pp. 40 et s.

- LEHR (Ernest). — Droit civil suisse, 2^e édit., par M. J. Dumas, 1913.
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — La Révolution fiscale, *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} décembre 1909.
- MARTIN. — Socialismo y derecho hereditario, th. Valladolid, 1907.
- MARTIN (Alfred). — Des Successions, Exposé du livre III de l'avant-projet de 1900, Genève, 1901.
- MARTIN (A.) et REHFOUS. — Introduction à l'étude du Code civil suisse, Genève, 1908.
- MELLIGER (Kaspar). — Zum Staatlichen Erbrecht im schweizerischen Zivilgesetzbuch, *Schweizerische Rundschau*, 1900-1901, 5^e cahier.
- MENGER (Anton). — Das bürgerliches Recht und die bezitzlosen Volksclassen, Tübingen, 1890.
- L'État socialiste, trad. fr. Ed. Milhaud, 1904.
- MÜNZINGER. — Erbrechtliche Studien, 1874.
- OSER (H.) — Das Erbrecht des Entwurfs, *Schweizerischen Juristen Zeitung*, IV (1907), pp. 233 et s.
- PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil, 3 vol., Paris, 6^e éd., 1913.
- PLANTA (Peter-Conradin de). — Die Reconstruction der Familie und des Erbrechts, Chur, 1886.
- REICHEL (A.). — Schweizerisches Jahrbuch (1906), pp. 328 et s.
- RENNEFAHRT (H.). — Das Erbrecht des Schweizerischen Zivilgesetzbuches, 1913.
- RIGNANO (Eugenio). — Un socialisme en harmonie avec la doctrine économique libérale, Paris, 1904.
- RODIÈRE. — Recueil de l'Académie de législation de Toulouse, 1856.
- ROGUIN. — Discussion du rapport de M. Rossel à la Société des Juristes suisses, *Verhandlungen des Juristen Vereins*, 1896, 2^e cahier, pp. 180 et s.; *Zeitschrift für Schweizerischen Recht*, t. XV, pp. 657 et s.
- Traité de droit civil comparé. — Des successions.
- ROMIGUÉ. — De l'hérédité collatérale, th. Paris, 1903.
- ROSSEL (V.). — Rapports à la Société des Juristes suisses, *Verhandlungen des Schweizerischen Juristen Vereins*, 1895-1896.
- ROSSEL (V.) et MENTHA. — Manuel de droit civil suisse, 3 vol., 1908-1912, not. le t. 1.
- RÜMELIN. — Der Vorentwurf zu einem schweizerischen Zivilgesetzbuch, in-8^o, Leipzig, 1901.
- SALEILLES. — Cours de doctorat professé à la Faculté de Paris (1908-1909), sur le « Fondement du droit successoral ».

- SCHÄFFLE. — La quintessence du socialisme, tr. fr. de Benoit-Malon, Bruxelles, 1895.
- SCHANZ (G.). — Die Steuer der Schweiz, Stuttgart, 1890.
- VON SCHEEL. — Erbschaftssteuern und Erbrechtsreform, Iéna. 1877.
- SPEISER (P.). — Erbrechtsreform und Erbschaftssteuer, Mündliches Korreferat, Jahresversammlung der schweiz. gemeinnützigen Gesellschaft, septembre 1895.
- STROHAL. — Das deutsche Erbrecht auf Grundlage des Bürgerlichen Gesetzbuches, 2 vol., 3e édit., 1903-1904.
- STUART-MILL. — Principes d'économie politique (trad. Courcelle-Seneuil).
- SURET. — Théorie de l'impôt progressif, th. Paris, 1909.
- TURGEON. — Le socialisme et le droit d'hérédité. Trav. jurid. et écon. de l'Université de Rennes, t. I, fasc. 2.
- UMPFENBACH. — Des Volkes Erbe, 1874.
- VALLIER. — Fondement du droit successoral en droit français, th. Paris, 1903.
- VOGT. — Vortrag über das Erbrecht des Gemeinwesens. Sitzung des Zürcherischen Juristen Vereins im Winter 1896. — Procès-verbal inédit.
- WAHL (Albert). — Traité de droit fiscal, Paris, 3 vol., 1901-1903.
- WALTER. — Erbrechtsreform und Erbschaftssteuer, Hauptreferat, Jahresversammlung der schweiz. gemeinnützigen Gesellschaft, mai 1895.
- WEILL (Georges). — Saint-Simon et son œuvre, 1894.
- WEYL. — Die Delationsgründe im künftigen schweiz. Erbrecht. Festgabe für Güterbock, 1910, pp. 599 et s.
- YBARNEGARAY. — Étude critique de l'impôt sur les successions, th. Paris, 1910.
- ZOLL. — Römisches und Intestaterbrecht, 1890.
- Arbeiterstimme, n° du 21 sept. 1895.
- Bull. stat. et lég. comp., t. XXIV et LIX.
- Frankfurter Zeitung, n° du 7 juillet 1906.
- Gazette de Lausanne, n° du 30 septembre 1895.
- Vaterland, n° du 8 novembre 1896.
- Verhandl. des Schw. S. Vereins, 1895 et 1896.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1

PREMIÈRE PARTIE

LE MILIEU JURIDIQUE	5-41
CHAPITRE PREMIER. — Les droits de l'État d'après les principales législations modernes.	9
CHAPITRE II. — Les droits de l'État dans les législations cantonales suisses antérieures au Code civil	28

DEUXIÈME PARTIE

LE PROJET DE 1895	41-120
CHAPITRE PREMIER. — Les antécédents du projet de 1895	45
CHAPITRE II. — Les principes directeurs du projet de 1895	67
CHAPITRE III. — Droits de l'État dans la succession légitime	92
CHAPITRE IV. — Droits de l'État en présence de dispositions de dernière volonté	105

TROISIÈME PARTIE

L'ÉCHEC DU PROJET DE 1895	120-186
CHAPITRE PREMIER. — Les travaux préparatoires du projet de 1900 (1895-1900).	123
CHAPITRE II. — Les travaux préparatoires du projet de 1904 (1900- 1904)	142

	Pages
CHAPITRE III. — Les travaux préparatoires du texte définitif (1904-1907)	156
CHAPITRE IV. — L'état actuel du droit suisse. Conclusion.	175

APPENDICE

I. TABLEAU DE CONCORDANCE des textes des divers projets et du Code civil	187
II. INDEX.	189

